

**SOMMAIRE**

I'Association «INSTITUT DES PARONS»

I) PRÉSENTATION DE L'ASSOCIATION «INSTITUT DES PARONS»	3
■ Missions associatives	3
• Présentation de l'association «Institut des Parons»	3
• Historique.....	3
• L'Association «Institut des Parons».....	5
• Les présidents depuis 1962	6
• Le président en exercice depuis 2015	6
• La direction depuis 2009	6
II) LE PROJET ASSOCIATIF 2026-2030	7
■ Edito.....	7
III) LES AXES STRATÉGIQUES DU PROJET ASSOCIATIF	8
■ Proposer des solutions pour un accompagnement de qualité tout au long de la vie	8
■ Développer le pouvoir d'agir des personnes accueillies.....	9
■ Développer un accès pour tous à la santé et une offre globale de soins (<i>préventif, curatif, palliatif</i>)..	10
■ Développer l'accès pour tous à la pratique d'activités physiques et sportives.....	11
■ Promouvoir des accompagnements adaptés pour les bénéficiaires avec TSA.....	12
■ Développer les apprentissages inclusifs : inclusion scolaire, apprentissage pré-professionnels et préparation à l'autonomie	13
■ Développer un hébergement de qualité facilitateur d'inclusion.....	14
■ Promouvoir et accompagner l'insertion professionnelle.....	15
■ Investir dans la recherche et l'innovation	15
■ Développer et conforter les partenariats sur le territoire	16
IV) ORGANISATION ET FONCTIONNEMENT DE L'ASSOCIATION.....	17
V) LES ÉTABLISSEMENTS DE L'INSTITUT DES PARONS	18
■ L'I.M.E. des Parons : l' <i>Institut Médico Educatif</i> - 130 places.....	18
■ L'ESAT des Parons : Etablissement et Service d'Accompagnement par le Travail.....	19
■ E.A.N.M Cézanne	19
■ E.A.N.M. Léon Martin.....	20
■ E.A.N.M. CAP Intégration.....	21
■ E.A.N.M. La villa des Parons.....	22
■ E.A.N.M. « Pique la Lune » des Parons	23
■ Service « SAS de répit préventif »	23
• Film de présentation de l' <i>Institut des Parons</i>	24





I / PRESENTATION de l'Association **INSTITUT DES PARONS**



MISSIONS ASSOCIATIVES

PRÉSENTATION DE L'ASSOCIATION «INSTITUT DES PARONS»

HISTORIQUE

C'est en janvier 1962 que quelques parents d'enfants handicapés se réunirent à Aix-en-Provence, et fondèrent l'Association des «Papillons Blancs d'Aix et de sa région», affiliée à l'UNAPEI (Union Nationale des associations de Parents et Amis d'Enfants Inadaptés). Le but était de créer des établissements et les installations nécessaires pour assurer les soins indispensables à leurs enfants ainsi que la progression la plus harmonieuse possible de leur niveau intellectuel, d'autonomie et de socialisation.



■ En janvier 1963, l'Association «Institut des Parons» a été créée pour gérer et développer des structures dédiées aux personnes handicapées : enfants, adolescents et adultes.

Il s'agissait au départ de créer un Établissement pour handicapés mentaux moyens, garçons et filles, de 6 à 14 ans. La propriété des Parons qui, à l'époque, ne comprenait que la vieille Bastide, des écuries délabrées et 5ha en friche, parut convenir, car elle se situait dans un endroit calme et proche d'Aix. Le 10 février 1964, un semi-internat de 48 places était ouvert dans la Bastide. Rapidement la nécessité apparut de disposer d'un internat, et l'Association prit la décision de construire un Institut Médico-pédagogique pour 60 internes et 24 semi-internes. Cet établissement, inscrit au IVème Plan National d'Équipement sanitaire et social, fut mis en service le 19 septembre 1966. Cet effort, bien qu'important, apparut vite insuffisant, car il ne résolvait pas les problèmes des adolescents. L'Association choisit de s'occuper des jeunes filles (à l'époque la mixité n'était pas d'usage), et fit inscrire son projet au Vème Plan national d'Équipement sanitaire et social. Ce projet comprenait la création d'importantes installations sportives (Gymnase et Piscine, notamment), et l'ensemble fut ouvert le 7 octobre 1971. Dans le même esprit évolutif, l'Association décida la construction d'un Foyer pour femmes adultes : le Foyer Occupationnel «L'Oustalet» fut ouvert le 15 septembre 1974. Ce foyer a fait l'objet d'une extension de places en 2006. Renommé et installé dans un bâtiment neuf en décembre 2011, le Foyer de vie Léon MARTIN accueille aujourd'hui 58 résidents.

■ En 1985, un Centre d'Aide par le Travail (CAT) - actuellement ESAT (Établissement et Service d'Accompagnement par le Travail) - pour 30 adultes fut créé. Aujourd'hui, il propose à 52 collaborateurs d'ESAT plusieurs activités professionnelles : entretien des espaces verts, conditionnement, entretien des locaux, blanchisserie et petits travaux de couture. L'activité artisanat (fabrication de poteries et céramiques) est suspendue à ce jour.

■ En 1987, dans une propriété de 2 hectares située quartier «Peyre-Plantade» à Ventabren, fut ouvert un Foyer d'hébergement de 18 places, pour les travailleurs du CAT. Ce foyer d'hébergement, délocalisé en 2015 sur la propriété des Parons, est devenu le Foyer «Cézanne» en 2016 et accueille aujourd'hui 28 résidents, dont 6 dans le dispositif des Appartements tremplins, qui vise à développer l'habitat inclusif.

En septembre 2017, la structure CAP INTEGRATION a été ouverte pour 17 jeunes adultes en accueil de jour, pour leur permettre de trouver, sur une période de 5 ans, l'intégration en secteur adulte la plus adaptée à leurs besoins. Depuis avril 2019, «LA VILLA DES PARONS» accueille 8 personnes âgées dans un environnement familial et chaleureux, adapté à l'accompagnement de l'avancée en âge.

■ Janvier 2021, a vu la création d'un SAS de répit préventif, en appui du secteur adultes, pour maintenir les résidents en crise, en ne créant pas de rupture de parcours.

■ En janvier 2022, le service « Pique la Lune » des Parons propose un accueil de jour du lundi au vendredi, pour 8 jeunes adultes présentant des Troubles du Spectre Autistique. Ce nouveau service vise à offrir à ses bénéficiaires un environnement propice à l'évolution positive de l'autonomie dans tous les domaines.

■ En 2025, nous avons obtenu l'autorisation de 5 places en habitat partagé et inclusif à destination d'un public EANM (type foyer de vie). Un appartement est intégré au dispositif EANM Cézanne (pour 2 places) et l'autre dans la cité pour 3 places.

Tous nos établissements du secteur adultes à l'exception de l'ESAT des Parons, sont passés en 2024 en EANM (établissements pour adultes non médicalisés).



■ L'ASSOCIATION «INSTITUT DES PARONS

Fondée le 19 janvier 1963, conformément à la loi 1901, l'association «Institut des Parons», reconnue Association de bienfaisance par arrêté préfectoral, agit sans but lucratif, dans le seul souci d'accueillir, d'éduquer, de former, de valoriser et insérer, d'héberger et de soigner toute personne handicapée mentale ou dépendante à tous les âges de la vie.

L'association est totalement neutre, laïque, apolitique et indépendante.

Toutes les personnes en situation de handicap accueillies au sein de l'Institut bénéficient d'une orientation en établissement médico-social prononcée par la C.D.A.P.H. (Commission des Droits et de l'Autonomie des Personnes Handicapées).

Le Blason de l'Institut des Parons reprend les trois symboles à l'origine de la création de l'association :

- Le cordage, pour symboliser la Marine
 - L'atome, pour le CEN Cadarache
 - Les papillons blancs, pour l'Association des Papillons Blancs.
- En 1962, un marin (Léon MARTIN, Capitaine de Vaisseau dans la Marine de guerre) a fondé l'Association des Papillons Blancs d'Aix-en-Provence, et avec l'aide du Centre d'Études Nucléaires de Cadarache a créé l'Institut des Parons.»





■ LES PRÉSIDENTS DEPUIS 1962



De 1962 à 2003

■ Monsieur Léon MARTIN
Président fondateur



De 2003 à septembre 2015

■ Monsieur le Docteur
Christian MARTIN-ROMIEU
Président



LE PRÉSIDENT EN EXERCICE DEPUIS 2015

Depuis octobre 2015

■ Général Daniel CARRASCO
Président



LA DIRECTION DEPUIS 2009

Depuis septembre 2009

■ Monsieur Thierry POUBLIER
*Directeur Général des Établissements
de l'Association «Institut des Parons»
Responsable Administratif et Financier*



II / 2026 - 2030

Le projet ASSOCIATIF

EDITO



Le projet associatif stratégique 2026-2030 a été élaboré dans le but de promouvoir la place pleine et entière des personnes en situation de handicap et de leurs proches au sein de notre société. Ce projet associatif stratégique s'appuie sur des valeurs humanistes fortes inscrites notamment dans :

- La convention des Nations Unies relative aux droits des personnes en situation de handicap,
- De la charte des droits fondamentaux de l'Union Européenne,
- Dans une plus large mesure les valeurs républicaines et laïques.

Ces valeurs que nous défendons se traduisent au quotidien pour les bénéficiaires et leurs proches par l'augmentation du pouvoir d'agir, de l'autonomie et de la participation sociale.

Général Daniel CARRASCO
Président de l'Institut des Parons.

ZONE DÉCOUPÉE

"Pour que chacun ait le choix de sa vie et exprime tous ses potentiels."





III / LES AXES STRATÉGIQUES du projet **ASSOCIATIF**

PROPOSER DES SOLUTIONS

POUR UN ACCOMPAGNEMENT DE QUALITÉ TOUT AU LONG DE LA VIE

À l'image de celles des autres pays d'Europe occidentale, la population française connaît, depuis plusieurs années, un accroissement sensible de son espérance de vie. Les personnes handicapées bénéficient également de ce progrès. Qu'elle survienne en milieu ordinaire ou en institution, si elle n'a pas été anticipée, l'avancée en âge des personnes en situation de handicap peut conduire à des ruptures dans leur parcours de vie et à des réorientations brutales. Pour autant, jusqu'à ce jour, cette question avait été insuffisamment traitée dans le cadre des politiques publiques consacrées au handicap.

L'avancée en âge est un défi que nous relevons au quotidien : À chaque personne une solution coconstruite, nous dessinons ensemble son parcours.



■ NOS OBJECTIFS :

Repérer et anticiper l'avancée en âge :

- Évaluer
- Écouter
- Proposer des solutions adaptées
- Se doter des moyens nécessaires :
- Élargir nos champs de compétences
- Moduler les moyens matériels et les prestations proposées
- Adapter l'habitat proposé



DÉVELOPPER LE POUVOIR D'AGIR DES PERSONNES ACCUEILLIES

Toute personne ou groupe a la potentialité pour trouver une solution à son problème. Le pouvoir d'agir, c'est la possibilité pour les personnes de maîtriser et de passer d'un sentiment d'impuissance à la possibilité d'agir sur ce qui est important pour elles. Avoir des besoins spécifiques, présenter des capacités différentes ou limitées ne constituent pas en soi des difficultés pour agir : ce sont les obstacles rencontrés dans leur parcours qui empêchent les personnes d'agir.

Notre accompagnement consiste à identifier précisément cet obstacle et créer les conditions pour que les personnes puissent agir et entreprendre leur vie.



NOS OBJECTIFS :

- Identifier les besoins de la personne
- Évaluer les contraintes

Rendre accessible l'ensemble de nos infrastructures et prestations :

- Agencer l'environnement et l'habitat
- Digitaliser et domotiser
- Faciliter la communication et l'information

Renforcer la participation du bénéficiaire et de ses ayants droit et l'exercice de ses droits fondamentaux :

- Promouvoir cette participation
- Développer la connaissance des droits fondamentaux
- Accompagner la mise en œuvre de cette participation et de l'exercice des droits fondamentaux



DÉVELOPPER UN ACCÈS POUR TOUS

À LA SANTÉ AINSI QU'UNE OFFRE GLOBALE DE SOINS (PRÉVENTIF, CURATIF, PALLIATIF)

L'accès à tous les soins de santé est primordial pour les personnes en situation de handicap. Leurs besoins sont spécifiques :

- Pathologies associées au handicap demandant une prise en charge multidisciplinaire
- Évolutivité du handicap avec l'avancée en âge notamment
- Approche spécifique pour le dépistage, l'évaluation de la douleur et l'application des soins
- Méthodologies spécifiques pour la communication et l'information
- La santé est un axe crucial pour la prise en charge et le développement de nos bénéficiaires.



NOS OBJECTIFS :

Renforcer l'accès aux soins de santé et optimiser la prévention :

- Favoriser la participation active de la personne à son parcours de santé.
- Développer la prévention, l'éducation et l'accompagnement pour les soins de base et d'hygiène, ainsi que pour les soins généraux et spécialisés

- Renforcer les partenariats avec les services sanitaires afin de garantir l'accès à tous les soins, la continuité des soins, la prévention et la formation des professionnels

Développer en partenariat l'accès aux soins gérontologiques et palliatifs :

- Développer une culture santé de la personne vieillissante
- Renforcer les partenariats avec les structures de soins palliatifs



DÉVELOPPER UN ACCÈS POUR TOUS

À LA PRATIQUE D'ACTIVITÉS PHYSIQUES ET SPORTIVES

Les bénéfices pour la santé et le bien-être de l'activité physique et sportive (APS) sont reconnus par les études épidémiologiques. L'organisation Mondiale pour la Santé (OMS) recommande l'APS à des fins de santé et de prévention entre autres pour prévenir les maladies cardio-vasculaires, certains cancers, le vieillissement et préserver l'autonomie.

L'Institut des Parons développe les infrastructures et les prestations physiques et sportives nécessaires au développement personnel et à la bonne santé des bénéficiaires.



NOS OBJECTIFS :

Optimiser la santé physique et mentale des bénéficiaires :

- Développer la connaissance de son corps
- Développer la relation à l'autre (socialisation), la coopération
- Renforcer les compétences et les capacités psychocorporelles

Développer l'inclusion sociale et la relation intra et inter personnelle par les activités physiques et sportives :

- Renforcer les partenariats avec les structures sportives extérieures pour des pratiques APS inclusives
- Se préparer et participer à des événements sportifs régionaux, nationaux et internationaux





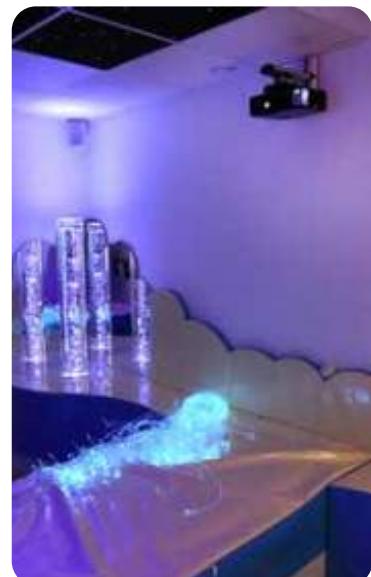
PROMOUVOIR DES ACCOMPAGNEMENTS

ADAPTÉS POUR LES BÉNÉFICIAIRES AVEC TSA :

TSA : Troubles du Spectre Autistique

L'accompagnement des personnes avec TSA nécessite des moyens et des méthodologies spécifiques (recommandations de la Haute Autorité de Santé HAS). Les spécificités de fonctionnement des personnes avec TSA montrent une grande diversité et évoluent tout au long de la vie. Le projet personnalisé d'interventions que nous coconstruisons est donc évolutif et repose pour chaque bénéficiaire sur une évaluation fonctionnelle régulière de ses besoins et de ses ressources. Le projet personnalisé d'interventions du bénéficiaire constitue un support visant à favoriser et faciliter la cohérence et la continuité du parcours.

L'Institut des Parons apporte tous les moyens nécessaires et adaptés au développement des capacités des personnes accompagnées.



■ NOS OBJECTIFS :

Développer les capacités et compétences de la personne en partenariat avec les proches :

- Développer les interactions sociales
- Développer la communication
- Développer les compétences sociales
- Adapter les comportements

Développer l'inclusion scolaire et socio-professionnelle

- Développer la relation à soi, à l'autre et à l'environnement
- Développer les compétences en numératie et en littéracie
- Renforcer les apprentissages préprofessionnels



DÉVELOPPER LES APPRENTISSAGES INCLUSIFS :

INCLUSION SCOLAIRE, APPRENTISSAGES PRÉ-PROFESSIONNELS ET PRÉPARATION À L'AUTONOMIE

Nous proposons des prestations et services dans les différents registres de la vie. L'accompagnement des bénéficiaires et de leurs proches se fait de manière globale :

- Prestations sociales
- Activités éducatives, corporelles et d'inclusion
- Activités scolaires
- Activités de soutien à la vie quotidienne
- Activités préprofessionnelles
- Activités de socialisation et d'inclusion
- Prestations médicales et paramédicales

Dans la continuité de notre volonté associative, nous étoffons nos services et prestations en faveur des personnes que nous accompagnons.

NOS OBJECTIFS :

- Promouvoir la dignité et la citoyenneté de la personne, notamment en faisant respecter ses droits, ses choix et sa libre expression
- Favoriser l'expression et la participation de tous dans la vie de la cité
- Respecter et prendre en compte la vie affective de chaque personne

- Optimiser le développement d'acquisition de compétences scolaires et professionnelles
- Renforcer et diversifier l'insertion professionnelle
- Développer les modes de participation des familles à la vie des établissements et services

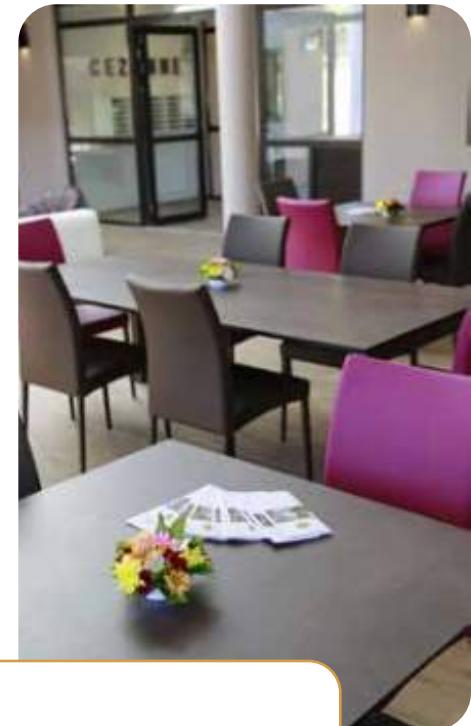




DÉVELOPPER UN HÉBERGEMENT DE QUALITÉ FACILITATEUR D'INCLUSION

Aujourd'hui, l'architecture et l'agencement des espaces sont plus que jamais des facteurs facilitateurs d'inclusion. De nombreuses technologies se développent et doivent être intégrées pour l'optimisation de notre accompagnement. La qualité de vie promue pour nos bénéficiaires se pense à travers la qualité d'usage.

«Se sentir bien chez soi,
c'est aussi se sentir soi.»



NOS OBJECTIFS :

- Nous investissons pour que nos lieux d'accompagnement favorisent le mieux-être des bénéficiaires.
- Agencer et optimiser les espaces de vie en lien avec les besoins des personnes accueillies
- Développer les technologies « autonomisantes » (domotique, digital...)
- Investir dans du matériel ergonomique
- Développer et créer des appartements inclusifs dans la cité.



PROMOUVOIR ET ACCOMPAGNER

L'INSERTION PROFESSIONNELLE

L'insertion par l'activité professionnelle, c'est tenir une place au sein de la société. Depuis de nombreuses années, les collaborateurs de l'ESAT des Parons bénéficient d'activités diversifiées et épanouissantes. Nous développons de nouvelles prestations adaptées pour l'acquisition de compétences et des passerelles pour faciliter les parcours vers le milieu ordinaire. De même, nous adaptons nos activités professionnelles au vieillissement des collaborateurs en situation de handicap.



■ NOS OBJECTIFS :

Repérer et anticiper l'avancée en âge :

- Poursuivre le développement des parcours professionnels au sein des activités de l'E.S.A.T.
- Coordonner les parcours entre le milieu protégé et le milieu ordinaire en créant des passerelles.
- Développer les compétences des collaborateurs par tous les moyens adaptés
- Appuyer et soutenir l'accompagnement des personnes accompagnées hors les murs



INVESTIR DANS LA RECHERCHE

ET L'INNOVATION

La recherche et l'innovation sont des piliers pour l'évolution de la prise en compte des personnes en situation de handicap au sein de notre société. Elles permettent de développer de nouvelles solutions et d'optimiser la performance de nos prises en charge. Ainsi, nous ouvrons et offrons de «nouveaux possibles» pour l'inclusion de nos bénéficiaires.



■ NOS OBJECTIFS :

- Poursuivre les objectifs émis par le comité scientifique de l'Institut des Parons
- Établir et renforcer les partenariats avec les centres de recherche
- Tester et évaluer les dispositifs innovants mis en œuvre par l'Institut ou proposés sur le marché



DÉVELOPPER ET CONFORTER

LES PARTENARIATS SUR LE TERRITOIRE

Notre objectif est de créer les synergies nécessaires à la prise en compte globale des personnes en situation de handicap sur notre territoire. Prendre en compte les thématiques de la santé, de l'éducation, de l'insertion professionnelle, du logement nécessite la coordination de toutes les structures de notre territoire.

Nous nous engageons dans le renforcement de cette coordination pour faciliter les parcours de vie sans rupture.

■ NOS OBJECTIFS :

- Poursuivre le développement des partenariats au sein de notre territoire ainsi qu'avec des partenaires nationaux
- Coordonner les parcours de vie par une plateforme de service pour les bénéficiaires
- Partager notre expertise avec nos partenaires





IV / ORGANISATION et fonctionnement DE L'ASSOCIATION

L'Assemblée Générale de l'Association se réunit tous les ans, afin de se prononcer sur les rapports présentés par le Conseil d'Administration (rapport moral, financier, d'activités).

Le Conseil d'Administration, composé à minima de 12 membres, tous bénévoles, est élu pour 3 ans. Il se réunit au minimum une fois par trimestre, et autant que de besoin selon les circonstances.

Le Bureau du Conseil prépare les réunions du C.A. et se réunit en outre à chaque demande du Président.

Le Conseil d'Administration a pour objet la guidance, l'accompagnement et le soutien des actions des établissements et services de l'Institut dans les domaines suivants :

- ✓ La Vie Associative
- ✓ La vie et le fonctionnement des Établissements
- ✓ La pérennité des Financements de nos établissements
- ✓ L'innovation en proposant des Projets aux autorités de tarification.



V / LES ETABLISSEMENTS de L'Institut DES PARONS

■ L'IME DES PARONS

L'Institut Médico Éducatif 130 PLACES



160 PARCOURS DANS L'ANNEE

Accompagnement socio-éducatif en semi-internat ou en internat d'enfants et d'adolescents présentant une déficience intellectuelle, avec ou sans troubles associés (relationnels et/ou médicaux), ou des Troubles du Spectre Autistique

La S.E.E.S de 6 ans à 16 ans

Section d'Education et d'Enseignement Spécialisé

- Unités pédagogiques et éducatives
- 3 Classes de l'Education Nationale
- Une Unité d'enseignement externalisée (en cours)
- 2 foyers d'internat

La S.I.P.F.P de 14 ans à 20 ans

Section d'Initiation et de Première Formation Professionnelle

- Unités pédagogiques et éducatives
- 2 Classes de l'Éducation Nationale
- 1 Unité d'enseignement externalisée (en cours)
- Unités de préprofessionnalisation
 - Unités d'orientation
 - 4 foyers d'internat

52 places d'internat et 78 places en accueil de jour dont 40 TSA.



L'ESAT DES PARONS

Etablissement et Service D'ACCOMPAGNEMENT PAR LE TRAVAIL

52 PLACES - CRÉÉ EN 1985



PENSEZ-Y !

Faire appel aux services de l'ESAT vous permet de bénéficier de certains avantages fiscaux. L'ESAT est habilité à percevoir la taxe d'apprentissage

Accompagnement socio-professionnel et professionnel d'adultes âgés de plus de 18 ans.

- 4 sections professionnelles :
- Entretien des espaces verts
- Conditionnement
- Entretien des locaux
- Blanchisserie
- Notre ESAT a la capacité de créer de nouvelles activités en lien avec le marché du travail pour faciliter l'intégration de nos collaborateurs.

E.A.N.M
CÉZANNE
28 PLACES

28 places en hébergement dont 6 places en appartement Tremplin dans la cité.
Hébergement et accompagnement socio-éducatif - Ouvert 365 jours/an.



■ E.A.N.M

LÉON MARTIN

61 PLACES

Accompagnement socio-éducatif d'adultes à partir de 18 ans, ayant besoin d'assistance dans les gestes quotidiens.

- Ouvert 365 jours/an.
- 43 places en hébergement permanent
- 5 places en hébergement permanent en dispositif tremplins (habitat inclusif)
- 1 place d'internat en accueil temporaire (90 jours/an/bénéficiaire)
- 17 places en accueil de jour





E.A.N.M

CAP INTÉGRATION

17 PLACES - OUVERT EN 2017

17 places en accueil de jour dont 2 en hébergement à l'EANM CEZANNE
(De 20 ans à 30 ans)

Accompagnement socio-éducatif de jeunes adultes sur 5 ans
afin de trouver l'établissement le plus adapté à leur projet de vie.

Accueil de jour du lundi au vendredi





■ E.A.N.M

La villa DES PARONS

8 PLACES - OUVERT EN 2019 - A PARTIR DE 50 ANS

Proposer un cadre de vie adapté au rythme et aux besoins des résidents.

Ouvert 365 jours/an

→ 6 places en hébergement permanent

→ 2 places en accueil de jour

ZONE DÉCOUPÉE





EANM

Pique la Lune DES PARONS

8 PLACES - OUVERT EN 2022 - A PARTIR DE 20 ANS



Accompagnement socio-éducatif de jeunes adultes présentant des Troubles du Spectre Autistique dans le cadre des recommandations de la Haute Autorité de Santé (HAS).

Accueil de jour du lundi au vendredi.

■ SERVICE

SAS DE REPIRIT PREVENTIF OUVERT EN 2021 - A PARTIR DE 20 ANS

Cellule de réflexion et d'interventions auprès des adultes dès les premiers signes de mal être.

L'objectif est d'assurer la continuité de l'accompagnement du bénéficiaire d'une structure du secteur adultes en ajustant sa prise en charge (PPA), pour qu'il retrouve la joie de vivre au sein de son projet personnalisé. Écoute, échanges, plan d'actions, en lien avec la personne, sa famille et l'équipe pluridisciplinaire. Ce dispositif disposera d'un lieu identifié au sein de l'Institut des Parons de type unité résidentielle.



L'association Institut des Parons

FILM DE PRÉSENTATION de L'Institut DES PARONS



SCAN CE QR CODE

RETROUVEZ
LA VIDÉO
complète



Site internet : www.parons.org

Institut des Parons
2270 route d'Eguilles - CS 40389
13097 Aix-en-Provence Cedex 2

Accueil ouvert du lundi au vendredi de 8h30 à 12h et de 13h30 à 17h
Tél. 04 42 20 09 81

**SOMMAIRE**

Présentation & Parcours

EANM LÉON MARTIN

PRÉSENTATION DE L'EANM LEON MARTIN	28
■ Quelques vidéos pour vous présenter l'institut des Parons	30
• Le site internet de l'Institut des Parons	30
• Interview du Président Fondateur de l'Institut des Parons : Monsieur Léon MARTIN.....	30
• Présentation de la vidéo de nos établissements.....	30
• Retrouver tous nos TEMOIGNAGES	31
■ Les infrastructures sportives.....	32
OU NOUS TROUVER ?	36
■ Nos coordonnées	37
■ Comment nous contacter ?.....	37
■ Pourquoi nous contacter ?.....	37
■ Période d'ouverture	37
LES MISSIONS DU EANM LÉON MARTIN	38
■ Développement de l'Autonomie.....	38
■ Encourager l'autodétermination	39
■ Ouverture culturelle, participation sociale et citoyenne	39
LES RESSOURCES	40
■ Les moyens humains : une équipe au service de mon parcours	40
■ L'équipe pluridisciplinaire affectée à mon accompagnement quotidien est composée.....	41
■ Les moyens matériels	44
MON ACCUEIL.....	45



■ Procédure d'admission.....	45
■ Ma notification et ma candidature	46
■ L'examen de mon dossier	46
■ Si ma candidature est acceptée	46
■ La liste d'attente et mes journées d'observation.....	47
■ La décision finale.....	47
■ Mon admission.....	47
MON ARRIVÉE DANS L'ÉTABLISSEMENT	50
■ Le projet d'établissement.....	50
■ Le contrat de séjour	51
■ Le livret d'accueil	51
■ Le règlement de fonctionnement.....	51
■ La charte des droits et libertés	51
MON RÉFÉRENT	52
MON DOSSIER INFORMATISÉ (DUI)	53
MES PREMIERS MOIS : COMPRENDRE, OBSERVER, M'EXPRIMER	54
MON PROJET PERSONNALISÉ D'ACCOMPAGNEMENT (PPA)	55
■ Qu'est-ce que le PPA ?	56
■ Comment je prépare mon projet	56
■ Suivi et ajustements.....	58
■ Évaluation	59
L'ÉVOLUTION DE MON PARCOURS	60



ZONE DÉCOUPÉE



PRÉSENTATION DE L'EANM LÉON MARTIN

Bienvenue à l'établissement du nom du président Fondateur « Léon Martin »

L'EANM Léon Martin, est un lieu unique qui a ouvert en 2011, dans la continuité du foyer de jeunes femmes de L'Oustalet, présent depuis 1974. Ici, j'ai trouvé un cadre moderne, accueillant et pensé pour moi, pour m'accompagner au quotidien.

Quand je suis arrivé, j'ai découvert un bâtiment (3200 m²) récent, accessible et fonctionnel, au cœur d'un grand parc arboré de 12 hectares, à Aix-en-Provence. C'est un environnement paisible, verdoyant et sécurisé, qui favorise mon bien-être.

Je vis dans des espaces lumineux et confortables, répartis sur deux étages accessibles par ascenseur. Je peux partager des moments de vie et d'activités avec les autres, mais aussi me retrouver au calme quand j'en ai besoin. À l'extérieur, un jardin sensoriel a été créé pour éveiller mes sens et m'apporter de la détente.

Mon projet est au centre de tout : dès mon arrivée, je le construis avec l'équipe et les personnes de confiance que je choisis. Ensemble, nous définissons un parcours adapté à ce que je sais faire, à ce dont j'ai besoin et à ce que je souhaite. Ce projet évolue avec moi, pas à pas, pour m'aider à grandir et à me projeter dans l'avenir.

Je bénéficie aussi des services et infrastructures de l'Institut des Parons : la cuisine centrale, l'infirmérie, l'entretien, mais aussi une piscine, un gymnase, un centre équestre et un terrain multisports. Ces ressources rendent mon quotidien plus riche et plus varié.





À l'EANM Léon Martin, je peux être accueilli à partir de 18 ans, si j'ai une orientation attribuée par la MDPH vers un EANM. L'établissement dispose de 61 places : 44 en hébergement permanent (dont une en accueil temporaire) et 17 en accueil de jour. Il est ouvert toute l'année, ce qui m'assure une vraie continuité dans mon accompagnement.

Je suis entouré d'une équipe de professionnels bienveillants et disponibles, qui m'aident à avancer dans un cadre structurant et respectueux. Ma famille ou mes proches sont également associés à chaque étape : ils peuvent participer aux échanges, poser des questions et être soutenus dans leur rôle.

À l'EANM Léon Martin, j'ai trouvé plus qu'un lieu de vie : un endroit qui s'adapte à moi, qui m'accompagne et me permet de construire mon avenir à mon rythme.



■ QUELQUES VIDÉOS POUR VOUS PRÉSENTER

■ LE SITE INTERNET

de l'Institut des Parons



<https://www.parons.org/>



SCAN CE QR CODE

RETRouvez
LA VIDÉO
complète



■ INTERVIEW DU PRÉSIDENT

Fondateur de l'Institut des Parons :
Monsieur Léon MARTIN



■ PRÉSENTATION DE LA VIDÉO

de nos établissements



SCAN CE QR CODE

RETRouvez
LA VIDÉO
complète





■ QUELQUES TÉMOIGNAGES



ZONE DÉCOUPÉE



■ LA VIDÉO DE L'INAUGURATION

de l'EANM Léon Martin





■ LES INFRASTRUCTURES SPORTIVES

Les infrastructures sportives mises à disposition sont de grande qualité et jouent un rôle central dans mon développement et l'accompagnement des bénéficiaires :



PISCINE CHAUFFÉE



Piscine chauffée ouverte toute l'année, avec des séances de sport et de détente



GYMNASE COUVERT



Gymnase couvert, permettant la pratique régulière de sports collectifs ou individuels comme le judo



TERRAIN MULTISPORTS

Terrain multisports, propice au développement de la motricité, de l'esprit d'équipe et de la gestion des émotions.

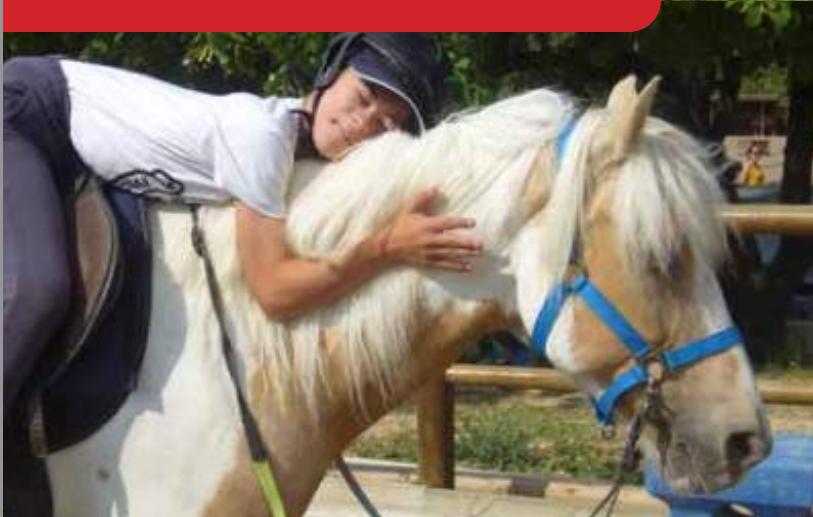




CENTRE EQUESTRE



Centre équestre, avec 13 chevaux et poneys, où je peux me reconnecter à l'animal, développer ma confiance, ma coordination et ma relation à l'autre





UN SITE DE 12 HA

Mais aussi un site de 12 ha pour pratiquer le vélo, et bien d'autres sports tout au long de l'année ; Ces activités sportives et corporelles sont intégrées dans mon emploi du temps pour renforcer mon autonomie, mes repères, le respect des règles et mon bien-être global



ZONE DÉCOUPÉE



OÙ NOUS TROUVER ?

L'EANM LEON MARTIN DES PARONS EST SITUÉ AU NORD-OUEST D'AIX-EN-PROVENCE

Dans le quartier du Pey-Blanc, à quelques minutes du centre-ville, se trouve au cœur de la propriété de l'Institut des Parons, un lieu qui vous offre un environnement de qualité dans un cadre naturel et apaisant.

Cet espace favorise aussi les rencontres et les échanges intergénérationnels avec les bénéficiaires d'autres établissements présents sur le site, créant ainsi un véritable lieu de vie et de partage.

Vous bénéficiez aussi des services partagés de l'Institut des Parons : cuisine centrale, infirmerie, entretien des locaux, services techniques

L'Institut des Parons est facilement accessible, que ce soit en voiture ou en transports en commun (réseau Aix en Bus – ligne Aix-Éguilles)





■ Pourquoi nous contacter ?

Pour en savoir plus sur notre service, poser vos questions, ou échanger sur un projet d'accompagnement personnalisé. Nous sommes là pour vous informer, vous écouter et vous accompagner.

■ Comment nous contacter ?

Par téléphone ou par mail : notre équipe (chef de service, secrétaire, psychologue et éducateurs) est disponible pour répondre à vos demandes.

■ Période d'ouverture

L'établissement est ouvert 365 jours par an. (Notons que l'établissement se donne la possibilité avec les familles de fermer l'établissement pour des raisons organisationnelles liées aux congés des résidents et des salariés. Cette possibilité si un jour, celle-ci est engagée se fera en alliance avec les parties prenantes). L'objet de cette étude est bien entendu d'augmenter la qualité de la prise en charge en mettant en congés simultanément les salariés et les jeunes de l'EANM LEON MARTIN).

Les résidents de l'EANM LEON MARTIN ont la possibilité de s'absenter 35 jours ouvrés par an, conformément au règlement départemental du conseil départemental 13 qui finance cet établissement.

COORDONNÉES :

EANM Léon Martin : 2620 rte d'Eguilles
13090 Aix-en-Provence
[www.parons.org/etablissements/
foyer-leon-martin](http://www.parons.org/etablissements/foyer-leon-martin)

Chef de Service : M. Patrick SERIN
07 87 59 14 63
p.serin@institut-des-parons.org

Secrétaire : Mme Brigitte ROBERT
04 42 20 40 80
b.robert@institut-des-parons.org

Coordinateur : M. Stéphane ROUX
06 82 87 01 41
s.roux@institut-des-parons.org

Equipe éducative :
06 30 46 31 21 et 04 42 20 40 80

Ces périodes sont organisées chaque trimestre avec la famille et/ou le représentant légal. Les externes sont accueillis du lundi matin entre 9 heures et 10 heures, au vendredi soit 15h30.

Le weekend, les internes peuvent bénéficier d'une autorisation d'absence pour convenance personnelle du vendredi soir au lundi matin.



LES MISSIONS DE L'EANM LEON MARTIN

ZONE DÉCOUPÉE

M'accompagner dans tous les moments de ma vie



■ 1- DÉVELOPPEMENT DE L'AUTONOMIE

À l'EANM Léon Martin, je suis accompagné pour devenir plus autonome dans ma vie de tous les jours. J'apprends à organiser mes affaires, à structurer mes journées, à m'impliquer dans la vie collective. Je participe aux tâches quotidiennes, seul ou avec l'aide de l'équipe. Je progresse dans mes déplacements, dans la gestion de mon espace, de mes papiers ou de mon argent, si cela fait partie de mon projet. L'équipe m'encourage à essayer, à prendre confiance, à avancer à mon rythme. Mes réussites, petites ou grandes, sont reconnues.



■ 2- ENCOURAGER L'AUTODÉTERMINATION

Je suis soutenu pour dire ce que je veux, ce que je ne veux pas, ce que je ressens. L'équipe prend le temps de m'écouter et de m'expliquer les choses clairement, avec des mots simples, des images, des pictogrammes ou des outils adaptés si nécessaire (CAA). On m'accompagne pour comprendre les situations, poser des questions, prendre des décisions. Mon projet est construit avec moi, et je peux le faire évoluer si mes envies changent. Je suis acteur de ma vie, dans un cadre où je suis respecté.

■ 3- OUVERTURE CULTURELLE, PARTICIPATION SOCIALE ET CITOYENNE



À l'EANM Léon Martin, je suis encouragé à participer à la vie collective, à sortir, à découvrir, à aller à la rencontre des autres. Je peux prendre part à des activités organisées dans le service : ateliers, fêtes, projets communs, sorties, mais aussi à des actions qui se passent à l'extérieur. Je vais au restaurant, à des spectacles, à des événements sportifs ou culturels.

Je découvre de nouveaux lieux, de nouvelles personnes, je développe des liens, je prends confiance. Ces moments me permettent de mieux comprendre le monde qui m'entoure et de me sentir inclus dans la société. Je peux m'impliquer, donner mon avis, faire entendre ma voix.

Je suis aussi accompagné pour participer à la vie citoyenne. Si je le souhaite, je peux m'exprimer dans les réunions, voter pour les représentants du Conseil de la Vie Sociale, ou être candidat. Je peux parler de mes droits, poser des questions, être informé. Mon opinion est prise en compte.

Participer à la vie sociale et citoyenne, c'est pour moi une façon d'exister pleinement, de contribuer, de construire ma place parmi les autres. C'est un droit, et c'est aussi un soutien pour avancer.



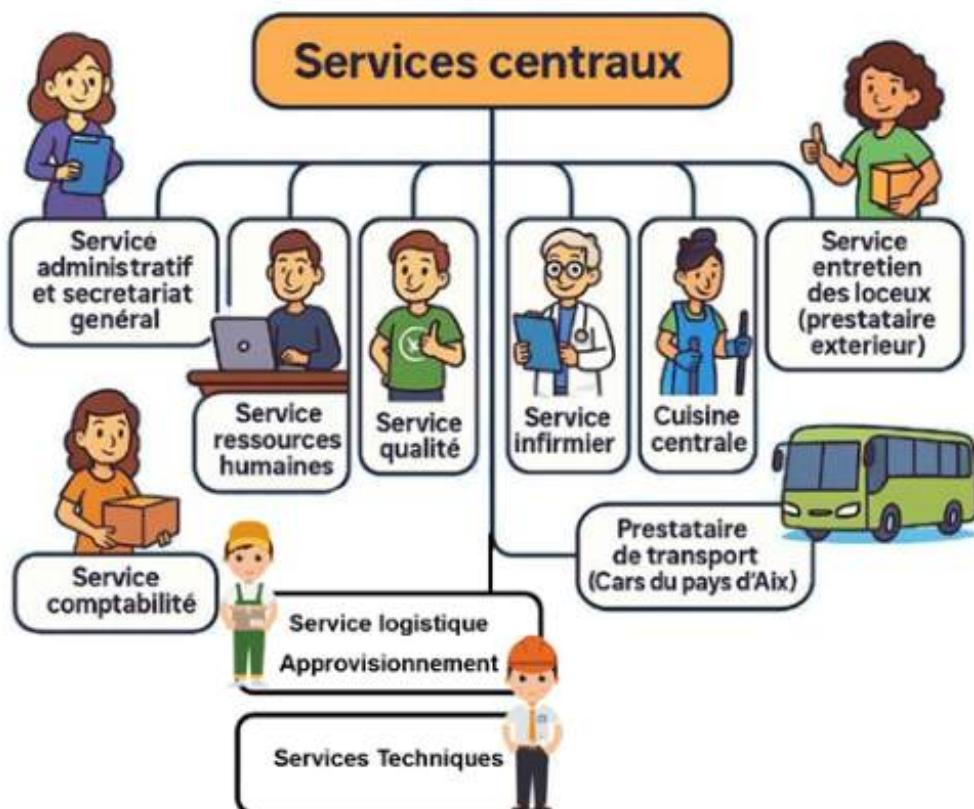
LES RESSOURCES

■ LES MOYENS HUMAINS : UNE ÉQUIPE AU SERVICE DE MON PARCOURS

Je serai accompagné par une équipe pluridisciplinaire tout au long de mon parcours au sein de l'EANM Leon MARTIN.

Cette équipe au service de mon projet est composée de :

- Du Conseil d'Administration de l'Association, présidé par Monsieur Daniel CARRASCO, qui sera toujours à mon écoute et celle de ma famille.
- La Direction Générale.
- Les services centraux





L'équipe pluridisciplinaire affectée à mon accompagnement quotidien est composée :

- **D'un Chef de Service Educatif** : c'est le chef d'orchestre de l'équipe pluridisciplinaire en lien avec la direction générale.
- **D'un coordinateur** au service de l'EANM LEON MARTIN, véritable courroie de transmission entre le chef de service, l'équipe, les résidents et les parents pour un accompagnement organisationnel et éducatif le plus cohérent possible.
- **D'une secrétaire** qui sera d'une grande aide pour la gestion administrative de mon dossier et de mon parcours au sein du service.
- **L'équipe éducative et professionnelle** est composée d'éducateurs (ES, EJE, ME, AES, ETS, MA, veilleur de nuit, accompagnateur de bus...). Elle m'accompagne au quotidien pour l'acquisition et le maintien maximum de mon autonomie. Elle intervient dans ma vie quotidienne, favorise mon inclusion sociale, veille à mon bien-être, évalue mes capacités et m'apporte un soutien éducatif. Elle contribue à ma socialisation, au développement de mes compétences ainsi qu'à l'exercice de mes droits et libertés. L'équipe m'aide également dans mes activités professionnelles, culturelles et éducatives, et soutient le développement de mon autonomie, notamment dans mes déplacements. Si nécessaire, des professionnels extérieurs à l'établissement peuvent également intervenir à mes côtés.



L'équipe pluridisciplinaire (suite) :

■ **D'une assistante de service social** : qui m'accompagnera et accompagnera ma famille tout au long de mon parcours institutionnel ; Son rôle principal est de s'assurer que je bénéficie de l'ensemble des droits, allocations et aides auxquels ma situation me permet de prétendre. Elle informe l'équipe sur ma situation sociale ; elle suit mon dossier social (AAH, VIA trajectoire, PCH, CAF, MDPH, mesures de protection, ...) ; elle m'informe et informe ma famille sur mes droits ; elle réalise des entretiens avec moi et ma famille, elle participe au projet personnalisé...



■ **D'Orthophonistes (prestations externalisées)** qui agissent sur ma communication et mon langage par des actions de prévention, d'évaluation et de prise en charge de ma communication ; de mon langage oral ; de mon langage écrit ; de mon articulation, de ma déglutition, de ma voix ; de mon raisonnement mathématique, mais également l'orthophoniste me stimule les fonctions cognitives mobilisées dans ces processus.



■ **D'infirmières :** (Services communs de l'Association) qui assurent mes soins au quotidien ; (traitements médicamenteux, suivi de ma santé, évaluation de ma douleur, suivi de mon parcours médical, prévention, bien être des soins, l'éducation et la promotion de la santé en lien avec le référent infirmerie sur l'EANM LEON MARTIN.



■ **D'un Psychologue :** qui m'observe et m'accompagne en identifiant mes besoins et en proposant des actions adaptées, dans l'objectif de promouvoir mon bien être et mon autonomie. Il évalue mes capacités et compétences avec des tests. Le rôle principal du psychologue est de m'apporter des prestations de soutien et d'accompagnement pour répondre en particulier à mes besoins cognitifs, psychiques ainsi qu'à mes besoins d'autonomie et de participation sociale. Je peux avoir des entretiens avec lui dans le cadre de mon accompagnement.

■ Des professionnels extérieurs à l'établissement qui m'accompagnent si nécessaire.



■ LES MOYENS MATÉRIELS

- Un bâtiment de 3200 m²
- 6 unités avec des chambres + de 20 m² avec salle de bains et toilettes + salon, salle à manger et cuisine
- Des salles d'activités
- Une salle multi-activités
- Une salle image de soi et esthétique
- Une cuisine pédagogique
- Une salle de musique
- Une salle multimédia avec écran numérique
- Une salle SNOEZELEN
- Un grand salon
- Une grande salle à manger





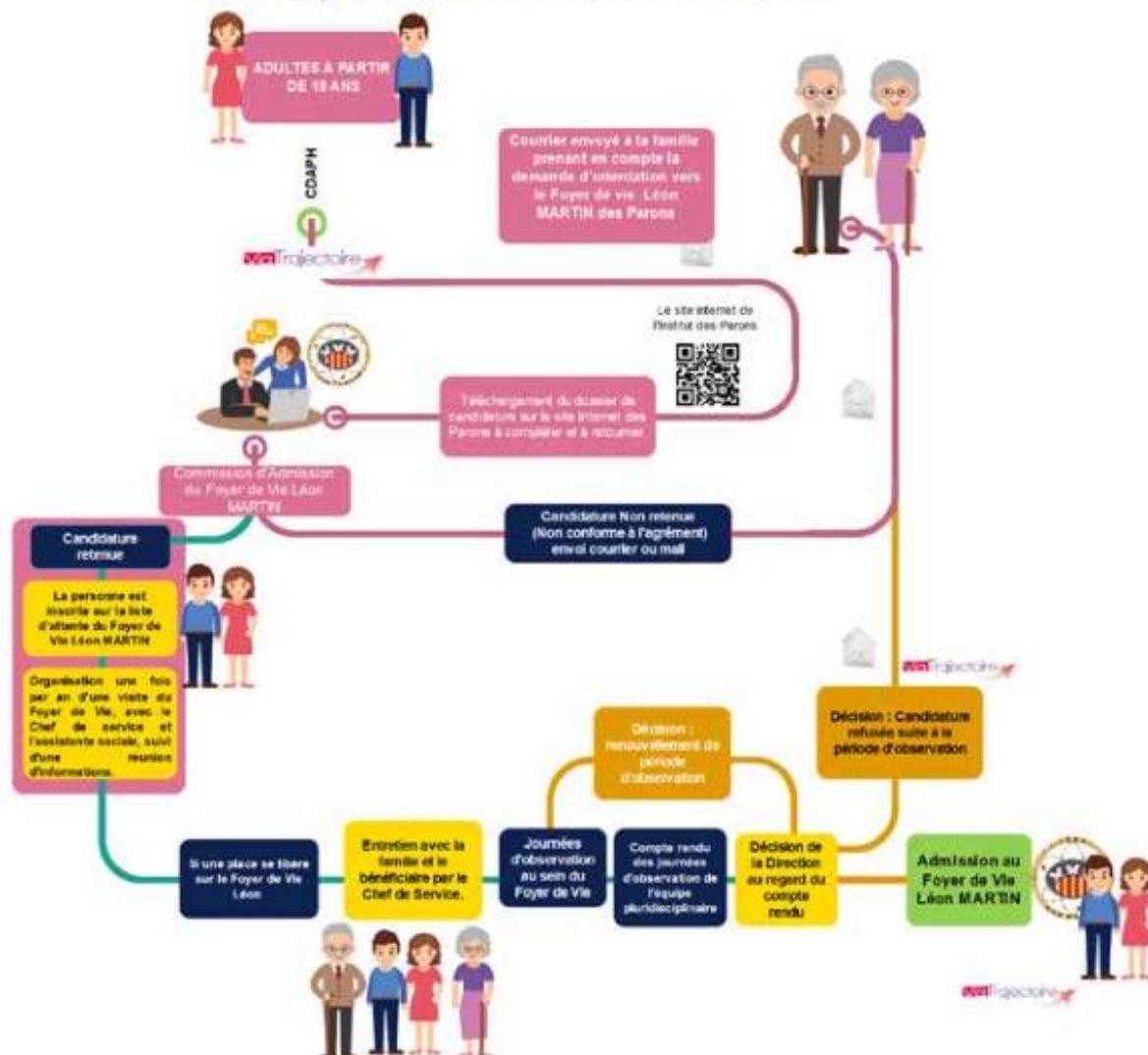
MON ACCUEIL

À l'EANM Léon MARTIN, je bénéficie d'un cadre de vie sécurisé, structuré et respectueux de mes besoins, où je peux évoluer à mon rythme et construire un projet de vie qui me correspond et qui correspond à mes attentes. Je suis entouré de professionnels bienveillants qui m'accompagnent dans un parcours individualisé. Ensemble, nous construisons un accompagnement sur mesure, adapté à ce que je suis, à ce que je sais faire, et à ce que je souhaite apprendre.

■ PROCÉDURE D'ADMISSION

Mon admission à l'EANM Léon Martin suit un parcours clair pour que mes besoins soient bien pris en compte.

Procédure d'Admission au Foyer de Vie Léon MARTIN





■ MA NOTIFICATION ET MA CANDIDATURE

Quand je reçois une notification d'orientation vers un Établissement d'Accueil Non Médicalisé (EANM) de la Commission des Droits et de l'Autonomie des Personnes Handicapées (CDAPH), **je peux déposer ma candidature :**

- Directement avec ma famille,
- Ou par l'établissement qui m'accompagne déjà
<https://www.parons.org/etablissements/flmadm>

The screenshot shows the Parons website's admission page for the "Foyer Léon Martin". At the top, there are navigation links: "Les Parons", "Nos établissements", "Nos engagements", "Autres", "Admission", and "Espace Salarisé". Below the navigation, there is a "INSCRIRE LE PROJET" button. The main title is "Admission au Foyer Léon Martin" with the Parons logo below it. There are two green buttons at the bottom: "Télécharger le dossier de candidature" and "Démarches en version audio (malvoyants)". To the right of the page, there is a white box with a QR code and the text "SCAN CE QR CODE RETROUVEZ LE DOSSIER complet".

■ L'EXAMEN DE MON DOSSIER

Mon dossier est étudié par une commission d'admission. **Selon mon profil et mes besoins :**

- Ma candidature peut être acceptée,
- Ajournée (si je dois attendre une place ou si mon profil ne correspond pas encore),
- Ou refusée.

■ SI MA CANDIDATURE EST ACCEPTÉE

Le chef de service me contacte (ainsi que ma famille) pour :

- Organiser une visite de l'établissement,
- Prévoir une rencontre avec le psychologue,
- Proposer des journées d'observation ou un stage d'immersion.

À la suite de ces étapes, l'équipe pluridisciplinaire, sous la coordination du chef de service, rédige un compte rendu de cette période d'accueil.



■ LA LISTE D'ATTENTE ET MES JOURNÉES D'OBSERVATION

- Si ma candidature est acceptée mais qu'il n'y a pas encore de place, je suis inscrit sur une liste d'attente.
- Quand une place se libère, je suis contacté, avec ma famille ou mon représentant légal, pour organiser des journées d'observation. Cela me permet de rencontrer le groupe et l'équipe éducative.

■ LA DÉCISION FINALE

Après mes journées d'observation, l'équipe pluridisciplinaire fait un compte-rendu et le transmet à la direction et au chef de service.

Je suis ensuite informé de la décision par courrier, quelle qu'elle soit.

■ MON ADMISSION

Si mon admission est validée par la Direction Générale, je suis invité, avec ma famille, à compléter mon dossier d'admission avec l'équipe. Cela finalise officiellement mon arrivée à l'EANM Léon Martin.



ZONE DÉCOUPÉE





1. Réception de la candidature		
Traitement interne	Familles ou bénéficiaire	
<p>Notification de décision d'orientation reçue sur la plateforme ViaTrajectoire http://www.viatrajectoire.fr</p> <p>Secrétaire du service :</p> <ul style="list-style-type: none"> ■ Contacte la personne et/ou les représentants légaux ■ Transmet les informations pour ouvrir la procédure ■ Accompagne dans les démarches administratives 	<p>Téléchargement du dossier sur le site de l'Institut www.parons.org/etablissements/flmadm</p> <ul style="list-style-type: none"> ■ Volet administratif ■ Volet médical (pli fermé) <p>Envoi à l'établissement</p> <p>Assistante su Service Social :</p> <ul style="list-style-type: none"> ■ Vérifie complétude ■ Accuse réception ■ Informe des prochaines étapes ■ Transmet le dossier à la commission d'admission 	
2. Étude de la candidature au Foyer Léon Martin		
<p>Acceptation</p> <ul style="list-style-type: none"> ■ Liste d'attente ■ Visite + immersion ■ Décision finale 	<p>Ajournement</p> <ul style="list-style-type: none"> ■ Mise en attente 	<p>Refus</p> <ul style="list-style-type: none"> ■ Fin procédure
Notification formalisée par courrier ou mail envoyée à la personne et à la famille		
3. En cas d'acceptation		
<p>Inscription sur liste d'attente</p> <ul style="list-style-type: none"> ■ Chef de service : • Contacte la personne / famille • Organise une visite de l'établissement • Rencontre avec le psychologue ■ Proposition de journées d'observation ou stage d'immersion ■ Élaboration d'un compte rendu par l'équipe pluridisciplinaire (coordonné par le chef de service) 		
4. Décision finale (Direction)		
<ul style="list-style-type: none"> ■ Analyse du parcours d'admission • Refus (information écrite à la personne / famille) • Prolongation de l'observation • Validation définitive : admission dès qu'une place se libère, invitation à compléter le dossier d'admission ■ Mise à jour sur la plateforme Via Trajectoire 		



MON ARRIVÉE DANS L'ÉTABLISSEMENT



À mon arrivé à l'EANM, je reçois plusieurs documents importants. Je peux les consulter également sur le site internet.

<https://www.parons.org/etablissements/foyer-leon-martin>

■ LE PROJET D'ÉTABLISSEMENT

Dans le projet d'établissement je peux identifier les valeurs de l'établissement, il m'explique ce que le service peut faire pour m'accompagner et les outils qu'il peut mettre en place.

Tu peux le télécharger sur notre site internet :



PROJET D'ÉTABLISSEMENT	LIVRET D'ACCUEIL	RÈGLEMENT DE FONCTIONNEMENT	CHARTE DES DROITS
Notre projet d'Établissement 2021-2025	Le livret d'accueil 2025	La réglement de fonctionnement	La charte des droits du Foyer Cézanne.
Télécharger	Télécharger	Télécharger	Télécharger



■ LE CONTRAT DE SÉJOUR

Le contrat de séjour est un document que je signe avec ma famille, mon tuteur et l'établissement, qui précise les conditions d'accueil, les droits et devoirs de chacun, ainsi que les objectifs de l'accompagnement personnalisé.

■ LE LIVRET D'ACCUEIL

Le livret d'accueil m'explique le fonctionnement de l'établissement et les services proposés, afin de faciliter mon intégration et de prévenir tout risque de maltraitance.



■ LE RÈGLEMENT DE FONCTIONNEMENT

Le règlement m'explique les règles à suivre pour bien vivre avec les autres dans l'établissement.

■ LA CHARTE DES DROITS ET LIBERTÉS

J'ai des droits. La charte me les explique. J'ai le droit d'être respecté, de dire ce que je pense et d'être bien traité



J'ai aussi la possibilité de désigner une personne de confiance pour m'accompagner dans les décisions importantes.



MON RÉFÉRENT

Un référent m'est attribué dès mon arrivée. C'est un professionnel qui m'accompagne tout au long de mon parcours, m'écoute, et fait le lien entre moi, l'équipe, ma famille et mon tuteur.

Il m'aide à exprimer mes besoins, construit mon projet de vie avec moi, et assure le suivi de mon accompagnement. Il est aussi en lien avec les autres professionnels et ma famille, pour que tout le monde avance dans la même direction.



MON DOSSIER INFORMATISÉ (DUI)

Toutes les informations me concernant sont enregistrées dans un dossier numérique sécurisé, appelé Dossier Usager Informatisé (DUI).

Ce dossier est géré à l'aide d'un logiciel professionnel qui s'appelle IMAGO. Il est accessible uniquement aux professionnels autorisés, via une connexion Internet sécurisée.

Il est mis à jour régulièrement afin de mieux suivre mon accompagnement. Il respecte ma vie privée et les règles de protection des données.

Ma famille et moi pouvons y accéder à tout moment grâce à un identifiant et un mot de passe personnels qui me seront transmis.

Pour me connecter je peux aller sur : <https://idp-imago.axapa.fr>

The image is a composite of three elements. On the left, there is a white rectangular card with a red border. It features a QR code at the bottom, with the text "SCAN CE QR CODE" above it. Above the QR code, the text "RETRouvez LE DOSSIER complet" is written in bold. In the center, there is a screenshot of a digital interface for "imago DU". The interface has a blue header with the "imago" logo and the letters "DU". Below the header, there is a list of five items, each with a small orange circular icon to the right: "Dossier administratif", "Suivi quotidien", "Portail usager", "Projet personnalisé", and "Dossier médical". On the right side of the image, there is a photograph of a green lawn with a tall, thin evergreen tree in the background under a clear blue sky.



MES PREMIERS MOIS : COMPRENDRE, OBSERVER, M'EXPRIMER



Pendant les premiers mois, je participe à différentes activités, je découvre les lieux, je rencontre les professionnels et je commence à parler de mes envies et de mes besoins.

L'équipe m'aide à m'exprimer en utilisant des outils adaptés : photos, pictogrammes, phrases simples, ou tout autre support visuel qui me convient.

Dès mon admission, nous co-construisons mon projet personnalisé.

Je ne suis pas seul : mon référent, l'équipe pluridisciplinaire, ma famille ou mes proches participent avec moi.

Si j'arrive d'un autre établissement, l'équipe entre en contact avec les professionnels qui m'accompagnaient jusqu'ici. Cela permet de mieux comprendre mon parcours, mes habitudes, et ce qui m'aide au quotidien.

Ensemble, nous nous écoutons, nous partageons, nous réfléchissons à ce qui est important pour moi.

■ MON PROJET EST BÂTI À PARTIR :

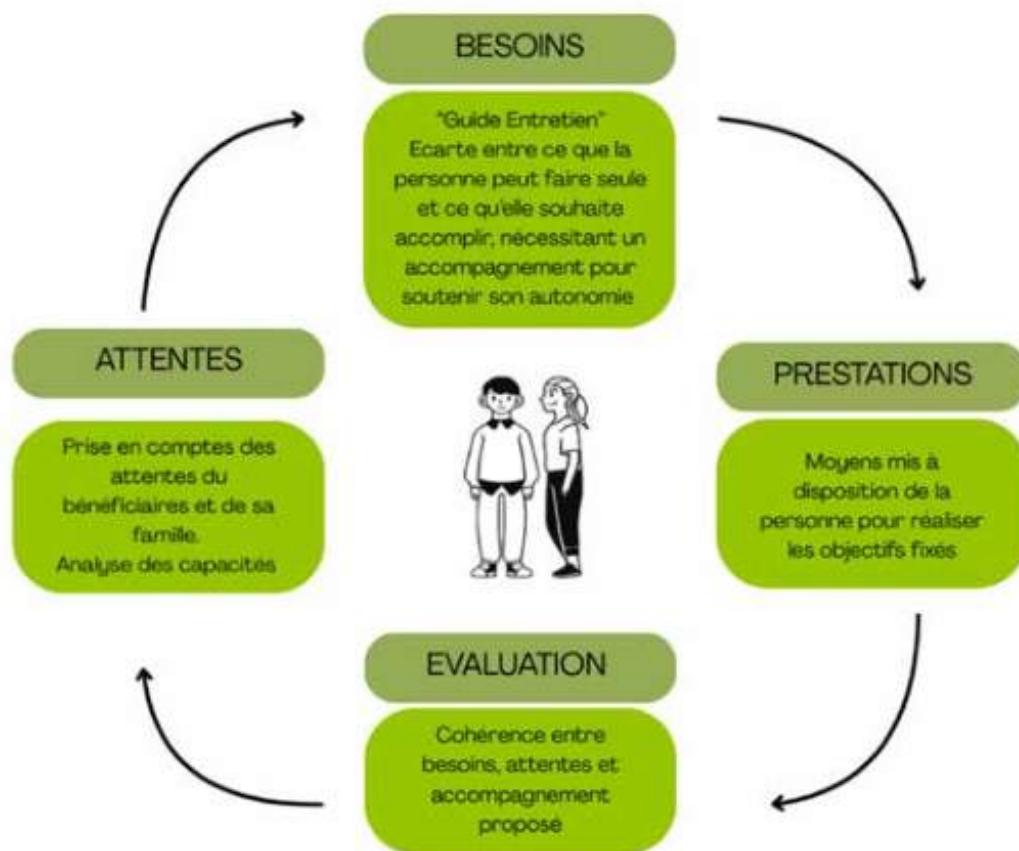
- De mes souhaits, de mes attentes
- De mes capacités et besoins,
- Des évaluations (Vineland..), des observations des professionnels,
- Des ressources que nous pouvons mobiliser ensemble.
- Ma famille ou mes proches sont des partenaires essentiels. Ils sont associés aux temps d'échange, d'évaluation et d'ajustement de mon projet.





MON PROJET

PERSONNALISÉ D'ACCOMPAGNEMENT (PPA)





■ PARCOURS PERSONNALISÉ À L'EANM LÉON MARTIN

1. Qu'est-ce que le PPA ?

Le Projet Personnalisé d'Accompagnement, ou PPA, est un document qui décrit mon projet de vie, c'est-à-dire ce que je veux apprendre, améliorer ou construire pour mon avenir. Ce projet est élaboré avec moi, ma famille, mon référent et les professionnels de l'établissement.

Le PPA précise :

- Ce que je souhaite développer, comme mon autonomie, ma façon de communiquer, ma participation à la vie sociale ou mon bien-être,
- Ce qui est mis en place pour m'aider à progresser, (actions concrètes pour la réalisation des objectifs de mon PPA) par exemple des activités, des ateliers ou des accompagnements adaptés,
- Les professionnels qui m'accompagnent au quotidien, comme les éducateurs, les psychologues ou d'autres intervenants,
- Les outils ou les ressources dont j'ai besoin, comme des stages, du matériel ou des aides spécifiques.
- Un calendrier est défini pour organiser les étapes de mon accompagnement dans le temps.
- Une évaluation régulière est également prévue pour faire le point sur mes avancées, ajuster le projet si nécessaire et célébrer mes réussites.

2. Comment je prépare mon projet

Avec mon référent, nous prenons le temps d'organiser un entretien personnalisé. Cet échange me permet d'exprimer mes besoins et formuler ce qui est important pour moi. Lors de cet entretien, nous utilisons un document qui s'appelle le « Recueil des attentes SERAFIN PH ».

Ce document sert à identifier mes priorités dans tous les aspects de la vie quotidienne :

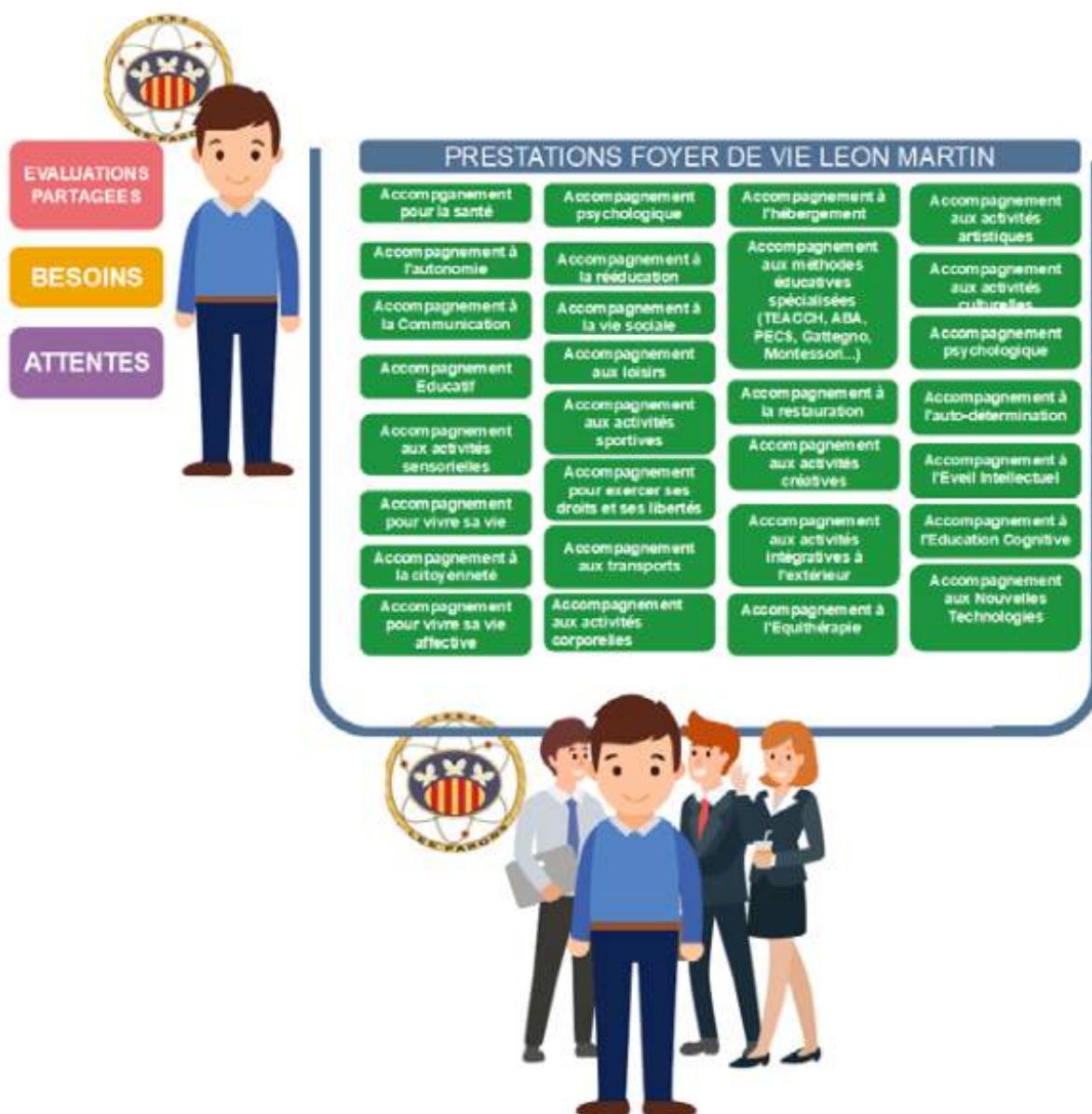
- Il est construit autour de 3 grands domaines : l'autonomie, la santé et la vie sociale.
- Ma famille a aussi toute sa place dans ce projet.
- Pendant la phase de construction de mon projet, mon référent contacte ma famille pour leur expliquer la démarche et recueillir leurs attentes.
- L'équipe se réunit pour transformer les besoins que j'ai exprimé en actions concrètes.



Cela veut dire que l'établissement va mettre en place des activités qu'on appelle des « prestations » et des accompagnements personnalisés, pour répondre au mieux à ce dont j'ai besoin.

Je vais pouvoir bénéficier :

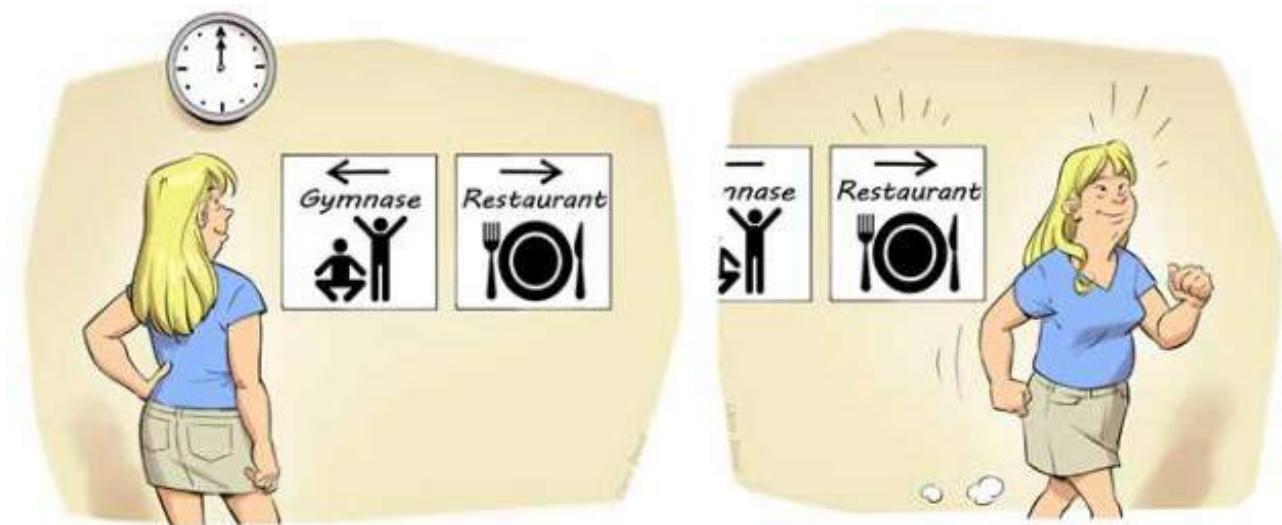
- D'activités qui m'aident à progresser,
- De soutiens spécifiques quand j'en ai besoin,
- D'un accompagnement cohérent, dans le respect de mes choix et de mes priorités,
- D'un suivi régulier, auquel ma famille pourra aussi participer.





3. Suivi et ajustements

Mon projet peut évoluer. Si mes besoins changent, ou si mes attentes ne sont plus les mêmes, on peut le modifier. Si une action ne me convient pas, on en parle, et l'équipe peut me proposer d'autres solutions. Rien n'est figé. Ma famille est aussi associée.





4. Évaluation

Au moins une fois par an, nous organisons une réunion de réévaluation avec mon référent, les professionnels, et ma famille. On fait le point sur :

- Ce que j'ai réussi à faire,
- Ce qui reste difficile,
- Ce que je souhaite continuer ou modifier.
- Mon projet est alors mis à jour pour qu'il continue de correspondre à mes besoins et à mes choix.

	Étapes	Objectifs clés	Actions principales	Rôles des acteurs
0 à 6 mois	1. Admission et Accueil	Initier la démarche d'accompagnement	Attribution d'un référent Entretien d'accueil Transmission des documents	Référent : interlocuteur central Famille : échange d'informations assistante sociale : constitution du dossier
	2. Évaluation initiale	Mieux connaître la personne, poser les bases du projet	Bilans, observations, outils standardisés (ex : Vineland II) Entretiens, recueil des attentes	Psychologue : évaluation initiale Référent : coordination du suivi Éducateurs : observations Famille / Bénéficiaire : participation active
De 6 mois à 1 an	3. Co-construction et Mise en œuvre du PPA	Définir des objectifs individualisés Mettre en place les accompagnements adaptés	Rédaction du PPA Déploiement des prestations Suivi via IMAGO	Référent : coordination PPA Psychologue : adaptation des outils Éducateurs : mise en œuvre des actions Famille / Bénéficiaire : validation partagée Chef de service : pilotage stratégique Partenaires extérieurs : interventions spécifiques (ateliers, stages, soins) selon les objectifs du PPA
A partir d'un an	4. Suivi et Réévaluation continue	Ajuster le projet en fonction de l'évolution	Bilans réguliers Réévaluation annuelle ou anticipée Préparation aux transitions	Référent : mise à jour PPA Psychologue : évaluation des progrès Éducateurs : retours sur les acquis Famille / Bénéficiaire : participation aux bilans Partenaires extérieurs : retour sur les actions menées



L'ÉVOLUTION DE MON PARCOURS



À l'EANM Léon Martin, je trouve un lieu où je peux être moi-même, que je sois accueilli avec hébergement ou en journée.

Je suis écouté, respecté, accompagné dans ce que je vis ici et maintenant, mais aussi dans ce que je souhaite pour plus tard. Mon projet est construit avec moi, en lien avec les personnes de confiance que je choisis, et il peut évoluer chaque fois que c'est nécessaire.

L'équipe est là pour me soutenir dans tous les aspects de ma vie : avancer vers plus d'autonomie, faire mes propres choix, prendre soin de moi, participer à la vie sociale.

L'établissement s'engage à m'accompagner en construisant des solutions progressives, souples et sécurisantes. Quand un changement se prépare, nouveau lieu de vie, nouvelle activité, nouvelle organisation, l'équipe anticipe, m'explique, me soutient, et prend le temps avec moi.

Je peux, par exemple, tester un appartement tremplin, me préparer à un habitat partagé, ou adapter mon rythme tout en gardant mes repères. L'équipe reste à mes côtés, me propose des étapes intermédiaires, me permet d'essayer, d'ajuster, voire de revenir en arrière si besoin.

Et s'il arrive que mes besoins changent au point de nécessiter un autre type de lieu ou d'accompagnement, rien n'est décidé sans moi. Une possible réorientation est toujours discutée avec respect, bienveillance et transparence. L'équipe m'accompagne dans cette réflexion, avec mes proches si je le souhaite, pour trouver la meilleure solution, celle qui me convient vraiment. On prend soin de moi dans ces moments-là.

Quel que soit mon parcours, je peux compter sur un accompagnement humain, stable et attentif.



SOMMAIRE

Mes droits

DROITS DES BÉNÉFICIAIRES

LES DROITS DES BENEFICIAIRES	62
LA CHARTE DES DROITS DE LA PERSONNE ACCUEILLIE DROITS FONDAMENTAUX	62
■ Principe de non-discrimination.....	62
■ Droit à une prise en charge ou un accompagnement adapté.....	63
■ Droit à l'information (accessibilité des documents)	63
■ Principe du libre choix, du consentement éclairé et de la participation des personnes.....	63
■ Droit à la renonciation	64
■ Droit au respect des liens familiaux	64
■ Droit à la protection.....	65
■ Droit à l'autonomie	65
■ Principe de prévention et de soutien.....	66
■ Droit à l'exercice des droits civiques.....	66
■ Droit à la pratique religieuse.....	67
■ Respect de la dignité de la personne et de son intimité.....	67
■ Le droit à la liberté d'aller et venir	68
■ Le droit à la sécurité	68
■ Le droit à la bientraitance.....	68
LES DROITS À LA PROTECTION.....	69
■ Droit à porter plainte et à faire des réclamations.....	69
■ Droit à une vie affective et sexuelle	70
■ Droits à la protection juridique	70
■ Les principes de ma protection	70
L'HABILITATION FAMILIALE.....	71
LA CURATELLE.....	71
LA TUTELLE	72
LE MANDAT DE PROTECTION FUTURE	72
LA SAUVEGARDE DE JUSTICE	73
MES DROITS SONT TOUJOURS RESPECTÉS	73



Droits DES BÉNÉFICIAIRES

LES DROITS DES BENEFICIAIRES

L’Institut des Parons s’engage à garantir les droits fondamentaux des bénéficiaires en conformité avec la Charte des droits et libertés de la personne accueillie (Arrêté du 8 septembre 2003), la loi du 5 mars 2007, la loi du 23 mars 2019 et la loi du 8 avril 2024. Ces dispositifs visent à renforcer l’autonomie des personnes accueillies, à améliorer leur protection et à favoriser leur inclusion sociale.

LA CHARTE DES DROITS DE LA PERSONNE ACCUEILLIE : DROITS FONDAMENTAUX

Principe de non-discrimination

J’ai le droit au respect, sans discrimination. Personne ne peut me traiter différemment à cause de mon origine, de mon apparence, de mon handicap, de mon âge, de mes croyances ou de mon orientation sexuelle





Droit à une prise en charge ou un accompagnement adapté

J'ai le droit à un accompagnement personnalisé, qui répond à mes besoins et respecte mon autonomie et ma dignité.



Droit à l'information (accessibilité des documents)

J'ai le droit à une information claire et compréhensible sur mon accompagnement, mes droits et le fonctionnement de l'établissement. Je peux aussi être informé sur les associations qui peuvent m'aider.



Principe du libre choix, du consentement éclairé et de la participation des personnes

Grâce à la loi du 23 mars 2019, j'ai plus de liberté pour faire mes propres choix. Même si je peux demander de l'aide pour décider, c'est toujours ma volonté qui doit être respectée.

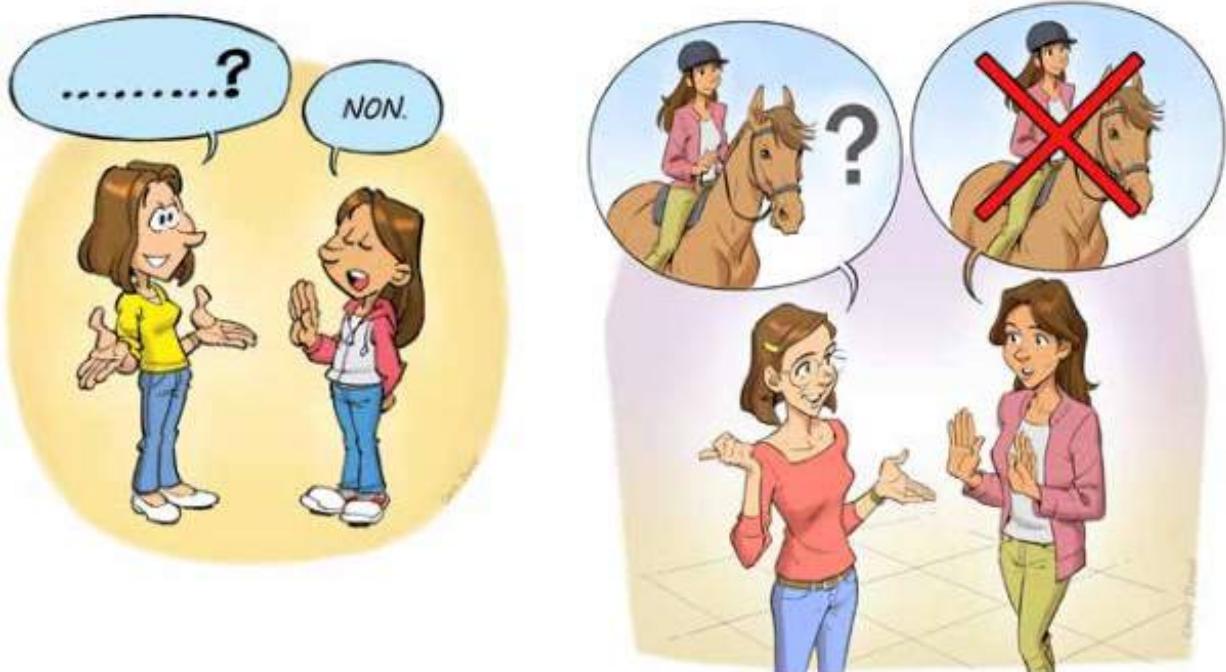
- Je peux choisir les prestations adaptées à ma situation, que ce soit à domicile ou en institution
- Je dois être informé de manière simple et adaptée avant de donner mon accord sur les décisions qui me concernent.
- Je peux participer directement à l'élaboration et au suivi de mon projet d'accompagnement. Si je ne peux pas le faire seul, mon représentant légal ou la personne de mon choix peuvent m'aider.





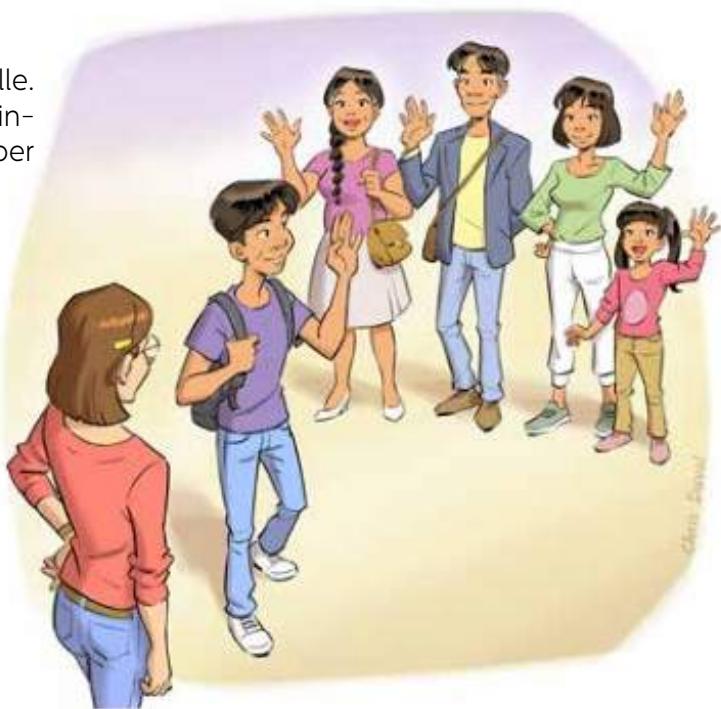
Droit à la renonciation

Je peux décider d'arrêter une prestation ou de demander un changement si cela ne me convient plus.



Droit au respect des liens familiaux

Je dois pouvoir garder un lien avec ma famille. L'établissement doit éviter les séparations injustifiées et permettre à ma famille de participer à mon quotidien, si je le souhaite.





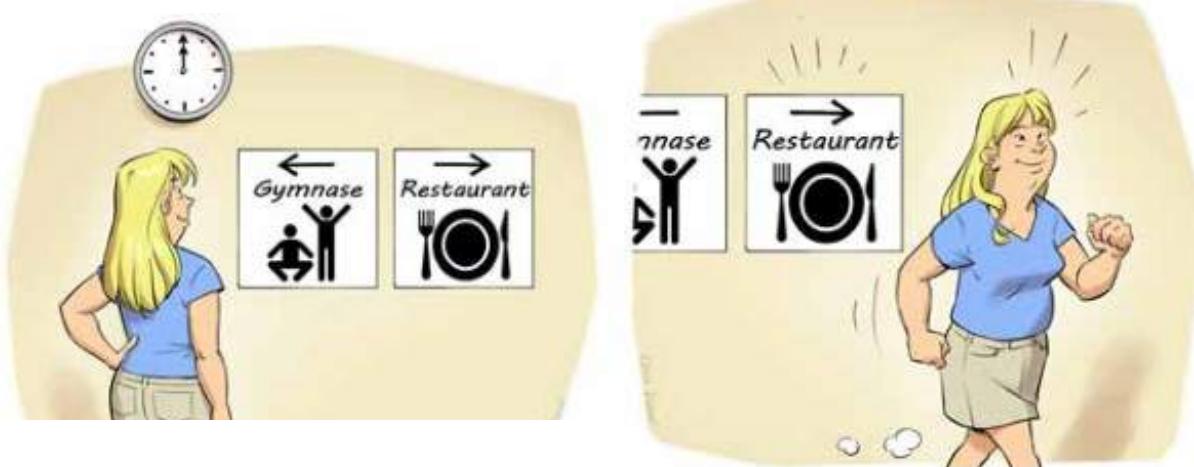
Droit à la protection

J'ai le droit au respect de ma vie privée. Toutes les informations qui me concernent doivent rester confidentielles. L'ensemble du personnel et des personnes qui m'accompagnent doivent garantir le respect de cette confidentialité, conformément aux lois en vigueur. Je dois être protégé contre toute forme de maltraitance. Un référent bientraitance est présent dans l'établissement et un dispositif de signalement existe en cas de problème.



Droit à l'autonomie

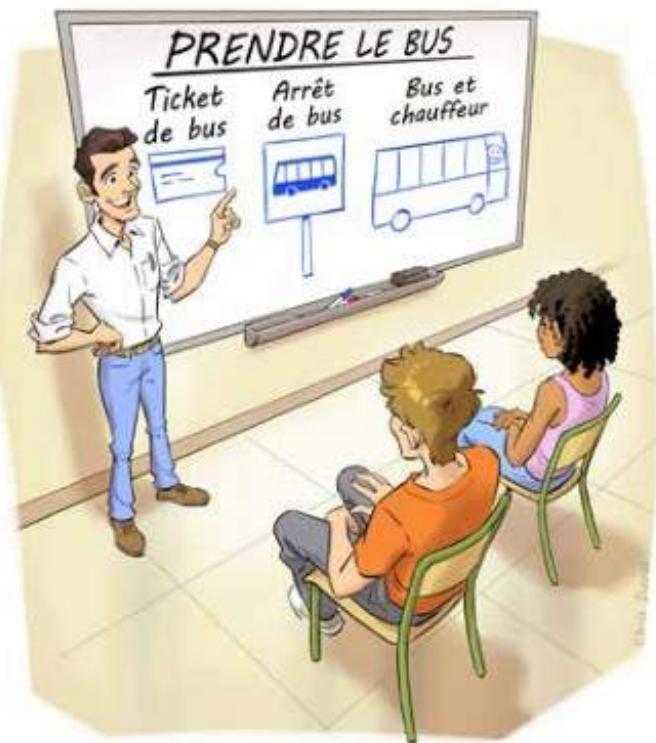
J'ai le droit au respect de mon autonomie, elle doit être respectée dans mon accompagnement. Je peux garder mes objets personnels et, si je suis majeur, gérer mon argent et mon patrimoine, sauf si une décision de justice en dispose autrement.





Droit à l'exercice des droits civiques

J'ai le droit de voter et de participer aux élections. L'établissement doit m'aider dans ces démarches si besoin.



Principe de prévention et de soutien

Mon bien-être affectif et social doit être pris en compte dans mon accompagnement. Si je suis en fin de vie, je dois bénéficier d'un accompagnement adapté, respectueux de mes croyances et de celles de mes proches.

**Droit à la pratique religieuse**

Je peux pratiquer ma religion librement, dans le respect des autres et des règles de l'établissement.

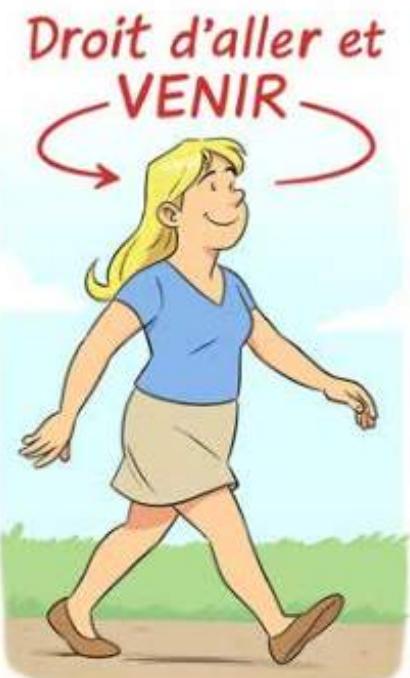
**Respect de la dignité de la personne et de son intimité**

Ma dignité et mon intimité doivent être respectées en toutes circonstances.



Le droit à la liberté d'aller et venir

Je peux circuler librement dans l'établissement et à l'extérieur, dans la mesure de mes capacités. Je peux me déplacer librement, sauf si des règles de sécurité ou une décision judiciaire en limitent l'accès. L'établissement doit rendre les lieux accessibles et sécurisés.



Droit d'aller et VENIR

L'établissement doit garantir ma sécurité

notamment en respectant les normes sanitaires et en mettant en place des procédures de protection.



Le droit à la sécurité

L'établissement doit garantir ma sécurité, notamment en respectant les normes sanitaires et en mettant en place des procédures de protection.

Je dois être traité avec respect et bienveillance

L'accompagnement qui m'est proposé doit tenir compte de mes besoins et de mes choix.



Le droit à la bientraitance

Je dois être traité avec respect et bienveillance. L'accompagnement qui m'est proposé doit tenir compte de mes besoins et de mes choix.



LES DROITS À LA PROTECTION

En qualité de bénéficiaire, j'ai le droit à une protection renforcée de mes droits. Je suis libre de faire des réclamations ou de porter plainte, d'avoir une vie sexuelle et affective ainsi que de bénéficier d'une protection juridique.

Droit à porter plainte et à faire des réclamations

J'ai le droit d'exprimer mon insatisfaction si quelque chose ne me convient pas. L'établissement doit me permettre de le faire facilement et me donner une réponse.

Je peux m'exprimer de plusieurs manières auprès de la direction de mon établissement :

■ En ligne avec le logiciel Qualineo

Je peux envoyer ma plainte ou ma réclamation en ligne.

Pour cela, je scanne le QR code affiché dans l'établissement : il me dirige vers le logiciel Qualineo.

■ À l'oral, avec un professionnel

Je peux aussi parler directement à un professionnel de l'établissement.

Il écrira ma plainte ou ma réclamation dans le logiciel Qualineo.

Si je travaille à l'ESAT, je peux parler de ma situation au délégué ESAT pendant ses permanences. Si je préfère, je peux aussi lui demander un rendez-vous individuel.

■ En remplissant un formulaire

Je peux utiliser un formulaire pour écrire ma plainte ou ma réclamation.

Ce formulaire peut m'aider à mieux formuler ce que je ressens ou ce qui ne va pas.

Si je rencontre des difficultés pour le remplir, je peux demander de l'aide à un professionnel ou au délégué ESAT.

Que se passe-t-il après ma plainte ou ma réclamation ?

Quand ma plainte ou ma réclamation est enregistrée, le chef de service s'en occupe rapidement. Je suis reçu en premier pour qu'on m'écoute.

Si d'autres personnes sont concernées, des entretiens peuvent être organisés.

Parfois, une médiation est proposée pour apaiser la situation.

Dans tous les cas, une réflexion est faite avec plusieurs professionnels.

Je reçois toujours une réponse, soit par mail, soit à l'oral.



Droit à une vie affective et sexuelle

Mon intimité et mes choix personnels doivent être respectés. J'ai le droit à une vie affective et sexuelle libre, dans le respect des autres et des lois en vigueur.



Droits à la protection juridique

Je peux être accompagné par une protection juridique adaptée à ma situation, grâce à la loi du 5 mars 2007, en vigueur depuis le 1er janvier 2009.

Selon mes besoins, plusieurs dispositifs peuvent être mis en place pour m'aider tout en respectant mes droits autant que possible. Il peut s'agir d'une tutelle, d'une curatelle, d'une sauvegarde de justice, d'une habilitation familiale ou encore d'un mandat de protection future. Chacune de ces mesures repose sur des règles précises qui encadrent à la fois ma protection et le respect de ma liberté.

Les principes de ma protection

Ma protection repose sur trois principes :

- Le principe de nécessité : une mesure est mise en place seulement si un avis médical justifie qu'elle est indispensable.
- Le principe de subsidiarité : on privilégie toujours la mesure la plus légère possible, comme une procuration ou une habilitation familiale.
- Le principe de proportionnalité : la mesure choisie doit être exactement adaptée à ma situation et à mes besoins.



Le représentant légal vous aide à concrétiser vos projets tout en assurant votre équilibre financier, la gestion administrative et juridique de votre situation.

L'habilitation familiale

L'habilitation familiale ne fait pas partie des mesures de protection judiciaire.

Si je ne peux plus exprimer ma volonté à cause d'une dégradation de mes facultés mentales ou corporelles, médicalement constatée, un proche peut demander au juge, directement ou par le procureur, l'autorisation de m'accompagner. Cette personne pourra me représenter pour tous les actes de ma vie ou pour certains seulement. Elle agit gratuitement, dans le respect de mes besoins.

Contrairement à la sauvegarde de justice, à la curatelle ou à la tutelle, une fois que le juge a désigné un membre de ma famille pour m'accompagner, il n'intervient qu'en cas d'exception, par exemple si la personne habilitée et moi avons des intérêts communs dans une succession. Je suis libre de désigner une personne de confiance.

La curatelle

Si l'habilitation familiale ne suffit pas ou n'est pas adaptée à ma situation, le juge peut décider de me placer en curatelle. Cette mesure me permet d'être assisté dans la gestion de mes biens, tout en gardant une part d'autonomie.

Il existe deux types de curatelle :

■ **La curatelle simple** : je peux effectuer les actes de la vie courante, mais je suis accompagné pour les démarches plus importantes.

■ **La curatelle renforcée** : mon curateur gère mes ressources et règle mes dépenses, tout en me tenant informé et en agissant dans mon intérêt. Il ne peut pas aller contre mes décisions sauf mise en danger.

Je suis libre de désigner une personne de confiance.



La tutelle

Si mon état ne me permet plus de participer aux décisions me concernant, même avec un accompagnement, le juge peut me placer en tutelle. Dans ce cas, je suis représenté de manière continue pour tous les actes civils.

La tutelle est décidée uniquement si un certificat médical confirme que je ne peux plus gérer seul mes affaires. Elle est prononcée pour une durée maximale de 5 ans, sauf conditions particulières permettant une durée plus longue.

Mon tuteur doit toujours s'assurer du respect de ma volonté (si je suis en état de donner ma volonté).

Pour désigner une personne de confiance, je dois obtenir l'autorisation du juge du contentieux et de la protection.

Ma mesure de protection peut être « coupée » en deux sur décision du juge entre :

- Curatelle (ou tutelle) aux biens, dans le cas où j'ai besoin d'accompagnement pour la gestion de mon patrimoine, Curatelle (ou tutelle) à la personne, dans le cas où j'ai besoin d'accompagnement pour les décisions liées à ma personne.

Le mandat de protection future

Je peux organiser à l'avance ma propre protection ou celle d'un proche face à une éventuelle perte d'autonomie, physique ou mentale, grâce au mandat de protection future. Ce dispositif me permet de bénéficier d'une protection juridique sur-mesure, sans perdre mes droits ni ma capacité juridique.

Il s'agit d'un contrat que je consens librement, pour prévoir à l'avance la protection de ma personne, de mon patrimoine, ou celle de mon enfant, s'il est malade ou en situation de handicap.

Il existe deux formes de mandat :

- **Le mandat pour moi-même** : je peux le signer si je suis majeur(e) ou mineur(e) émancipé(e), à condition de ne pas être sous tutelle ni sous habilitation familiale. J'y désigne une ou plusieurs personnes pour gérer mes affaires si je ne peux plus le faire seul(e) à cause d'une altération de mes facultés.
- **Le mandat pour autrui** : si je suis parent d'un enfant mineur ou d'un enfant majeur en situation de handicap dont j'ai la charge matérielle et affective, je peux mettre en place un mandat de protection à son bénéfice. Il doit être rédigé par un notaire et ne prendra effet qu'à mon décès ou si je deviens moi-même incapable d'assumer cette responsabilité.

À noter : si j'ai mis en place un mandat de protection future pour mon enfant mineur, il ne prendra effet qu'à sa majorité. Avant cela, c'est l'administration légale qui s'applique.



La sauvegarde de justice

Je peux également bénéficier d'une sauvegarde de justice avec mandat spécial si j'ai besoin d'aide temporairement pour accomplir certains actes de la vie courante. Cette mesure est limitée dans le temps et peut précéder la mise en place d'une curatelle ou d'une tutelle.

Elle permet à un représentant d'agir pour moi dans des situations précises et urgentes. La sauvegarde de justice est décidée pour une durée de 1 an, renouvelable une fois, comme le prévoit l'article 439 du Code civil.

Mes droits sont toujours respectés

Même si je suis protégé, mes droits sont respectés. Depuis la loi du 23 mars 2019 :

- Je peux voter et me marier sans autorisation du juge.
- Mon curateur ou tuteur doit respecter mes droits, ma volonté et mon intérêt.
- Je suis mieux accompagné dans mes démarches, ce qui me rend plus autonome.

Ces dispositifs existent pour me protéger, tout en respectant mes libertés et ma dignité.





SOMMAIRE

Les prestations Directes EANM LÉON MARTIN

LES PRESTATIONS DIRECTES	76
■ Une réponse adaptée à chaque enfant ou jeune accompagné.....	76
■ Le cadre de référence : Les Nomenclature SERAFIN PH.....	76
■ Une démarche de co-construction au cœur de l'accompagnement.....	76
■ Soutenir l'autodétermination au quotidien	77
1- PRESTATIONS EN MATIERE D'AUTONOMIE.....	78
■ (2.2.1.1) Accompagnement pour les actes de la vie quotidienne.....	79
■ (2.2.1.2) Accompagnement pour la communication et les relations avec autrui.....	80
■ (2.2.1.3) Accompagnement pour prendre des décisions adaptées et pour la sécurité	82





II- PRESTATIONS POUR LA PARTICIPATION SOCIALE.....	83
■ (2.3.1) ACCOMPAGNEMENT POUR EXERCER SES DROITS	83
(2.3.1.1) Accompagnement à l'expression du projet personnalisé	83
(2.3.1.2) Accompagnement à l'exercice des droits et libertés	86
■ (2.3.2) ACCOMPAGNEMENT AU LOGEMENT	88
(2.3.2.1) Accompagnement pour vivre dans un logement	88
(2.3.2.2) Accompagnement pour accomplir les activités domestiques.....	89
■ (2.3.3) ACCOMPAGNEMENT POUR EXERCER SES ROLES SOCIAUX	90
(2.3.3.4) Accompagnements pour réaliser des activités de jour spécialisées.....	90
(2.3.3.5) Accompagnement de la vie familiale, de la parentalité, de la vie affective et sexuelle.....	105
(2.3.3.6) Accompagnement pour l'exercice des mandats électoraux, la représentation des pairs et la pair-aidance	106
■ (2.3.4) Accompagnement pour participer à la vie sociale	107
(2.3.4.1) Accompagnement du lien avec les proches et le voisinage.....	107
(2.3.4.2) Accompagnement pour la participation aux activités sociales et de loisirs.....	108
(2.3.4.3) Accompagnement pour le développement de l'autonomie pour les déplacements	122
■ (2.3.5) ACCOMPAGNEMENT EN MATIÈRE DE RESSOURCES ET D'AUTOGESTION.....	123
(2.3.5.1) Accompagnement pour l'ouverture des droits	123
(2.3.5.2) Accompagnement pour l'autonomie de la personne dans la gestion des ressources	124
(2.3.5.3) Accompagnements conseils et mise en œuvre des mesures de protection des adultes	125
■ (2.4) PRESTATIONS DE COORDINATION RENFORCÉE POUR LA COHÉRENCE DU PARCOURS	125
(2.4.1) Prestations de coordination renforcée pour la cohérence de parcours	126
III- PRESTATIONS DE SOINS, DE MAINTIEN ET DE DEVELOPPEMENT DES CAPACITES FONCTIONNELLES	129
■ (2.1.1) SOINS SOMATIQUES ET PSYCHIQUES.....	129
(2.1.1.1) Soins médicaux à visée préventive, curative et palliative.....	129
(2.1.1.2) Soins techniques et de surveillance infirmiers ou délégués	130
(2.1.1.3) Prestations des psychologues	131
(2.1.1.4) Prestations des pharmaciens et des préparateurs en pharmacie	132
■ (2.1.2) RÉÉDUCATION ET RÉADAPTATION FONCTIONNELLE.....	133
(2.1.2.1) Prestations des auxiliaires médicaux, des instructeurs en locomotion et avéjistes	133



Les prestations Directes

EANM LÉON MARTIN

Une réponse adaptée à chaque personne accompagnée

Dans le cadre du projet d'établissement de l'EANM Léon Martin, l'accompagnement repose sur une approche individualisée et évolutive, adaptée aux besoins, attentes, capacités et potentialités de chaque personne accompagnée. Il respecte le rythme de chacun, favorise l'autonomie, l'autodétermination et l'inclusion sociale, en valorisant les choix, l'identité et la dignité.

La participation active au projet personnalisé est encouragée. Les prestations directes constituent un élément significatif de cette démarche. Elles contribuent à améliorer la qualité de vie par des actions concrètes et adaptées : accompagnement éducatif, activités, aide dans la vie quotidienne, soins, etc. Réalisées dans tous les lieux de vie, elles sont alignées avec les objectifs définis dans les projets personnalisés. Chaque prestation s'inscrit dans un processus structuré, intégrant sa mise en œuvre (moyens, intervenants, temporalité) et son évaluation. Cette dernière porte à la fois sur les résultats attendus et la satisfaction des bénéficiaires, dans une logique d'amélioration continue et d'adaptation constante aux besoins réels.

Le cadre de référence : Les Nomenclatures SERAFIN PH

Les nomenclatures SERAFIN-PH constituent un cadre de référence pour la classification des besoins et des prestations dans le champ du handicap.

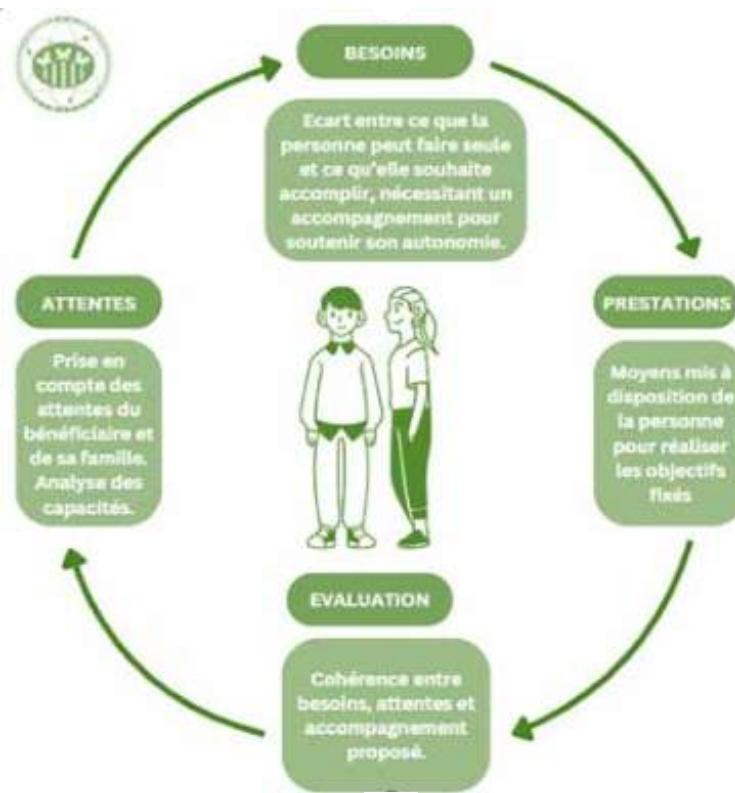
Un besoin correspond à l'écart entre ce qu'une personne réalise effectivement dans un domaine d'activité, et ce qu'elle souhaite ou vise à réaliser, en lien avec ses projets de vie et ses habitudes.

Les prestations englobent l'ensemble des actions mises en œuvre pour répondre aux besoins identifiés.

La démarche de co-construction au cœur de l'accompagnement

Notre intervention s'inscrit dans une démarche de co-construction, dans laquelle la personne accompagnée, les professionnels, et si elle le souhaite sa famille, participent à l'élaboration et à l'ajustement de son parcours. Cette approche place l'individu au centre de l'accompagnement, en reconnaissant et en valorisant sa motivation, son engagement et son implication personnelle, éléments essentiels pour mobiliser ses compétences, capacités et ressources propres. Elle encourage une dynamique positive, dans laquelle chacun peut développer son autonomie et renforcer sa confiance en soi.

Ce processus repose sur le principe fondamental de l'autodétermination, qui garantit à chaque personne le droit d'exprimer ses choix, de prendre des décisions la concernant et de participer à l'élaboration et à l'évaluation de son projet de vie. Dans cette logique, et en cohérence avec la nomenclature SERAFIN-PH, notre accompagnement suit une démarche rigoureuse et structurée. Elle permet une évaluation fine des besoins de chaque personne, afin de définir des objectifs clairs et de proposer des prestations individualisées et adaptées. Cette méthodologie permet d'assurer la pertinence, la cohérence et la qualité de l'accompagnement, tout en respectant les spécificités et le parcours de chacun.



Soutenir l'autodétermination au quotidien

L'autodétermination est un droit fondamental qui permet à chaque personne d'être reconnue comme un individu à part entière, capable de faire des choix, de décider et d'agir de manière autonome, avec le soutien adapté. Elle est particulièrement essentielle pour les personnes présentant un trouble du développement intellectuel (TDI), car elle contribue à leur épanouissement personnel et évite de les réduire à leurs difficultés. Le développement de l'autodétermination favorise l'acquisition de compétences telles que la communication, les habiletés sociales et la résolution de problèmes. Cela implique une évolution des pratiques professionnelles, fondée sur une posture d'écoute, de respect et de co-construction. Permettre aux personnes de faire des choix libres et éclairés, même s'ils diffèrent de l'avis des proches ou des professionnels, est crucial.

Accompagner l'autodétermination, c'est aussi soutenir la capacité de chacun à comprendre les conséquences de ses décisions. L'autodétermination devient ainsi à la fois un principe central et

un objectif transversal de l'accompagnement au sein du service. Ce cadre permet une meilleure individualisation de l'accompagnement et une structuration cohérente des réponses apportées, en tenant compte de la diversité des situations et des besoins spécifiques.

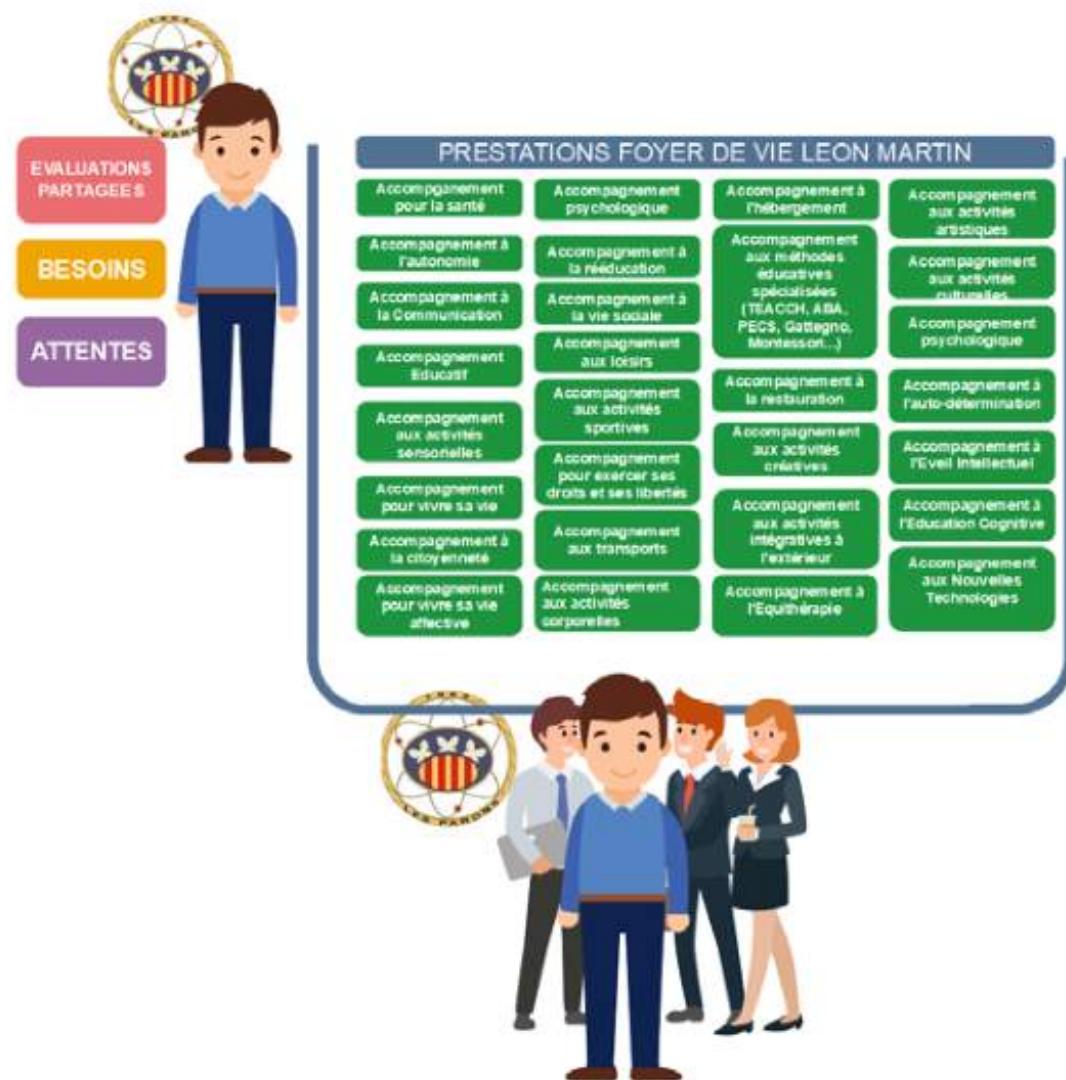




Prestations en matière D'AUTONOMIE

À l'EANM Léon Martin, l'accompagnement est centré sur le soutien à l'autonomie, au sein d'un cadre de vie respectueux, sécurisé et personnalisé. L'objectif est de développer ou de préserver l'autonomie de chacun, en plaçant la dignité, le bien-être et l'indépendance au cœur de l'intervention. Cet accompagnement, flexible et évolutif, s'adapte aux besoins, capacités et aspirations individuelles.

Il s'appuie sur une approche progressive et éducative, favorisant le développement et la valorisation des compétences des bénéficiaires par des méthodes alternant « apprendre à faire », « faire avec » et « faire pour ». La coordination entre les équipes de jour et de nuit garantit une continuité d'accompagnement individualisé, bienveillant et sécurisant, assurant un cadre de vie stable et adapté à chacun.





(2.2.1.1) ACCOMPAGNEMENT POUR LES ACTES DE LA VIE QUOTIDIENNE

Cet accompagnement regroupe l'ensemble des actions destinées à soutenir la personne dans les gestes de la vie de tous les jours, que l'accompagnement soit réalisé en hébergement ou en accueil de jour

Il comprend :

- Les soins d'hygiène et d'entretien personnel aide à la toilette, à l'habillage et au respect des rituels d'hygiène, incluant un soutien adapté pour les personnes accueillies en externat afin d'assurer la continuité des apprentissages et du confort personnel.
- L'accompagnement à la santé, incluant l'observance thérapeutique et l'aide à la gestion des rendez-vous médicaux et sensibilisation à l'hygiène de vie, en lien avec les familles et partenaires extérieurs lorsque l'accompagnement s'effectue uniquement en journée.
- L'aide à l'alimentation, comme porter les aliments à la bouche.
- Le soutien aux transferts et à la mobilité, dans l'ensemble du cadre de vie, y compris les espaces privatifs (jardin, dépendances).

Pour les personnes accueillies en hébergement, L'équipe éducative et les surveillants de nuit collaborent pour accompagner les actes de la vie quotidienne, notamment l'hygiène, l'habillage, et le rituel du coucher, avec une présence sécurisante constante. L'aide-soignant assure les soins spécifiques et la continuité médicale. La mobilité est également soutenue grâce à des techniques et un encadrement adapté, y compris lors des sorties.





(2.2.1.2) ACCOMPAGNEMENT POUR LA COMMUNICATION ET LES RELATIONS AVEC AUTRUI



L'accompagnement à l'EANM Léon Martin vise à favoriser des relations sociales de qualité et à développer les compétences de communication des personnes accompagnées, en respectant leurs capacités et leur rythme. Les prestations sont adaptées pour permettre une communication efficace (orale, gestuelle, écrite, avec ou sans supports alternatifs), encourager la participation aux échanges sociaux, et promouvoir des interactions respectueuses des règles de vie collective.

À l'EANM Léon Martin, la communication et les relations sociales sont au cœur du quotidien. Les professionnels soutiennent chaque personne accompagnée dans l'expression de ses besoins, émotions et choix, en utilisant des moyens adaptés : échanges oraux, gestes, supports visuels, pictogrammes ou outils numériques.

Cet accompagnement prend en compte les fonctions sensorielles, vocales et cognitives influençant la communication, et utilise les outils adaptés aux capacités individuelles. Il s'appuie sur une démarche « apprendre à faire », valorisant les compétences existantes et développant de nouveaux moyens d'expression afin de renforcer l'autonomie relationnelle. L'objectif est de garantir une vie sociale épanouissante, faciliter l'intégration des bénéficiaires dans leur environnement, et créer un climat bienveillant où chacun se sent écouté, reconnu et valorisé. Ces actions contribuent activement à l'inclusion sociale et à l'épanouissement personnel des personnes accueillies.

Les temps collectifs (repas, ateliers, sorties, réunions d'expression) sont organisés comme des occasions d'apprentissage relationnel et de développement des capacités de communication. Les équipes éducatives encouragent l'engagement dans la conversation, aident à trouver les bons codes sociaux et favorisent les relations entre pairs et avec l'extérieur.

Pour les personnes rencontrant des difficultés sensorielles ou cognitives, des aménagements spécifiques sont proposés : espaces calmes pour échanger, accompagnement individualisé pour utiliser un carnet de communication ou une tablette, soutien pour améliorer la compréhension et la mémoire des échanges.

Cette démarche « apprendre à faire » valorise les compétences existantes et favorise l'acquisition de nouveaux moyens d'expression, afin de renforcer l'autonomie relationnelle. L'objectif est de permettre à chacun de se sentir compris, écouté et reconnu, tout en participant activement à la vie sociale de l'établissement et de son environnement.



Les prestations proposées répondent aux besoins suivants :

- **Communiquer efficacement**, à l'oral, par gestes ou à l'écrit, avec ou sans supports alternatifs (pictogrammes, outils numériques, etc.) ;
- **Participer à des échanges** en apprenant à engager, maintenir et clore une conversation, dans le respect des codes sociaux ;
- **Développer des interactions sociales adaptées**, en intégrant les règles de vie collective et en maîtrisant son comportement en société ;
- **Entretenir des relations sociales variées**, qu'elles soient formelles ou informelles (pairs, professionnels, entre personnes accompagnées...) ;
- **Utiliser les outils de communication** en lien avec les capacités individuelles ;
- **Prendre en compte les fonctions sensorielles, vocales et cognitives** influençant la communication (vue, ouïe, parole, attention, mémoire, etc.).

EXEMPLE DE PRESTATIONS

Groupe “Communication alternative”

Groupe animé par une orthophoniste libérale destiné aux personnes dont le langage oral est peu construit. L'accent est mis sur le développement d'une communication fonctionnelle grâce à des moyens alternatifs tels que le Baby Signs ou l'utilisation de pictogrammes. Les séances incluent des jeux interactifs et des mises en scène

permettant de travailler des compétences relationnelles essentielles : regarder l'interlocuteur, écouter ses propos, adapter son comportement et exprimer ses émotions. Cette démarche favorise des échanges plus fluides et améliore la participation sociale.

Sensibilisation aux outils de CAA (Communication Alternative et Améliorée)

Un projet transversal a été déployé dans plusieurs unités de vie, en collaboration avec un orthophoniste libérale. Il vise à identifier les besoins des personnes en difficulté de communication et à sensibiliser les équipes à l'utilisation de supports adaptés (pictogrammes, tableaux de communication, routines visuelles, plannings d'internat). Ces outils, intégrés dans le quotidien (repas, déplacements, soins, loisirs), permettent d'améliorer la compréhension mutuelle, de réduire les frustrations et de renforcer l'autonomie des personnes accompagnées.

Accompagnement relationnel dans les situations du quotidien

Au-delà des dispositifs spécifiques, les équipes éducatives encouragent les échanges lors des moments collectifs (repas, ateliers, sorties, réunions d'expression). Un soutien personnalisé peut être apporté pour apprendre à initier une conversation, respecter les codes sociaux, réguler ses émotions et entretenir des relations variées (pairs, professionnels, partenaires extérieurs).





(2.2.1.3) ACCOMPAGNEMENT POUR PRENDRE DES DÉCISIONS ADAPTÉES ET POUR LA SÉCURITÉ



À l'EANM Léon Martin, l'accompagnement lié à la prise de décision adaptée et à la sécurité s'inscrivent dans une dynamique structurée et pluri-disciplinaire. Elles soutiennent les bénéficiaires dans leur vie quotidienne, en favorisant une prise de décision partagée, une gestion raisonnée des risques et des conditions de sécurité respectueuses des droits de chacun. L'accompagnement proposé repose sur une approche éducative et progressive, intégrant la notion « d'apprendre à faire » : il s'agit d'aider les personnes accompagnées à acquérir les moyens nécessaires pour comprendre, anticiper et agir dans des situations complexes, en mobilisant leurs compétences et en soutenant le développement de nouvelles capacités.

Concrètement, cela se traduit par la mise en place d'outils de repérage et d'organisation du temps et de l'espace (routines structurées, supports visuels, stratégies de gestion du stress...), adaptés aux besoins de chacun. Ces actions favorisent la prise de décisions éclairées et contribuent à la sécurité de la personne et de son environnement.

Ces accompagnements essentiels dans les situations de mise en danger ou de vulnérabilité importante, sont également pensés pour répondre à un large spectre de besoins, en soutenant l'autonomie, la compréhension de l'environnement et la capacité à agir de manière adaptée. En ce

sens, ils participent à la construction progressive de repères et à l'affirmation du pouvoir d'agir des personnes accueillies.

L'accompagnement mis en place à l'EANM Léon Martin répond aux besoins suivants :

■ **S'orienter dans le temps et dans l'espace** : par la mise en place de repères visuels, de routines quotidiennes et d'outils structurants favorisant l'autonomie dans les déplacements et la gestion des activités.

■ **Prendre des décisions et des initiatives** : en soutenant l'appropriation de moyens concrets pour faire des choix éclairés, dans le respect du rythme et des capacités de chacun.

■ **Gérer le stress et les exigences psychologiques** : à travers des stratégies d'apaisement, des temps de verbalisation, et un encadrement rassurant pour prévenir les conduites à risque et sécuriser l'environnement de vie.

■ **Habituation aux soins de santé et aux dispositifs médicaux** : par des mises en situation progressives, une préparation adaptée en amont des rendez-vous médicaux, et des médiations permettant de réduire l'anxiété face aux soins. Cet accompagnement vise à améliorer la tolérance aux actes médicaux et à favoriser une attitude coopérative dans le suivi.



Prestations pour la **PARTICIPATION SOCIALE**

À l'EANM Léon Martin, les prestations liées à la participation sociale visent à soutenir les bénéficiaires dans leur capacité à interagir avec leur environnement, maintenir et développer des liens sociaux, et favoriser leur expression individuelle et épanouissement personnel. Ces actions favorisent l'inclusion sociale, renforcent l'estime de soi, valorisent les compétences et contribuent à l'amélioration de la qualité de vie, au sein de l'établissement ainsi qu'à l'extérieur. Elles permettent à chacun de trouver et de conserver une place active dans la société et de tisser des relations personnelles.

■ (2.3.1) ACCOMPAGNEMENT POUR EXERCER SES DROITS

(2.3.1.1) ACCOMPAGNEMENT À L'EXPRESSION DU PROJET PERSONNALISÉ

L'accompagnement à l'expression du projet personnalisé a pour objectif de soutenir chaque personne dans la formulation de ses besoins, l'expression de ses souhaits et la construction son projet de vie. Ce projet repose sur une approche centrée sur la personne, favorisant l'autonomie, la participation et l'affirmation de soi.

Chaque bénéficiaire est accompagné par un professionnel référent, qui assure un soutien personnalisé, s'adaptant au rythme, aux capacités et aux préférences de chacun. Si la personne le souhaite, sa famille ou ses proches peuvent être associés à cette démarche.

Un questionnaire de recueil des attentes permet d'identifier les besoins et attentes dans divers domaines : santé, bien-être, activités, loisirs, objectifs personnels.

Le projet personnalisé est co-construit et fait l'objet d'un suivi régulier, incluant des ajustements et réévaluations afin de tenir compte des évolutions des besoins de la personne.

L'objectif est de permettre à chaque personne de participer activement à la définition et à l'évolution de son parcours de vie, en développant ses capacités à comprendre, choisir, décider et s'exprimer, dans le respect de ses droits et de son autodétermination.



Les prestations proposées dans le cadre de l'expression du projet personnalisé répondent aux besoins suivants :

- **Accéder aux droits** : permettre à chaque personne de faire valoir ses droits fondamentaux, notamment celui de participer activement à l'élaboration de son projet de vie.
- **Apprendre à faire** : accompagner la personne dans le développement de ses capacités à exprimer ses choix, formuler ses attentes et prendre des décisions éclairées.
- **Être écouté et compris** : garantir un espace d'expression respectueux et bienveillant, adapté aux modes de communication de chacun.
- **Être acteur de son accompagnement** : encourager la participation active de la personne dans toutes les étapes de la construction, du suivi et de l'évolution de son projet personnalisé.
- **Construire un parcours adapté et évolutif** : ajuster les accompagnements en fonction des souhaits, besoins et évolutions de la situation personnelle de la personne accueillie.

EXEMPLE DE PRESTATION

ETIK

Pour donner suite à l'expression de leur projet personnalisé, plusieurs personnes accompagnées de l'EANM Léon Martin réalisent des stages en restauration au sein de l'entreprise ETIK, située à Aix-en-Provence. Ils sont intégrés à une brigade composée exclusivement de personnes en situation de handicap mental ou cognitif, ce qui leur offre un environnement de travail adapté et bienveillant. Ce dispositif vise à favoriser leur inclusion sociale et professionnelle en leur permettant d'acquérir des compétences concrètes, de gagner en autonomie et de développer leur confiance en eux. Ces stages représentent également une opportunité précieuse de s'inscrire dans un parcours d'insertion, tout en bénéficiant d'un accompagnement personnalisé au sein d'une équipe engagée.







(2.3.1.2) ACCOMPAGNEMENT À L'EXERCICE DES DROITS ET LIBERTÉS

« Le Conseil de la Vie Sociale (CVS) est un espace essentiel d'expression et de participation collective pour les personnes accompagnées, leurs familles, les professionnels et les représentants de l'association.

En tant qu'organe consultatif, il recueille les avis, besoins et préoccupations des bénéficiaires afin d'améliorer en continu la qualité de l'accompagnement.

Le CVS répond à plusieurs besoins majeurs : il favorise l'amélioration continue des pratiques grâce aux retours d'expérience, renforce la participation active des familles en leur offrant un cadre structuré d'expression, et garantit la transparence par la diffusion des comptes rendus sur le site internet de l'établissement. Il permet également une évaluation régulière de la satisfaction via des questionnaires, pour ajuster les prestations en fonction des attentes exprimées.

Enfin, il constitue un espace privilégié d'exercice des droits, contribuant à renforcer l'autonomie et la participation active des personnes accompagnées à la vie de l'établissement. Il s'inscrit ainsi dans une démarche participative fondée sur l'écoute, la co-construction et le respect des droits et aspirations de chacun. »



Les prestations proposées dans le cadre de l'accompagnement pour exercer ses droits et libertés répondent aux besoins suivants :

- **Accéder aux droits** : garantir à chaque personne la possibilité de connaître, comprendre et faire valoir ses droits fondamentaux (droit à l'information, à la protection, à la liberté d'expression, de conscience, de religion, etc.).
- **Apprendre à faire** : accompagner la personne dans le développement de ses compétences à exercer ses droits de manière autonome, à faire des choix éclairés et à exprimer sa volonté.
- **Être acteur de sa vie** : soutenir l'autodétermination en permettant à chacun de participer activement aux décisions qui le concernent, dans le respect de ses souhaits et de ses capacités.
- **Être informé de façon accessible** : proposer une information claire, adaptée et compréhensible, en lien avec les droits, les démarches administratives et les ressources disponibles.
- **Participer à la vie sociale et civique** : encourager l'implication dans la vie collective, les instances de représentation (conseil de la vie sociale, groupes d'expression...), et la participation citoyenne.
- **Faire entendre sa voix et être respecté** : créer les conditions d'une écoute bienveillante et d'un dialogue respectueux, où chaque personne peut exprimer librement ses opinions, ses choix et ses convictions.





■ (2.3.2) ACCOMPAGNEMENT AU LOGEMENT

(2.3.2.1) ACCOMPAGNEMENT POUR VIVRE DANS UN LOGEMENT

L'accompagnement pour vivre dans un logement prend en compte l'ensemble des compétences nécessaires à l'installation et à l'occupation autonome d'un lieu de vie. Il inclut la compréhension des démarches administratives, la relation avec les bailleurs, la gestion du budget, l'entretien courant du logement, la préparation des repas et le respect des règles de vie quotidienne.

L'établissement s'inscrit dans une dynamique d'ouverture, en développant des formes d'habitat diversifiées telles que les appartements tremplins, les logements accompagnés ou les projets d'habitat inclusif, en lien avec les partenaires du territoire.

Intégré au projet personnalisé, cet accompagnement s'adapte au rythme, aux capacités et aux souhaits de la personne. Il favorise l'autodétermination, l'inclusion sociale, et permet de soutenir des modes de vie ancrés dans la communauté, en cohérence avec les aspirations individuelles.

Cette prestation est mobilisée lorsqu'une personne présente des besoins pour apprendre, maintenir ou renforcer ses capacités à effectuer les tâches nécessaires à la gestion domestique, dans un objectif d'autonomie et de participation active.

Elle inclut l'accompagnement à la compréhension et à l'appropriation des règles liées à la vie dans un logement :

- Respect de l'espace personnel et collectif,
- Gestion du quotidien (rythme de vie, hygiène, sécurité),
- Relations de voisinage,
- Repérage dans le temps et l'espace,
- Appropriation du logement comme lieu de vie personnel.
- L'objectif est de favoriser la stabilité résidentielle, l'autonomie, et l'amélioration de la qualité de vie dans un cadre adapté aux besoins et au projet de la personne accompagnée.





(2.3.2.2) ACCOMPAGNEMENT POUR ACCOMPLIR LES ACTIVITÉS DOMESTIQUES



L'accompagnement pour accomplir les activités domestiques a pour objectif de développer l'autonomie des personnes dans la gestion de leur cadre de vie, que ce soit en logement individuel, en structure médico-sociale ou en habitat partagé. Il s'agit de soutenir les personnes accompagnées dans l'apprentissage et la réalisation progressive de gestes pratiques du quotidien, tels que la mise en table, la vaisselle, le rangement, l'entretien du linge, et l'utilisation des équipements ménagers.

Ces activités sont intégrées aux moments de vie quotidienne, notamment lors des temps familiaux, et sont adaptées aux capacités, au rythme et aux besoins de chaque personne, avec le soutien des professionnels. L'accompagnement valorise les compétences individuelles tout en facilitant l'acquisition de nouvelles aptitudes, favorisant ainsi une plus grande autonomie dans le cadre de vie.

Cette prestation est mise en place lorsqu'une personne a besoin d'apprendre, de maintenir ou de renforcer ses compétences pour accomplir les tâches liées à la gestion domestique, dans le but de favoriser son autonomie et sa participation active.

- L'entretien du logement (ménage, rangement, gestion des déchets),
- La gestion du linge (utilisation du lave-linge, pliage, rangement),
- La préparation des repas de manière ponctuelle et la mise de table,
- Les courses,
- L'utilisation des équipements ménagers (lave-vaisselle, petit électroménager, etc.).

Ces apprentissages sont des moments privilégiés où les professionnels soutiennent la participation des bénéficiaires aux tâches de la vie quotidienne : faire son lit, ranger ses effets personnels, aider à la préparation ou au service des repas, etc.

L'objectif est de favoriser la montée en compétence, la prise d'initiative et l'autonomie, dans une logique de responsabilisation progressive et de participation à la vie collective.



■ (2.3.3) ACCOMPAGNEMENT POUR EXERCER SES ROLES SOCIAUX

(2.3.3.4) ACCOMPAGNEMENTS POUR RÉALISER DES ACTIVITÉS DE JOUR SPÉCIALISÉES

L'accompagnement aux activités de jour spécialisées à l'EANM permet aux bénéficiaires de participer à des ateliers adaptés à leurs besoins, assurés par des professionnels éducatifs de la structure et par des prestataires extérieurs. Ces activités, menées au sein de la structure, visent à favoriser l'épanouissement, la santé physique et mentale, la mobilité, les interactions sociales, les fonctions cognitives, l'apprentissage, l'autonomie domestique et l'inclusion sociale.

Cet accompagnement comprend le soutien à la réalisation des activités, leur évaluation régulière, ainsi que l'adaptation ou la création d'ateliers en fonction des besoins évolutifs des personnes. Les activités peuvent inclure des projets collectifs, des ateliers cognitifs, des activités sportives adaptées, des gestes d'hygiène ou des apprentissages domestiques simples.





Les prestations

ACTIVITÉS PHYSIQUES ET SPORTIVES

Les activités physiques et sportives adaptées (APSA) occupent une place centrale dans la rééducation, le bien-être et l'insertion des personnes. Elles se déclinent sous différentes formes, allant de l'accompagnement individuel à des activités collectives adaptées, permettant ainsi d'améliorer la condition physique globale des participants. En renforçant les capacités motrices, la souplesse, la force musculaire et la résistance, ces pratiques contribuent au maintien ou au développement des fonctions physiques essentielles. Certaines activités sont spécifiquement conçues pour optimiser la rééducation fonctionnelle, en facilitant la récupération des mouvements et des aptitudes corporelles. Mais au-delà de l'aspect purement physique, les APSA jouent également un rôle important dans le développement de l'autonomie. Elles encouragent les participants à dépasser leurs limites, tant sur le plan physique que psycholo-

gique, et ont un impact direct sur l'amélioration de la qualité de vie. Les bienfaits des APSA ne s'arrêtent pas au corps : elles contribuent également à la stimulation cognitive et à la gestion des douleurs chroniques. Par leur approche ludique et structurée, ces activités permettent de travailler la coordination, tout en prévenant les risques de dépendance. En s'inscrivant dans un cadre collectif, elles favorisent les échanges, permettent de lutter contre l'isolement et renforcent le sentiment d'appartenance à un groupe. Ces activités deviennent ainsi de véritables espaces d'expression, dans lesquels les personnes peuvent créer du lien social, retrouver confiance en elles, et valoriser leur image. Elles favorisent le dépassement de soi et l'épanouissement personnel, faisant de la pratique sportive un levier puissant d'intégration, de cohésion sociale et de mieux-être global, tant sur le plan physique que mental et social.







ACTIVITÉ VÉLO



Proposée plusieurs fois par semaine en petits groupes, l'activité vélo permet aux personnes accompagnées d'apprendre l'équilibre et la pratique du vélo. Une fois autonomes, ils sont amenés à se déplacer dans l'Institut pour développer leur orientation spatiale et prendre plaisir à se déplacer dans les Parons.

ÉQUITHÉRAPIE (CENTRE ÉQUESTRE DES PARONS)



Les séances d'équithérapie offrent un cadre apaisant et stimulant. Sur le plan physique, le cheval aide à travailler l'équilibre, la posture et la motricité fine. Sur le plan émotionnel, le contact avec l'animal favorise la confiance en soi, la conscience corporelle et les interactions sociales. Ludique et valorisante, cette activité crée un lien authentique entre le bénéficiaire et l'animal.

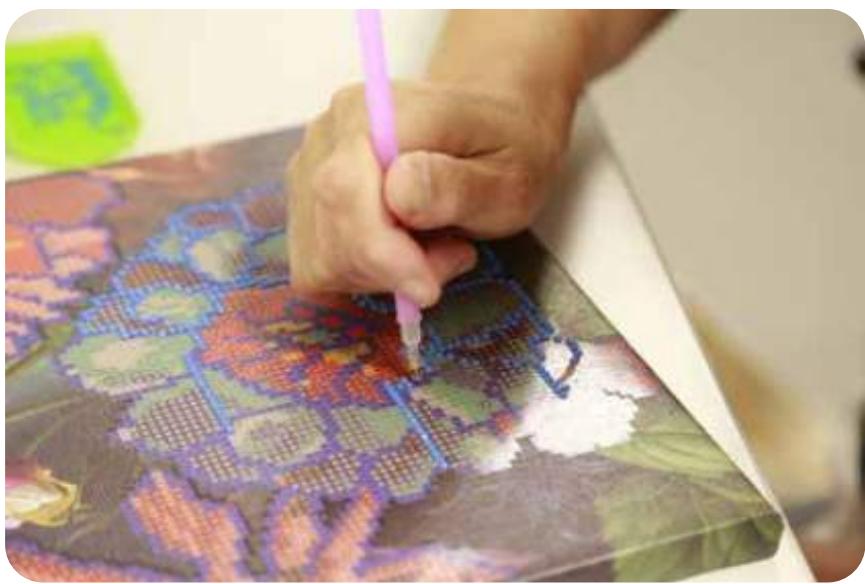


ACTIVITÉS ARTISTIQUES ET D'EXPRESSION

ATELIER CRÉATIF

Les ateliers manuels permettent aux personnes accompagnées d'exprimer leur créativité à travers diverses techniques (peinture, bijoux, collage, broderie...). Guidés par des thématiques variées (fêtes, décoration), ils développent motricité fine, sens artistique et valorisation de soi, tout en favorisant l'échange et les projets collectifs.







ATELIER CHANT ET PERCUSSIONS

L'atelier chant et percussions stimule la créativité, la participation collective et l'expression individuelle. En jouant, chantant et créant ensemble une œuvre musicale ou scénique, les personnes accompagnées développent leur imagination, leur coordination et leur confiance en eux. L'apprentissage de rythmes, de percussions corporelles et de chants du monde enrichit leurs compétences musicales et leur ouverture culturelle, tout en favorisant la cohésion du groupe.







ACTIVITÉ HIP HOP

Très apprécié par les bénéficiaires du foyer, l'atelier hip-Hop permet chaque semaine aux personnes accompagnées d'apprendre une chorégraphie en vue d'un spectacle de fin d'année. Cette activité dynamique développe la coordination, la motricité, la condition physique, tout en favorisant l'expression émotionnelle et la confiance en soi, notamment lors des « battles » encouragées par le groupe.





ART-THÉRAPIE

L'art-thérapeute accompagne en séances individuelles ou collectives des personnes, en souffrance du fait d'une dépression ou de troubles de la communication et de l'expression. Elle utilise des techniques artistiques pour favoriser l'expression des émotions, stimuler les sensations, valoriser le ressenti corporel et réveiller la sensibilité artistique, dans une démarche thérapeutique. Adapté aux capacités physiques et mentales de chaque participant, l'art-thérapeute évalue leurs compétences, leurs goûts et leur contexte culturel pour construire un programme personnalisé, régulièrement ajusté selon l'évolution de la prise en charge.





ACTIVITÉS SENSORIELLES ET BIEN-ÊTRE

RELAXATION / QI GONG

L'atelier Qi Gong, pratiqué depuis plusieurs années, propose aux personnes accompagnées des mouvements lents et coordonnés sur fond sonore apaisant (bruits de la nature, musique douce). Cette activité procure bien-être et détente, favorise la gestion des émotions, la concentration et l'autorégulation. Les techniques de respiration apprises peuvent être réutilisées au quotidien pour apaiser les tensions.





ATELIER IMAGE DE SOI

Cet atelier favorise le bien-être, l'estime de soi et l'autonomie à travers des soins personnels (shampooing, coiffure, maquillage). Il encourage également les échanges entre bénéficiaires dans un cadre bienveillant, en valorisant l'attention portée à soi et aux autres.





ACTIVITÉS DE STIMULATION COGNITIVE ET ÉDUCATIVE

ATELIER COGNITIF

Cet atelier permet de renforcer les capacités mentales et l'autonomie des personnes accompagnées grâce à des exercices de logique, de calcul et de résolution de problèmes, adaptés à chaque profil. Il favorise le développement des fonctions cognitives dans un cadre structuré, tout en respectant le rythme et les aptitudes de chacun.





ACTIVITÉS NUMÉRIQUES

Les outils numériques (ordinateurs, tablettes, écran tactile) sont pleinement intégrés dans le quotidien. En salle informatique ou sur tablette, ils permettent de communiquer, découvrir, apprendre, jouer, lire, écouter de la musique ou préparer une sortie. Les tablettes, faciles d'utilisation, sont devenues un support éducatif et culturel incontournable, adapté à tous les niveaux de compétences.





ACTIVITÉS DE VIE QUOTIDIENNE ET DE SOCIALISATION

STAGES EN CUISINE, LINGERIE, ENTRETIEN

Des stages sont proposés en cuisine (cuisine centrale), lingerie (foyer) et entretien (locaux) pour initier les bénéficiaires aux activités domestiques collectives. Encadrés par des professionnels, ces stages développent les compétences techniques, l'autonomie et la valorisation par le travail.



ACTIVITÉS RELATIONNELLES ET SOCIALES

ATELIER EXPRESSION



Organisé chaque semaine dans les unités de vie, cet atelier offre un espace de parole structuré où les personnes accompagnées peuvent s'exprimer sur leur quotidien, partager leurs ressentis ou débattre de sujets d'actualité. Accompagnés par un éducateur, ils développent leur communication, leur écoute active, et renforcent leur confiance en eux. En cas de besoin personnel, ils peuvent être orientés vers le psychologue pour un suivi individualisé. Cet atelier participe à la régulation de la vie collective et encourage l'autonomie dans l'expression de soi.



(2.3.3.5) ACCOMPAGNEMENT DE LA VIE FAMILIALE, DE LA PARENTALITÉ, DE LA VIE AFFECTIVE ET SEXUELLE



L'EANM accompagne les personnes accueillies concernant leur vie relationnelle, affective et sexuelle en respectant leur dignité, autonomie et droits. Un accompagnement spécifique est proposé, notamment par une psychologue-sexologue, qui offre un espace sécurisé pour aborder des thèmes comme la santé sexuelle, le consentement, les émotions et les relations intimes.

Les prestations

Deux dispositifs complémentaires sont en place :

- Les groupes VAS (vie affective et sexuelle), co-animés par la psychologue-sexologue et une éducatrice, favorisent les échanges autour de ces sujets.
- Des entretiens individuels ou en couple, assurés par la psychologue-sexologue, accompagnent de manière confidentielle les relations affectives des personnes accompagnées.

Les thèmes abordés évoluent selon les besoins : amour, sentiments, auto-protection, connaissance du corps, vie de couple, séparation, désir d'enfant, expression émotionnelle, etc. Les informations sont transmises de façon progressive respectant le rythme d'apprentissage de chacun.

Ce travail s'appuie sur des valeurs éthiques partagées par l'équipe pluridisciplinaire, qui veille au respect de la réglementation et à une posture responsable envers les personnes vulnérables. Respect, tolérance et capacité à mettre à distance ses propres valeurs sont indispensables.



(2.3.3.6) ACCOMPAGNEMENT POUR L'EXERCICE DES MANDATS ÉLECTORAUX, LA REPRÉSENTATION DES PAIRS ET LA PAIR-AIDANCE

L'EANM soutient les personnes dans l'exercice de leurs droits citoyens, leur engagement au sein d'instances représentatives, ainsi que dans les démarches de pair-aidance. Cet accompagnement permet de développer leurs compétences en action collective et en expression citoyenne, en renforçant leur capacité à représenter leurs pairs et à accompagner d'autres personnes.

Ces prestations incluent notamment l'accompagnement des mandats électoraux, la représentation des pairs dans des instances telles que la démocratie sanitaire, ainsi que le rôle de pair-aidant auprès d'autres personnes.

Cette prestation répond aux besoins liés à la citoyenneté active, à l'engagement collectif, à la représentation des autres, et au soutien entre pairs, dans le respect de l'autonomie et du droit de participer. Elle s'articule autour de plusieurs dimensions :

- **Relations et interactions avec autrui** : La personne a besoin de communiquer avec un groupe, de coopérer, de partager son expérience et de se sentir reconnue dans un rôle social.
- **Prise de décisions et sécurité** : La personne a besoin de comprendre ses droits, de formuler ses opinions librement, et de faire des choix responsables, notamment dans des fonctions de représentation.
- **Accès aux droits et citoyenneté** : La personne doit pouvoir exercer ses droits civiques, participer activement à la vie démocratique de l'établissement et à la représentation collective.
- **Apprentissage du pair-aidant** : La personne a besoin d'apprendre à soutenir les autres, à transmettre des savoirs vécus et à se positionner comme une ressource au sein du collectif.





(2.3.4) ACCOMPAGNEMENT POUR PARTICIPER À LA VIE SOCIALE

(2.3.4.1) ACCOMPAGNEMENT DU LIEN AVEC LES PROCHES ET LE VOISINAGE

L'EANM soutient le développement et le maintien de relations sociales de proximité, comme les liens amicaux, les relations entre pairs, et les contacts avec le voisinage. L'accompagnement favorise les interactions quotidiennes, l'entraide et la convivialité, à travers des activités partagées, des médiations éducatives et des temps collectifs qui ouvrent à l'autre.

Ces relations sociales contribuent à l'estime de soi, à la reconnaissance mutuelle, et à la capacité à vivre harmonieusement avec les autres. L'établissement développe également des liens réguliers avec d'autres foyers de vie et structures partenaires, permettant des rencontres inter-établissements, des projets communs, et des moments conviviaux pour enrichir le réseau relationnel et favoriser l'inclusion sociale.

Cette prestation répond aux besoins de lien social, de participation relationnelle et d'interactions avec un environnement élargi au-delà du cercle immédiat.

Elle couvre plusieurs aspects :

Relations et interactions avec autrui : Besoin de nouer et maintenir des relations amicales, d'échanger avec d'autres personnes accompagnées, et de participer à des moments collectifs favorisant la convivialité.

Participation à la vie sociale : Besoin de se sentir acteur dans un environnement social partagé, de participer à des rencontres inter-établissements ou à des projets communs valorisant l'inclusion sociale.





(2.3.4.2) ACCOMPAGNEMENT POUR LA PARTICIPATION AUX ACTIVITÉS SOCIALES ET DE LOISIRS

L'EANM propose un accompagnement éducatif favorisant la participation des personnes accompagnées à des activités sociales, culturelles et de loisirs, principalement à l'extérieur de l'établissement. L'objectif est de soutenir l'ouverture à l'environnement, l'inclusion sociale et l'exercice de la citoyenneté. L'équipe éducative aide les personnes accompagnées dans la préparation, la réalisation et l'évaluation de ces activités.

Ces accompagnements contribuent au développement de la confiance en soi, des compétences relationnelles, de la mobilité et de l'autonomie dans la vie sociale. Ils permettent également de faire des choix personnels, d'exprimer ses préférences et de s'impliquer dans la vie culturelle de la société.

Les prestations incluent :

L'accompagnement lors des séjours temporaires ou transferts pour répondre au besoin de départ en vacances.

L'accompagnement aux activités extérieures, telles que des sorties culturelles, sportives ou de loisirs.

L'accompagnement à l'inclusion dans des structures de droit commun (ex. : centres de loisirs) pour faciliter la participation dans la vie sociale locale.

Ces actions s'inscrivent dans une démarche globale d'inclusion, renforçant la présence et la participation des personnes dans la société. L'EANM contribue ainsi à la construction d'une société plus juste, solidaire et accessible à tous.





Les Prestations

1. ACTIVITÉS PHYSIQUES ET MOTRICES

Intégration au club d'Eguilles de football pour un groupe de volontaire une fois par semaine.

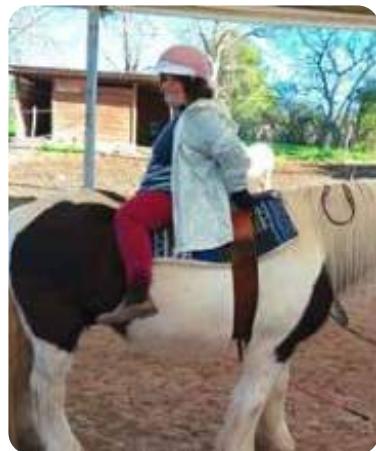




ÉQUITHÉRAPIE

Grâce à un partenariat avec l'association EQUUS à Puyricard, des séances hebdomadaires d'équithérapie sont proposées. Ces séances d'une heure, dans un cadre calme et sécurisé, favorisent le contact corporel, les expériences sensorielles, les interactions non verbales, et le dépassement de soi. Les participants réalisent diverses activités avec le cheval (brossage, promenades, récompenses), ce qui améliore leur bien-être psychologique, leur développement psychomoteur et leur apprentissage éducatif.







RANDONNÉES

Les bénéficiaires ont la possibilité de participer à des randonnées à la journée, notamment via la FF Randonnée PACA. Ces sorties favorisent l'activité physique, la découverte de l'environnement naturel et la convivialité.





SORTIE SALLE DE SPORT

Deux groupes de bénéficiaires se rendent une fois par semaine à la salle Décathlon de Bouc-Bel-Air. Ils utilisent les équipements et bénéficient des conseils d'un coach. Cette activité aide à canaliser l'énergie, améliorer la coordination motrice, favoriser le plaisir, les échanges sociaux et lutter contre l'isolement. Pratiquer un sport en dehors du foyer stimule la condition physique, réduit stress et anxiété, tout en encourageant l'interaction sociale.



PISCINE VENELLES

L'activité natation stimule les capacités physiques et motrices des personnes accompagnées, favorise la détente et le bien-être. Elle développe aussi leur autonomie dans la gestion de leurs affaires et la navigation dans un lieu public, avec un accompagnement éducatif. Les personnes accompagnées mobilisent également leurs compétences sociales, comme le respect des règles collectives.





2. ACTIVITÉS ARTISTIQUES ET CULTURELLES

THÉÂTRE ET CHANT À AUBAGNE AVEC L'ASSOCIATION DACOR



Les bénéficiaires participent à des ateliers de théâtre et chant à la Maison DACOR. Encadrés par des intervenants spécialisés, ils apprécient beaucoup ces activités qui renforcent leur estime de soi, leur inclusion sociale et apportent un effet thérapeutique. Les retours sont très positifs, et ces ateliers s'inscrivent durablement dans leur planning. Les objectifs visés sont le renforcement de la motricité globale et fine, la stimulation sensorielle, l'amélioration des capacités d'interaction et de coopération, ainsi que le développement de l'autonomie et de l'attention aux consignes.





SORTIES CULTURELLES

Le projet culturel vise à faire découvrir aux personnes accompagnées les lieux culturels de leur ville (musées, théâtres, patrimoine historique). Ces visites enrichissent leur épanouissement personnel et leur inclusion sociale, en lien avec leurs intérêts. Des intervenants extérieurs peuvent aussi proposer des rencontres thématiques (opéra, musique, arts).







SORTIES DANS LE CADRE DE L'ACTIVITÉ DESSIN / PEINTURE

Un groupe de bénéficiaires sensibles à l'art se réunit chaque semaine pour pratiquer ensemble le dessin et la peinture, découvrir de nouveaux matériaux et supports. Ce moment favorise la concentration, l'introspection et l'expression personnelle. Avec l'accord des artistes, leurs œuvres peuvent être exposées. Une fois par mois, des visites d'expositions dans des musées locaux complètent cette activité.





3. ACTIVITÉS ÉDUCATIVES, INCLUSION SOCIALE ET AUTONOMIE PROFESSIONNELLE

STAGES EN RESTAURATION – CONVENTION ETIK

Plusieurs bénéficiaires effectuent des stages en restauration au sein de l'entreprise adaptée ETIK à Aix-en-Provence. Intégrés dans une brigade de cuisine ces stages favorisent leur insertion professionnelle et leur inclusion sociale.







4. VIE COLLECTIVE ET SOCIALE

SÉJOURS ÉDUCATIFS



Dans le cadre du projet global, des séjours éducatifs sont organisés pour observer les capacités d'adaptation des bénéficiaires dans un nouvel environnement. Ces séjours favorisent la socialisation, l'autonomie, la vie en groupe et l'adaptation à de nouveaux rythmes, tout en permettant d'évaluer leur comportement hors de leurs repères habituels.





RENCONTRES INTER FOYERS

Des rencontres inter-EANM sont régulièrement organisées au sein de l'établissement ou dans d'autres structures partenaires. Elles visent à favoriser le lien social, encourager les échanges et proposer des temps de partage festifs et conviviaux.





(2.3.4.3) ACCOMPAGNEMENT POUR LE DÉVELOPPEMENT DE L'AUTONOMIE POUR LES DÉPLACEMENTS

L'EANM soutient le développement de l'autonomie des personnes pour les déplacements, en tenant compte de leurs capacités, besoins et environnement. L'accompagnement vise à renforcer la capacité des personnes à utiliser les transports en commun et les services de transport adapté comme Accésibus. Il inclut l'apprentissage progressif des étapes clés : repérage des trajets, gestion des horaires, validation des titres de transport, respect des règles de sécurité, et compréhension des consignes dans les espaces publics.

Les professionnels éducatifs accompagnent chaque personne dans la préparation, la réalisation et l'évaluation de ses déplacements, afin de garantir une autonomie sécurisée et adaptée à son rythme. Cet accompagnement s'inscrit dans une démarche d'inclusion et d'accès à la vie sociale, en lien avec les objectifs définis dans le projet personnalisé.

Il peut être réalisé de manière individuelle ou collective, en mettant l'accent sur l'autodétermination : les personnes accompagnées sont encouragées à faire des choix, à exprimer leurs préférences et à évaluer leur propre confort et sécurité dans leurs déplacements.

Cet accompagnement est individualisé et progressif. Il peut inclure :

■ L'apprentissage des repères spatiaux et temporels (reconnaître des lieux, suivre un itinéraire simple, se repérer dans le temps) ;

- L'utilisation des transports en commun (lecture des horaires, achat de billets, gestion des correspondances) ;
- La mise en place de trajets accompagnés dans un premier temps, puis de trajets semi-autonomes ou autonomes selon l'évolution de la personne ;
- La sensibilisation à la sécurité routière et piétonne, et aux comportements adaptés en milieu urbain.



ACTIVITÉ

ACHAT DE PRODUITS D'HYGIÈNE

L'activité « achats de produits d'hygiène » joue un rôle clé dans le développement de l'autonomie des bénéficiaires dans leurs déplacements. En se rendant au centre commercial en bus, les participants sont accompagnés pour apprendre à acheter un ticket, valider leur trajet, respecter les horaires, gérer leur temps sur place et réaliser leurs achats de manière autonome. Cette démarche favorise la planification, la prise de décision, la maîtrise de l'espace public, et l'utilisation des moyens de paiement de manière responsable. Au-delà des achats, elle constitue un apprentissage de la mobilité individuelle, tout en renforçant l'autodétermination et la confiance en soi.



(2.3.5) ACCOMPAGNEMENT EN MATIÈRE DE RESSOURCES ET D'AUTOGESTION

(2.3.5.1) ACCOMPAGNEMENT POUR L'OUVERTURE DES DROITS

L'accompagnement pour l'ouverture des droits cherche à soutenir les personnes accueillies ainsi que leurs représentants légaux si nécessaire dans l'accès et l'exercice de leurs droits administratifs, sociaux et juridiques.

Cet accompagnement comprend notamment :

- L'information et l'aide à la constitution de dossiers (MDPH, CAF, Sécurité sociale, mutuelle, AAH, PCH, aides au logement, etc.) ;
- La coordination avec les partenaires extérieurs (services sociaux, organismes de tutelle, administrations) pour faciliter les démarches et garantir l'effectivité des droits ;
- Le suivi des procédures jusqu'à l'obtention des droits et leur renouvellement si besoin ;

■ La sensibilisation des personnes à leurs droits pour renforcer leur compréhension, leur implication et leur autonomie dans la gestion de ces démarches.

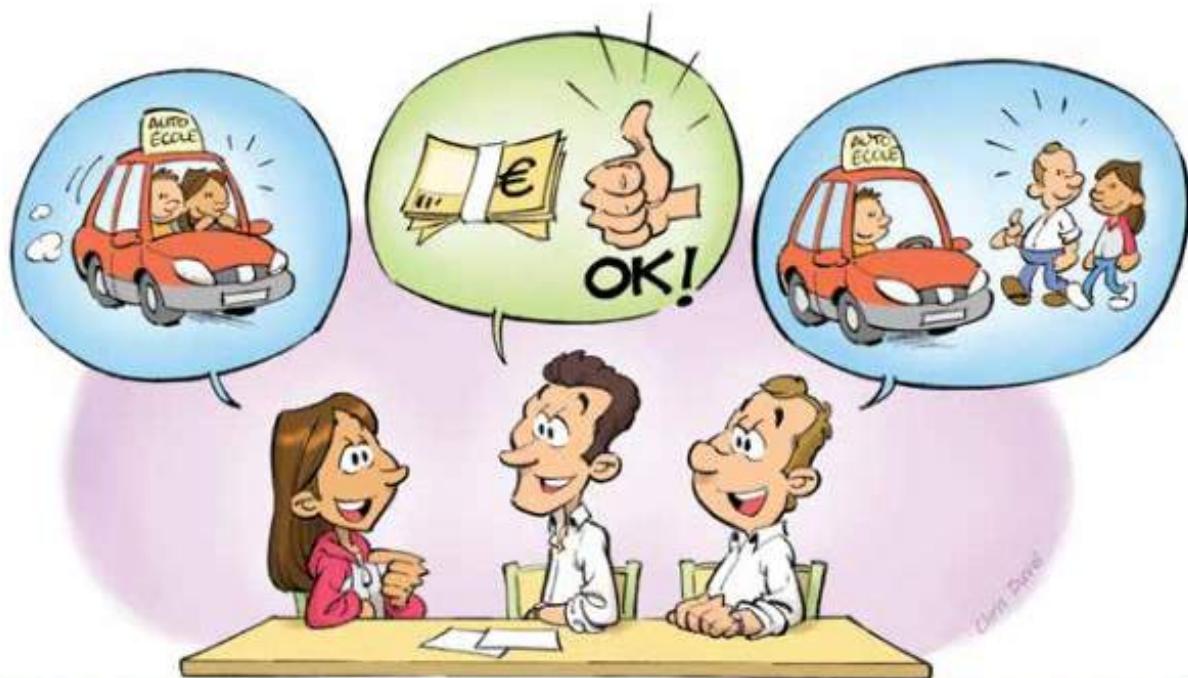
Cet accompagnement contribue à :

- Sécuriser les parcours de vie des personnes accompagnées en garantissant l'accès aux prestations auxquelles elles ont droit ;
- Renforcer leur pouvoir d'agir, conformément aux principes d'autodétermination et de citoyenneté ;
- Prévenir les ruptures de droits liées à des oubliés, des difficultés de compréhension ou à la complexité des démarches administratives.





(2.3.5.2) ACCOMPAGNEMENT POUR L'AUTONOMIE DE LA PERSONNE DANS LA GESTION DES RESSOURCES



Le représentant légal vous aide à concrétiser vos projets tout en assurant votre équilibre financier, la gestion administrative et juridique de votre situation.

L'EANM Léon Martin propose un accompagnement individualisé à développer l'autonomie financière des personnes accueillies. Cet accompagnement inclut l'apprentissage de la gestion d'un budget personnel, la co-gestion de l'argent de vie avec les familles et les services internes, la sensibilisation à la valeur de l'argent, et l'aide à la compréhension de documents simples.

L'objectif est de favoriser la prise d'initiatives, le pouvoir d'agir et de prévenir les situations de vulnérabilité. Les professionnels ajustent leur intervention selon les capacités et le projet de chaque personne accompagnée.



(2.3.5.3) ACCOMPAGNEMENTS CONSEILS ET MISE EN ŒUVRE DES MESURES DE PROTECTION DES ADULTES

L'accompagnement autour des mesures de protection juridique vise à garantir la sécurité des personnes accueillies tout en respectant leur autonomie et leurs droits.

Les professionnels éducatifs accompagnent les personnes en tenant compte de leurs capacités de discernement, avec pour objectif de les associer autant que possible aux décisions qui les concernent, dans une logique de respect, d'écoute et de co-construction. L'assistante sociale, secrétaire en lien avec le chef de service, veille à sensibiliser les bénéficiaires et leurs proches à l'existence des mesures de protection légale, et les accompagne si nécessaire dans les démarches pour leur mise en place.

Cet accompagnement garantit le respect des droits de chacun et sécurise les parcours de vie.

Les professionnels éducatifs veillent à accompagner chaque personne en respectant ses capacités de discernement, avec pour objectif de l'impliquer autant que possible dans les décisions la concernant, dans une démarche fondée sur l'écoute, le respect et la co-construction.

Cet accompagnement comprend :

- L'information et le conseil sur les différents régimes de protection (tutelle, curatelle, sauvegarde de justice) auprès des personnes concernées, de leurs familles et/ou représentants légaux ;

- Le soutien dans les démarches administratives et juridiques liées à la mise en place, au renouvellement ou à l'aménagement d'une mesure de protection ;
- La coordination avec les professionnels concernés (mandataires judiciaires, juges des tutelles, familles, services sociaux) pour assurer une mise en œuvre cohérente et adaptée ;
- Le relais et le suivi auprès des autorités compétentes, en cas de signalement ou de besoin de réévaluation de la mesure.





■ (2.4) PRESTATIONS DE COORDINATION RENFORCÉE POUR LA COHÉRENCE DU PARCOURS

■ (2.4.1) PRESTATIONS DE COORDINATION RENFORCÉE POUR LA COHÉRENCE DE PARCOURS

Certaines situations nécessitent une coordination renforcée entre les différents acteurs intervenant dans le parcours de la personne accompagnée. C'est notamment le cas pour des personnes présentant des troubles psychiques ou somatiques importants, ou vivant des périodes de rupture, d'instabilité ou de transition nécessitant une réponse plus soutenue.

L'EANM met en place, dans ces cas particuliers, une coordination interprofessionnelle et intersectorielle mobilisant des partenaires issus du secteur sanitaire, social, médico-social et éducatif. Cette coordination peut inclure des accueils temporaires, des stages, ou encore des accueils de jour organisés en lien avec d'autres établissements. L'établissement dispose également d'un partenariat formalisé avec une structure permettant l'organisation rapide de séjours de rupture.

Cette prestation de coordination renforcée est mise en œuvre lorsque deux conditions sont réunies :

- Une situation complexe nécessitant l'intervention coordonnée de plusieurs acteurs ;
- Une complexité d'accompagnement impliquant la co-construction d'un Plan d'Accompagnement Global (PAG) ou d'un dispositif équivalent, construit en lien étroit avec la personne et ses proches.

Dans ce cadre, les professionnels organisent régulièrement des réunions de concertation formalisées, associant l'ensemble des intervenants concernés pour partager les constats, ajuster les

actions et assurer la continuité du parcours. Cette prestation traduit l'engagement de l'établissement à garantir une réponse cohérente, individualisée et continue, même dans les contextes les plus complexes, en plaçant toujours la personne au centre de la démarche.

Cette prestation est mise en place lorsque la personne présente des besoins complexes nécessitant l'intervention coordonnée de plusieurs acteurs, tant au sein de l'établissement qu'à l'extérieur. Son objectif est de garantir la continuité de l'accompagnement et d'éviter toute rupture dans le parcours de vie de la personne.

- Accès aux droits et à la citoyenneté : Besoin d'un soutien ou d'une représentation renforcée pour faire valoir ses droits dans des situations complexes.
- Participation à la vie sociale : Besoin d'un accompagnement structuré et interdisciplinaire pour maintenir les liens sociaux et prévenir l'isolement, en particulier lors de crises ou de ruptures.
- Fonctions mentales, psychiques, cognitives : Besoin de réponses concertées et continues pour stabiliser la situation psychique ou cognitive dans des contextes



Les Prestations

SÉJOUR LA DRAYE

Dans le cadre du SAS répit, certains bénéficiaires peuvent bénéficier de séjours de rupture afin de leur permettre de sortir temporairement du cadre collectif. **Utilisation du SAS de répit préventif.**



ZONE DÉCOUPÉE





Prestations de soins, de maintien et de développement **DES CAPACITES FONCTIONNELLES**

■ (2.1.1) SOINS SOMATIQUES ET PSYCHIQUES

(2.1.1.1) SOINS MÉDICAUX À VISÉE PRÉVENTIVE, CURATIVE ET PALLIATIVE ➔

Les soins médicaux sont assurés par des médecins libéraux choisis par la personne accompagnée ou son représentant légal. Pour les personnes hébergées à l'EANM, des consultations régulières peuvent être organisées avec des médecins partenaires de l'établissement.

Ces professionnels interviennent pour établir un diagnostic médical adapté à chaque situation et prescrire les traitements nécessaires. Ils coordonnent les interventions avec les soins infirmiers et les autres professionnels de santé.

Cette organisation permet de garantir un accès aux soins respectueux du libre choix de la personne, dans une logique de continuité, de qualité et de proximité. L'accompagnement médical s'inscrit dans une démarche globale de prévention des troubles de santé, de traitement curatif des pathologies somatiques ou psychiques, et de soins d'accompagnement en situation palliative, en lien avec les équipes soignantes et éducatives.





(2.1.1.2) SOINS TECHNIQUES ET DE SURVEILLANCE INFIRMIERS OU DÉLÉGUÉS



ZONE DÉCOUPÉE

Les soins de surveillance infirmiers visent à maintenir ou rétablir l'état de santé des personnes accompagnées, tout en garantissant sécurité et traçabilité des interventions. Ces soins sont assurés par des infirmières libérales ainsi que dans le cadre d'une mutualisation de prestations avec le service infirmier de l'IME des Parons. Ces professionnels veillent à la mise à jour du dossier médical en coordination avec l'équipe éducative et les professionnels de santé. Ils assurent le suivi et l'administration des traitements médicamenteux, avec une traçabilité systématique et le respect du circuit du médicament. Les I.D.E assurent la surveillance quotidienne de l'état de santé des

bénéficiaires (observation, alertes, transmission). Ils effectuent la réalisation de soins préventifs ou curatifs, prescrits ou immédiats. Ils gèrent la pharmacie interne (contrôle des dates de péremption, stockage sécurisé, préparation des trousseaux d'urgence pour les sorties) et préparent des piluliers, en lien avec le pharmacien conventionné.

Toutes ces interventions sont réalisées selon les protocoles en vigueur en matière de soins, d'hygiène, de nutrition et de gestion de la douleur, dans une logique de coordination avec les autres professionnels.



(2.1.1.3) PRESTATIONS DES PSYCHOLOGUES



La personne présentant un trouble du développement intellectuel présente des limitations durables dans la compréhension, le raisonnement et la régulation de ses émotions, ce qui fragilise son équilibre psychique et sa capacité d'adaptation. Elle a donc besoin d'un accompagnement constant, d'un environnement prévisible et d'un suivi individualisé pour compenser ses fragilités cognitives et psychiques.

Le psychologue a pour mission de comprendre, évaluer et accompagner la vie psychique des bénéficiaires, en contribuant à leur bien-être et à leur adaptation. Son intervention repose sur une approche clinique et scientifique, prenant en compte l'histoire de vie, le développement, l'environnement et les interactions de la personne. Il s'appuie sur des cadres théoriques et méthodologiques spécifiques (psychopathologie, psychologie du développement, psychologie du vieillissement, analyse du comportement...), adaptés à chaque situation.



Le psychologue veille au respect de la dignité, de l'intimité, de la sécurité psychique, et participe au maintien ou au développement des potentialités de la personne. Son action va porter auprès des bénéficiaires, de leurs familles mais aussi auprès de l'institution.

Il réalise des évaluations psychologiques dans le cadre du projet personnalisé, selon les besoins (cognitifs, émotionnels, développementaux, sensoriels...). Il réalise des accompagnements individuels ou en groupe pour favoriser le bien-être, l'autonomie, l'expression émotionnelle et les capacités de participation sociale.

Le psychologue écoute et soutient ponctuellement les familles, en fonction des situations. Il organise des temps d'échange à la demande, pour partager les ressentis, soutenir la compréhension des difficultés ou construire des pistes d'accompagnement.

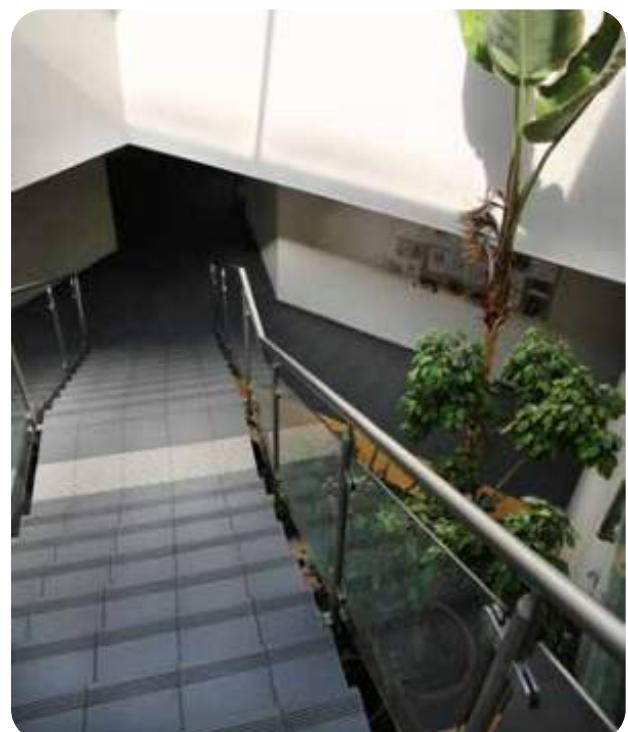
Il participe aux réunions d'équipe pour apporter un éclairage clinique et éthique sur les situations. Il contribue à une réflexion sur les pratiques et à la dynamique institutionnelle. Il travaille en lien avec les partenaires extérieurs si nécessaire (médecins, établissements de santé, associations...).

(2.1.1.4) PRESTATIONS DES PHARMACIENS ET DES PRÉPARATEURS EN PHARMACIE

Un partenariat est établi avec une pharmacie de proximité, permettant une organisation fiable et continue des soins.

Les actions réalisées dans ce cadre comprennent :

- La préparation et la livraison hebdomadaire des traitements sous forme de piluliers individualisés ;
- La fourniture de matériel médical en lien avec les besoins identifiés ;
- L'approvisionnement en consommables spécifiques (par exemple : eau gélifiée, soins cutanés) ;





■ (2.1.2) RÉÉDUCATION ET RÉADAPTATION FONCTIONNELLE

(2.1.2.1) PRESTATIONS DES AUXILIAIRES MÉDICAUX, DES INSTRUCTEURS EN LOCOMOTION ET AVÉJISTES

Les prestations paramédicales proposées à l'EANM s'inscrivent dans une démarche de rééducation et de réadaptation fonctionnelle visant à maintenir, développer ou restaurer les capacités des personnes accompagnées. Elles sont assurées par des professionnels libéraux, sur prescription médicale, en fonction des besoins identifiés dans le cadre du projet personnalisé.

■ PRESTATION D'ORTHOAPHONIE

Les interventions d'orthophonie sont assurées par une orthophoniste libérale, sur prescription médicale.

Elle intervient auprès des personnes accompagnées pour évaluer et prendre en charge les troubles de la communication, du langage oral et écrit, de l'articulation, de la voix, de la déglutition ou encore du raisonnement logique.

Un bilan initial permet d'identifier les capacités et les besoins, suivi, si nécessaire, d'un second bilan pour mesurer l'évolution.

L'orthophoniste accompagne également les personnes présentant des limitations de la communication verbale par des outils de communication alternative et/ou augmentée (CAA).

Elle collabore avec l'équipe éducative en partageant des conseils, des observations et des outils facilitant la continuité de l'accompagnement, y compris dans le lien avec la famille.

L'orthophoniste anime également un groupe de communication et d'éducation cognitive qui vise à développer les compétences de communication et les capacités cognitives des participants.

■ PRESTATION DE PSYCHOMOTRICITÉ

Les séances de psychomotricité, individuelles

ou en groupe, visent à soutenir les personnes dans leur développement corporel, émotionnel et relationnel.

Les psychomotriciens libéraux interviennent sur prescription médicale, en adaptant les séances aux besoins spécifiques de chacun. Les objectifs portent notamment sur l'autonomie motrice, la prévention des chutes, la régulation émotionnelle, l'intégration sensorielle et la conscience corporelle.

Ces interventions favorisent le bien-être global de la personne et participent à son équilibre psychocorporel.

■ PRESTATION DE KINÉSITHÉRAPIE

Les interventions de kinésithérapie sont assurées par des professionnels libéraux, sur prescription médicale.

Le kinésithérapeute évalue les fonctions motrices, sensorielles et fonctionnelles de la personne accompagnée, puis propose un programme de soins individualisé.

Ces interventions visent à maintenir ou améliorer la mobilité, prévenir les douleurs et troubles musculosquelettiques, renforcer l'équilibre et favoriser l'autonomie dans les déplacements.

En lien avec l'équipe pluridisciplinaire, le kinésithérapeute contribue à l'adaptation du projet personnalisé, dans une dynamique de complémentarité et de continuité des soins.

Ces prestations sont mobilisées lorsqu'une personne présente des besoins relevant de la rééducation fonctionnelle ou du maintien de ses capacités sensorielles, motrices, langagières ou cognitives.



ZONE DÉCOUPÉE



SOMMAIRE

Les prestations Indirectes DE L'ÉTABLISSEMENT

PILOTAGE ET FONCTION SUPPORTS.....	137
3.1.1 GESTION DES RESSOURCES HUMAINES.....	137
■ (3.1.1.1) Pilotage et direction	137
■ (3.1.1.2) Gestion des ressources humaines, de la gestion prévisionnelle des emplois et des compétences et du dialogue social.....	141
3.1.2 GESTION ADMINISTRATIVE, BUDGÉTAIRE, FINANCIÈRE ET COMPTABLE	149
■ (3.1.2.1) Gestion budgétaire, financière et comptable.....	149
■ (3.1.2.2) Gestion administrative.....	151
I) 3.1.3 INFORMATION ET COMMUNICATION.....	153
■ (3.1.3.1) Communication, statistiques, rapport annuel et documents collectifs 2002-2.....	153
■ (3.1.3.2) Gestion des données des personnes accueillies, système d'information, informatique, tic, archivage informatique des données, GED	156
• La protection des données à caractère personnel	156
II) LE SYSTÈME D'INFORMATION : UN VIRAGE NUMERIQUE	
POUR UN ACCOMPAGNEMENT PARTAGE	158
III) 3.1.4 QUALITÉ ET SÉCURITÉ	164
■ (3.1.4.1) Démarche d'amélioration continue de la qualité	164
• La démarche qualité	164
• Les composantes du Plan Bleu à l'Institut des Paroisses	168
■ (3.1.4.2) Analyse des pratiques, espaces ressource et soutien aux personnels	168
■ (3.1.4.3) Prestations de supervision.....	169
IV) 3.1.5 RELATIONS AVEC LE TERRITOIRE.....	170
■ (3.1.5.1) Coopération, conventions avec les acteurs spécialisés et du droit commun.....	170
• Partenariats Médico-sociaux et Sanitaires	171
• Partenariats Educatifs et Pédagogiques	171
• Partenariats Culturels et Loisirs	171
• Partenariats Associatifs et Humanitaires.....	172



■ (3.1.5.2) APPUI – RESSOURCES ET PARTENARIATS INSTITUTIONNELS	172
■ (3.1.6) transports liés à gerer, manager, coopérer	176
V) 3.2.1 LOCAUX ET AUTRES RESSOURCES POUR ACCUEILLIR.....	176
■ (3.2.1.1) Locaux et autres ressources pour héberger et accueillir le jour	176
■ (3.2.1.2) Locaux et autres ressources pour réaliser les prestations de soins, de maintien et de développement des capacités fonctionnelles	190
■ (3.2.1.3) Locaux et autres ressources pour gérer, manager, coopérer.....	191
■ (3.2.1.4) Hygiène, entretien, sécurité des locaux, espaces extérieurs	192
VI) 3.2.2 FOURNIR DES REPAS	193
VII) 3.2.3 ENTRETIEN DU LINGE.....	194
VIII) 3.2.4 TRANSPORTS LIÉS AU PROJET INDIVIDUEL.....	195
■ (3.2.4.1) Transports liés à accueillir	195
■ (3.2.4.2) Transports liés aux prestations de soins, de maintien et de développement des capacités fonctionnelles	196
■ (3.2.4.3) Transports liés à l'autonomie et à la participation sociale	197
3.2.5 TRANSPORTS DES BIENS ET MATÉRIELS LIÉS À LA RESTAURATION ET À L'ENTRETIEN DU LINGE	198



Pilotage ET FONCTION SUPPORTS

LES FONCTIONS GÉRER, MANAGER, COOPÉRER REGROUENT L'ENSEMBLE DES FONCTIONS RÉALISÉES AU NIVEAU DE LA DIRECTION DE L'ÉTABLISSEMENT.

3.1.1 GESTION DES RESSOURCES HUMAINES

Le directeur veille au bon fonctionnement des établissements et à la transformation de l'offre médico-sociale en impulsant les réformes nécessaires à la réussite de ce projet.

(3.1.1.1) PILOTAGE ET DIRECTION

Le Directeur Général est le garant du bon fonctionnement de l'ensemble des établissements et services sous sa responsabilité. Il assure la mise en œuvre des orientations stratégiques définies par l'association et veille à leur déclinaison opérationnelle au sein de chaque structure. Ses missions comprennent :

- Pilotage
- Management
- Sécurité
- Coopération avec les acteurs du territoire
- Communication interne et externe
- Contrôle de gestion
- Politique bientraitance et éthique institutionnelle





Pilotage	<ul style="list-style-type: none">■ Piloter la politique de l'association■ Responsable de l'élaboration des projets d'établissements■ Négociation avec les tutelles et les partenaires■ Arbitrer les actions de développement et de gestion
Management	<ul style="list-style-type: none">■ Impulser la politique de l'association■ Veille au respect des objectifs du projet d'établissement■ Garantir la politique managériale■ Représente l'employeur au CSE et dans la commission CSSCT
Sécurité	<ul style="list-style-type: none">■ Assurer les conditions de sécurité et d'hygiène des établissements■ Assurer l'établissement du respect des bonnes conditions de travail■ Assurer la continuité de la prise en charge en cas de crise■ Alerter les autorités en cas de dysfonctionnement■ Responsable de la bonne tenue du DUERP
Coopération avec les acteurs du territoire	<ul style="list-style-type: none">■ Représenter l'association auprès des partenaires■ Créer les synergies nécessaires au fonctionnement en réseaux
Communication interne et externe	<ul style="list-style-type: none">■ Assurer la communication interne et externe
Contrôle de Gestion et RAF	<ul style="list-style-type: none">■ Pilote le suivi comptable et budgétaire■ Responsable administratif et financier des établissements■ Gère l'ensemble du processus de tarification avec les tutelles.■ Rend compte du contrôle de gestion à l'association et aux tutelles.■ Plan d'investissement et recherche de CNR, subventions
Politique de bientraitance et éthique institutionnelle	<ul style="list-style-type: none">■ Garantit la politique de bientraitance menée au sein des établissements

Le directeur peut participer à l'ensemble des réunions de l'établissement. Le directeur ou les chefs de services pilotent des groupes de travail sur plusieurs thèmes (COPIL) tout au long de l'année.

Pour atteindre ces objectifs, elle s'est dotée de services assurant la qualité du fonctionnement des établissements.



LE CHEF DE SERVICE

Le chef de service assure l'organisation et le bon fonctionnement du service en garantissant le respect des réglementations, l'encadrement des équipes pluridisciplinaires, la gestion administrative, ainsi que le développement des partenariats, tout en veillant à la qualité de l'accompagnement des personnes accueillies et à la communication avec leurs familles.

Organisation générale	<ul style="list-style-type: none"> ■ Évaluer et mesurer l'impact des actions menées par le service. ■ Garantir le respect des droits et libertés des personnes accueillies. ■ Assurer une veille permanente et diffuser les informations relatives aux évolutions législatives, juridiques et réglementaires. ■ Contribuer à l'évaluation interne et gestion des risques de l'établissement en collaboration avec le responsable qualité. ■ Veiller au respect de la réglementation en vigueur. ■ Organiser un service minimum en cas de risque de rupture de la continuité du service (définition des besoins, encadrement, activités).
Encadrement d'équipe et gestion des ressources humaines	<ul style="list-style-type: none"> ■ A en charge le management de son équipe. ■ Encadrer et animer une équipe pluridisciplinaire. ■ Participer à l'élaboration, la mise en œuvre et au suivi des projets. ■ Animer les réunions d'équipe, de synthèses et de bilans. ■ Organiser et coordonner le travail de l'équipe (répartition des tâches, programmation des activités, gestion des plannings). ■ Assurer la coordination des interventions thérapeutiques, éducatives et pédagogiques. ■ Veiller au respect de la réglementation relative à la gestion du temps de travail. ■ Identifier les besoins en formation et favoriser la montée en compétences des équipes. ■ Participer au recrutement des équipes (définition des missions, rédaction des fiches de poste, pré-sélection pour les CDI). ■ Organiser l'accueil et l'encadrement des stagiaires. ■ Manager les équipes dans le respect des valeurs éthiques et associatives. ■ Préparer et transmettre les éléments de paie (heures complémentaires, absences, etc.).



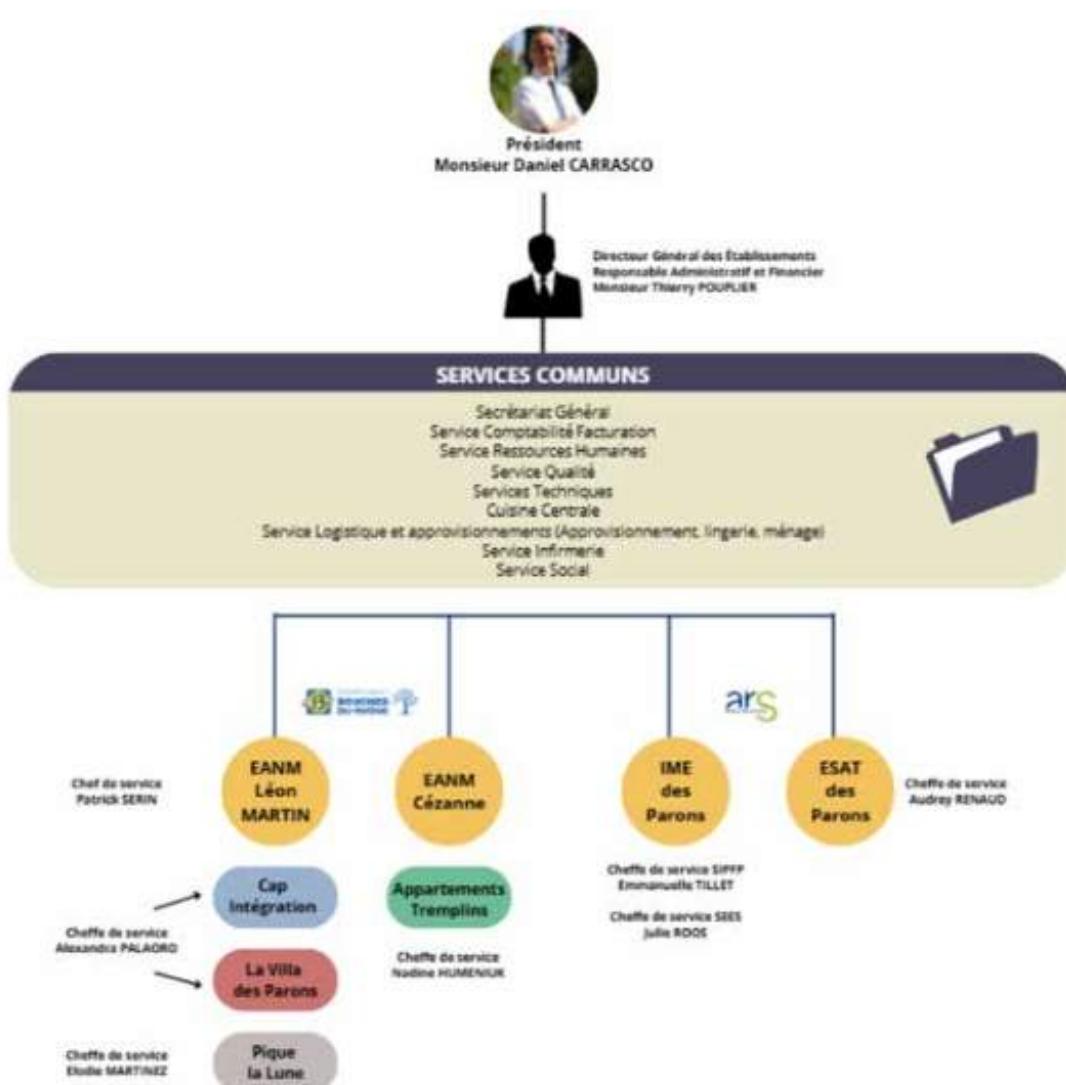
Gestion administrative	<ul style="list-style-type: none">■ Organiser et superviser les parcours d'admission et de sortie des résidents.■ Assurer le suivi administratif des dossiers des personnes accueillies.■ Veiller à l'ouverture et au maintien des droits des bénéficiaires.■ Superviser et valider les écrits professionnels (rapports, synthèses de suivi).■ Garantir le respect des règles d'hygiène et de sécurité.■ Contrôler la qualité des activités réalisées.
Partenariats et projets transversaux	<ul style="list-style-type: none">■ Développer les collaborations et partenariats au bénéfice des personnes accueillies et de l'organisation.■ Identifier et mobiliser les partenaires potentiels.■ Développer les réseaux et les actions partenariales.■ Représenter le service auprès des instances extérieures.
Relations et communication	<ul style="list-style-type: none">■ Informer les parents ou représentants légaux des modalités d'accueil et des évolutions du projet personnalisé.■ Veiller à un accueil de qualité des familles et traiter les éventuels dysfonctionnements.■ Prendre en compte les demandes des familles et leur proposer des solutions adaptées.■ Assurer la coordination et le suivi de la prise en charge des personnes accueillies.





(3.1.1.2) GESTION DES RESSOURCES HUMAINES, DE LA GESTION PRÉVISIONNELLE DES EMPLOIS ET DES COMPÉTENCES ET DU DIALOGUE SOCIAL

ORGANIGRAMME



L'Institut des Parons fonctionne sans siège social. Il s'appuie sur des services communs centralisés, dirigés par Monsieur POUPLIER et placés sous le contrôle du Conseil d'Administration de l'Association. Ces services assurent leurs prestations à l'ensemble des établissements relevant du Conseil Départemental 13 ainsi que de l'ARS PACA.



DIALOGUE SOCIAL



Le Comité Social et Economique (CSE) est mis en œuvre au sein de l’Institut des Parons. Il a pour mission d’assurer une expression collective des salariés permettant la prise en compte permanente de leurs intérêts dans les décisions relatives à la gestion et à l’évolution économique et financière de l’entreprise, à l’organisation du travail, à la formation professionnelle et aux techniques de production.

Le CSE est informé et consulté sur les questions intéressant l’organisation, la gestion et la marche générale de l’entreprise, notamment sur :

- Les mesures de nature à affecter le volume ou la structure des effectifs ;
- La modification de son organisation économique ou juridique ;
- Les conditions d’emploi, de travail, notamment la durée du travail, et la formation professionnelle ;
- L’introduction de nouvelles technologies, tout aménagement important modifiant les conditions de santé et de sécurité ou les conditions de travail ;
- Les mesures prises en vue de faciliter la mise, la remise ou le maintien au travail des accidentés du travail, des invalides de guerre, des invalides civils, des personnes atteintes de maladies chroniques évolutives et des travailleurs handicapés, notamment sur l’aménagement des postes de travail.



PRÉVENTION ET AMÉLIORATION DES CONDITIONS DE TRAVAIL

L'accord d'entreprise relatif au périmètre et aux modalités du fonctionnement du CSE signé le 4 février 2019 entre l'Association des Parons et la déléguée syndicale CGT, prévoit l'existence d'une commission CSSCT.

Crée par la réforme du Code du Travail, la CSSCT est un organe du Comité Social et Economique (CSE) se voyant confier tout ou partie des attributions jusqu'ici dévolues au CHSCT : «La Commission santé, sécurité et conditions de travail se voit confier par délégation du comité social et économique, tout ou en partie des attributions du comité relatives à la santé, à la sécurité et aux conditions de travail, à l'exception du recours à un expert et des attributions consultatives du comité» (article L 2315-38).

Cette commission a donc pour objectifs principaux, par délégation du CSE, de veiller à la protection de la sécurité et de la santé des salariés et de contribuer à améliorer leurs conditions de travail.

- Elle collecte les informations de terrain et en fait la synthèse pour le CSE.
- Elle «instruit» les dossiers techniques pour que le CSE puisse s'en emparer correctement.
- Elle peut préparer les délibérations du CSE, mais celles-ci seront votées en séance du CSE.
- Elle peut auditionner des cabinets d'expertise puis proposer un choix au CSE. Elle peut accompagner le travail des experts pendant leurs missions, mais le rapport devra être présenté au CSE. Toutes les questions relatives à la santé, sécurité et conditions de travail sont étudiées en réunion CSE. Les membres du CSE s'appuient sur les travaux de la commission et donnent lieu à un procès-verbal.
- La commission CSSCT est le lieu des débats spécialisés sur les questions de santé et de conditions de travail.

Le CSE n'a pas de pouvoirs décisionnels en matière de santé au travail, il n'est pas un lieu de prise de décisions, mais un lieu d'élaboration de décisions par la direction. Les représentants du personnel se doivent d'apporter des éléments factuels sur les dysfonctionnements constatés dans l'organisation du travail, ou des attentes des salariés sur les moyens et conditions de travail. Les membres disposent d'un crédit d'heures spécifiques de 30 heures par an (pour les trois) :

CSE (Comité Social et Economique) et CSSCT (Commission Santé Sécurité et Conditions de Travail)	<ul style="list-style-type: none"> ■ 10 Réunions / an CSE ■ 3 Réunions CSSCT / an ■ Temps de Délégation ■ NAO ■ Accords ■ DUERP à jour PAPRIACT ■ BDES à jour
--	--



PRESTATIONS EN MATIÈRE DE GESTION DES RESSOURCES HUMAINES

L'équipe ressources humaines gère de nombreux dispositifs.

La responsabilité sociale de l'Association se réfère bien sûr à des règles et à des principes, mais également au comportement éthique, transparent et responsable de tous et de chacun. L'intégration de la stratégie RSE en matière de Ressources humaines a ainsi pour objectif de créer, de préserver et de développer les emplois et le capital humain de l'Association. Ainsi la lutte contre les discriminations, le respect des droits humains, la santé et la sécurité des collaborateurs ainsi que la qualité de vie au travail, mettent en évidence que performance sociale et performance économique sont indissociables.

Gestion des salariés	<ul style="list-style-type: none">■ S'assurer de l'application du droit social et des dispositions conventionnelles, de l'application des accords collectifs en vigueur■ Recruter, embaucher le salarié, intégrer le salarié■ Gestion des CDD, dossiers, déclaration, contrats■ Suivi du salarié et des obligations légales■ Informer le salarié sur ses droits et faire valoir ces droits■ Arrêter ou suspendre le contrat du salarié■ Recruter les stagiaires et bénévoles■ Suivi du stagiaire et du bénévole■ GPEC■ Rapport annuel égalité Hommes/Femmes■ BDÉS
Paies et DSN	<ul style="list-style-type: none">■ Déclarer et renseigner sur le salarié auprès des organismes■ Ouverture et abondement des droits sociaux■ Élaborer la paie et les différentes indemnités.
Formation professionnelle	<ul style="list-style-type: none">■ Informer sur les droits et les dispositifs de formation■ Préparer et élaborer le plan de développement des compétences■ Mise en œuvre, suivi et remboursement des frais de formation■ Relations avec l'OPCO
Coordination avec les différents services ou instances	<ul style="list-style-type: none">■ Participer en lien avec la Direction aux négociations en lien avec le CSE et le CSSCT■ Élaborer les documents obligatoires (égalité femme/homme, tableau de bord RH...)■ Pointer avec le service comptabilité les comptes sociaux et le bilan comptable■ Établir les budgets prévisionnels et les comptes administratifs en lien avec le service comptabilité■ Gestion du personnel avec chaque service



Gestion budgétaire	<ul style="list-style-type: none"> ■ Réaliser le suivi budgétaire de la masse salariale établissement par établissement mensuellement ■ Réaliser des tableaux de bord d'aide à la décision ■ Mettre en place des indicateurs du suivi budgétaire ■ Élaborer les scénarios budgétaires dans le cadre des EPRD et ERRD ■ Contrôler la masse salariale. ■ Tableau des effectifs du personnel
Organiser la vie au travail	<ul style="list-style-type: none"> ■ Santé et bien-être, conciliation travail/vie privée ; ■ Risques professionnels, stress et risques psychosociaux ; ■ Mise à jour du DUERP ■ Communication interne, reconnaissance et motivation des salariés ; ■ Rémunération équitable (CCN66)
Travailleurs ESAT	<ul style="list-style-type: none"> ■ Déclarations spécifiques aux travailleurs en situation de handicap ■ Établissement des bulletins de paie





DIFFÉRENTES MISSIONS SONT CONFIÉES AU SERVICE RESSOURCES HUMAINES

EN PHASE DE RECRUTEMENT

- Centraliser les candidatures spontanées (fichier à disposition des Chefs de Service)
- Publier les annonces d'offres d'emploi suivant les besoins qui ont été définis avec le Chef de Service et la Direction (annonce interne, Pôle Emploi...)
- Planifier les entretiens avec la Direction pour validation de l'embauche (pour les contrats à durée indéterminée)

LORS DE L'EMBAUCHE D'UN SALARIÉ

- Réaliser les formalités d'embauche (accueil, déclaration d'embauche, remise du dossier et vérification des documents - diplômes, certificat de travail, casier judiciaire)
- Enregistrer les données dans le logiciel de paie,
- Établir le contrat de travail en application de la convention collective, remise des annexes : fiche de poste, planification de la visite médicale d'embauche, affiliation mutuelle
- Créer un espace de connexion individuel sur le logiciel Imago

LORS DU DÉPART DU SALARIÉ

- Mettre en œuvre la procédure applicable au type de départ (démission, rupture conventionnelle, licenciement, départ volontaire à la retraite ...) avec le cabinet juridique

■ Calculer et établir le solde de tout compte et les documents de sortie (calcul des indemnités de fin de contrat, de congés payés, rupture conventionnelle, licenciement)

■ Fermer l'espace de connexion individuel sur le logiciel Imago

AU QUOTIDIEN

■ S'assurer de l'application du droit social et des dispositions conventionnelles, de l'application des accords collectifs en vigueur

■ Être un support technique et conseiller les Chefs de Service (planning horaires, transferts, droit à congés ...)

■ Renseigner et traiter les demandes individuelles (exemple : demande d'acompte, courriers divers, droit sur les congés familiaux, formalités de départ volontaire à la retraite, affiliation des ayants droits à la mutuelle ...)

■ Conseiller les salariés sur les dispositifs « Action Sociale » dont ils peuvent bénéficier et leur transmettre les dossiers et coordonnées : demande de logement (Action Logement), action sociale des caisses de retraite et prévoyance, dispositif d'assistance de la garantie frais de santé

■ Effectuer le suivi des visites médicales périodiques et assurer la planification périodique

■ Établir les déclarations d'accident du travail

■ Suivre les arrêts de travail (maladie, accident du travail), le paiement des indemnités



DIFFÉRENTES MISSIONS SONT CONFIÉES AU SERVICE RESSOURCES HUMAINES (SUITE)

journalières, les dossiers prévoyance (maladie, accident du travail, déclaration de mise en invalidité).

- Assurer le suivi des congés et suspension du contrat de travail (maternité, paternité, congé libre choix, congé sabbatique ...)

- Assurer le suivi du paramétrage du logiciel de paie avec l'assistance technique

- Établir les bulletins de paie (saisie des éléments variables de paie, des absences, des congés ...), contrôler les données et valider avec la Direction les éléments

- Établir et vérifier les déclarations des charges sociales mensuelles et régularisation annuelle

- Effectuer le suivi des congés dans le cadre du périmètre défini par la Direction

- Assurer le suivi et la mise à jour du DUERP avec le logiciel Excel

- Assister la Direction lors des réunions et négociation avec les Instances Représentatives

- Mettre en place les élections professionnelles

- Transmettre sur demande les informations nécessaires aux opérations du Comité Economique et social (critères définis par le CSE)

DANS LE CADRE DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE

- Recenser les besoins en formation des professionnels (demandes individuelles), auprès des Chefs de Service.

- Établir le plan de formation (formations individuelles et collectives)

- Mettre en œuvre le plan de formation (planchification, inscription, convention et suivi)

- Gérer le plan de formation (demande de prise en charge, de remboursement,)

- Préparer les remboursements de frais de formation (repas, transport, hébergement) pour paiement par le service comptabilité

- Travail en collaboration avec le service comptabilité dans le cadre :

- Du pointage des comptes sociaux (charges sociales, formation ...)

- Du bilan comptable (expert-comptable, commissaire aux comptes ...)

- De l'établissement des budgets prévisionnels et des comptes administratifs (provisions, vérification des données, ...)

- Lien fonctionnel avec les organismes tels que l'URSSAF, prévoyance, mutuelle, médecine du travail, organisme collecteur des fonds de la formation professionnelle, organisme de formation

LES STAGIAIRES

- Centraliser les demandes de stage et mettre à jour les fichiers à disposition des Chefs de Service

- Établir les gratifications de stage



DIFFÉRENTES MISSIONS SONT CONFIÉES AU SERVICE RESSOURCES HUMAINES (FIN)

- Archiver les demandes de stage

LES BÉNÉVOLES

- Établir la convention de bénévolat (suivant ce qui a été défini avec le bénévole et le Chef de Service et la Direction)
- S'assurer de disposer du dossier complet (fiche de renseignements, assurance ...)

LE SERVICE RESSOURCES HUMAINES EST EN CHARGE DE :

- Saisir les éléments variables (absences, repas ...)
- Saisir les congés (fermeture de l'établissement)
- Établir les bulletins
- Suivre le paramétrage spécifique à la rémunération
- Établir les déclarations des charges sociales,
- Établir les déclarations spécifiques à l'ESAT (déclaration annuelle CAF pour le versement de l'AAH, déclarations mensuelles à l'ASP ...)
- Suivre les arrêts de travail (suivi des subrogations IJSS CPAM et prévoyance),
- Établir les déclarations accident du travail,
- Effectuer les demandes de visites médicales et planifier celles-ci en relation avec le Chef de Service (entrée, périodiques, consécutive aux arrêts de travail) en tenant compte des contraintes organisationnelles de service (travailleurs non véhiculés nécessitant un accom-

pagnement) et des propositions de la médecine du travail (jours et horaires proposés)

- Établir en lien avec le Chef de Service le déploiement organisationnel de la formation (choix des thèmes, dates, organismes choisis)
- Assurer le suivi et la mise à jour du DUERP avec le logiciel Excel
- Gérer le plan de formation (budget, demande de prise en charge, de remboursement)

RELATIONS :

- Le service ressources humaines travaille en lien étroit avec la Direction, l'Expert-Comptable, le Commissaire aux Comptes, le service comptabilité, mais également avec les personnels administratifs des établissements (Chefs de service et secrétaires).
- Le service ressources humaines exerce ses missions en collaboration avec : l'URSSAF, la DREETS la NEXEM, les conseillers juridiques en droit social, le service de santé au travail, les organismes de mutuelle et de prévoyance, l'organisme collecteur des fonds pour la formation professionnelle, les organismes de formation.

MOYENS INFORMATIQUES UTILISÉS :

- Logiciels : Pack Office Windows (Excel, Word)
- Progiciels : RH First, Paye First, OFFICEA (AM GED), Imago, Qualineo



3.1.2 GESTION ADMINISTRATIVE, BUDGÉTAIRE, FINANCIÈRE ET COMPTABLE

(3.1.2.1) GESTION BUDGÉTAIRE, FINANCIÈRE ET COMPTABLE

Le processus lié aux ressources financières et comptables est placé sous l'autorité du Responsable Administratif et financier. Ce service gère et pilote l'ensemble des questions financières (trésorerie, paiements, facturations, contrôle de conformité et méthodes) et administratives (travaux, assurances). Le service est chargé de l'organisation administrative des budgets prévisionnels, des comptes administratifs et de la consolidation des comptes annuels.

Chaque établissement et service fait l'objet d'une comptabilité séparée. L'organisation comptable part de l'établissement et la consolidation des comptabilités est faite à partir de cette base.

Gestion du bâti	<ul style="list-style-type: none"> ■ Plan d'investissement ■ Taxes et charges ■ Suivi des travaux ■ TVA / travaux ■ Suivre l'avancement des phases de travaux en lien avec les marchés qui ont été signés ■ Faire des appels d'offres, les comparer et faire des tableaux de bord d'aide à la décision ■ Gérer le bâti locatif et les baux ■ Gérer et suivre la gestion des assurances
Gestion budgétaire	<ul style="list-style-type: none"> ■ Veiller au respect des équilibres budgétaires ■ Elaborer les états de synthèses prévisionnels EPRD ■ Suivi budgétaire trimestriel pour l'ensemble des services et établissements ■ Suivi de l'activité mensuellement pour les établissements tarifés en prix de journée. ■ Etudier les coûts sur tous les postes de dépenses importantes en vue d'une recherche du meilleur rapport qualité/prix en lien avec le service économat. ■ Une étude des diverses prestations pour regrouper et/ou mutualiser à chaque fois que possible les moyens et/ou les dépenses. ■ Suivre les lignes des dépenses et des produits budgétaires établissement par établissement. ■ Etablir des tableaux de bord d'aide à la décision et d'alerte pour la direction et le responsable administratif et financier ■ Calculer et suivre les indicateurs budgétaires ■ Elaborer les plans concernant les investissements ■ Elaborer et contrôler, les EPRD et en faire une proposition au RAF ■ Elaborer et contrôler le budget de trésorerie établissement par établissement.



Gestion financière et comptable	<ul style="list-style-type: none">■ Réaliser toutes les tâches comptables obligatoires dans le respect des normes comptables et des principes comptables■ Réaliser l'ensemble des obligations comptables liées au CASF■ Facturation des bénéficiaires en lien avec les services■ Paiement des charges et salaires■ Gestion des comptes des résidents■ Enregistrements des achats et des produits sur l'ensemble des unités comptables avec contrôle.■ Suivre les comptes de tiers et traiter les instances.■ Analyser les contrats des gros fournisseurs et négocier avec les services des remises commerciales.■ Etablir l'annexe comptable en lien avec l'expert-comptable et le RAF■ Etablir la liasse fiscale de chaque établissement et la liasse consolidée.■ Elaboration de situations comptables■ Réalisation de la facturation des établissements■ Contrôle et vérification Comptabilité/RH■ Saisie des factures avec vérification des BC et BL■ Validation des factures par la Direction■ Règlement des factures■ Analyse et révision des comptes■ Rapprochements bancaires des établissements
Contrôle de gestion et au commissariat aux comptes	<ul style="list-style-type: none">■ Contrôle de gestion en lien avec le Commissaire aux comptes et l'expert-comptable■ Communiquer régulièrement avec le commissaire aux comptes concernant les événements marquants■ Apporter les explications et les documents concernant le questionnement du CAC.
Achats et économats	<ul style="list-style-type: none">■ Respecter les procédures comptables concernant le cycle des achats. (Devis, Bon de commande signée, Bon de livraison, facture validée par les personnes habilitées, tenue des stocks). Le RAF contrôle et valide le processus du devis à la facture avant le contrôle et le règlement de celle-ci par le trésorier de l'association.■ Gestion des stocks en lien avec le service économat■ Gestion des appels d'offres■ Analyse des contrats et renégociation régulière avec les fournisseurs des conditions et des remises.
Gestion Administrative	<ul style="list-style-type: none">■ Réaliser l'ensemble des tâches administratives■ Répondre à l'ensemble des enquêtes.■ BDES



ORGANISATION DU SERVICE :

■ Chaque personnel du service se voit confier un ou plusieurs dossiers comptables : Association, Commun, IME, ESAT et EANM Cézanne, EANM L. Martin, CAP Intégration, Pique la Lune et la Villa.

■ Le service est tenu de respecter un calendrier prévisionnel lié aux différentes échéances réglementaires (bilan, ERRD, EPRD, CPOM, Enquêtes).

RELATIONS :

■ Le service comptabilité travaille en lien étroit avec la Direction, l'Expert-Comptable, le Commissaire aux Comptes, le service RH, le service Economat et Logistique, mais également avec les personnels administratifs des établissements.

■ Le service comptabilité exerce ses missions en collaboration avec : les organismes de tutelle (ARS et CD13), les tuteurs et/ou les familles des bénéficiaires, les banques, la CPAM, les fournisseurs et les clients.

MOYENS UTILISÉS:

■ Logiciels : Pack Office Windows (Excel, Word)

■ Progiciels : Compta First, QuadraCompta, OFFICEA (AM GED), Imago, Qualineo.

■ Autres outils informatiques : GESCO et portail CHORUS PRO pour la facturation de nos prestations de services de l'ESAT avec les organismes publics.

(3.1.2.2) GESTION ADMINISTRATIVE

Le personnel administratif assure l'accueil et le suivi administratif du bénéficiaire et du service.

Accueil	<ul style="list-style-type: none"> ■ Accueil physique et téléphonique ■ Réception des appels et transfère vers un autre interlocuteur si nécessaire ■ Oriente les demandes
Suivi administratif	<ul style="list-style-type: none"> ■ Met en œuvre, suivi et mise à jour du dossier du bénéficiaire papier et numérique (Imago) ■ S'assure de l'actualisation des informations de chaque bénéficiaire (CPAM/Mutuelle/Protection juridique...) ■ Mise à jour des informations relatives aux transports des bénéficiaires (Imago) ■ Lien avec les partenaires (bénévoles, partenariat) ■ Gestion des caisses (rdv mensuel avec le service comptabilité) ■ Gestion des comptes argent de vie (lien avec le service comptabilité + tutelles) ■ Suivi des commandes ■ Organisation de manifestations + réservation de salles. ■ Déclaration et suivi des demandes d'intervention techniques ■ Suivi des demandes de stages de bénéficiaires de l'Institut ou extérieur



Vigilance	<ul style="list-style-type: none">■ Alerte sur les renouvellements CDAPH + constitution des dossiers avec les familles (suivi par assistante sociale ou à défaut par la secrétaire administrative) + envoi du dossier à la MDPH + suivi du dossier de renouvellement■ Alerte sur les renouvellements de prise en charge par l'aide sociale auprès du CD + constitution de la demande + envoi de la demande au CD + suivi de la demande■ Échéances du projet personnalisé et les changements de situation + mise à jour du logiciel Imago
Gestion des documents	<ul style="list-style-type: none">■ Assure la gestion électronique des documents (GED) liés au service dans Officéa (AM GED)■ Numérise les documents du dossier bénéficiaire dans Imago■ Mise en page, suivi et édition du projet personnalisé■ Élaboration des documents liés à l'organisation du service (notes, courriers, comptes-rendus, conventions de stage, contrats...)■ Utilise les documents /imprimés référencés dans la classification documentaire et Imago■ Gestion et traitement des notifications CDAPH (renouvellement + candidatures) sur le portail Santé Paca (Viatrajectoire) – par l'assistante sociale ou à défaut la secrétaire administrative■ Suivi des transports privés des bénéficiaires (taxis) concernant la facturation (jours de présence)
Classement Archivage	<ul style="list-style-type: none">■ Classe et archive les documents relatifs au dossier unique du bénéficiaire■ Classe et archive les documents relatifs au fonctionnement du service
Effectifs	<ul style="list-style-type: none">■ Assure le suivi des absences (Imago/Excel) en coordination avec le service comptabilité (facturation) et le service logistique (repas/transport).■ Met à jour les compteurs d'heures après validation des demandes de changement d'horaires des salariés et archive les demandes de congés sur le serveur partagé (archivage uniquement sur secteur adulte)■ Organisation des sorties éducatives (réservation de véhicules sur secteur adulte, transmission des demandes de pique-niques) ainsi que la planification des séjours éducatifs, en lien avec le service RH et le service comptabilité.



3.1.3 INFORMATION ET COMMUNICATION

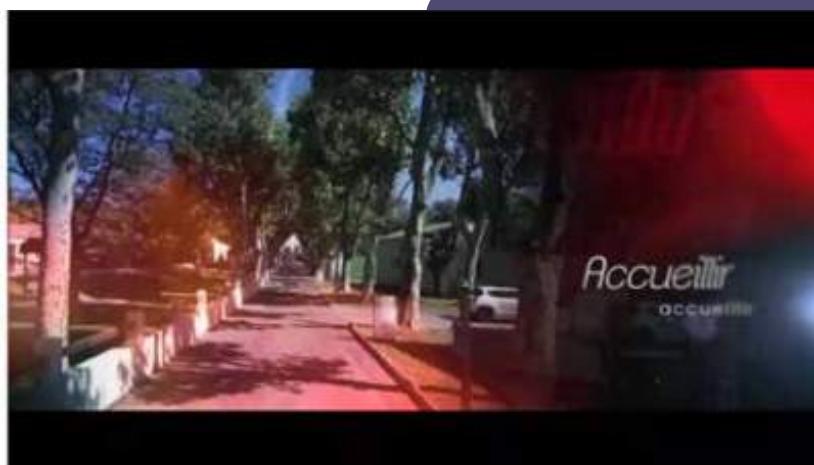
(3.1.3.1) COMMUNICATION, STATISTIQUES, RAPPORT ANNUEL ET DOCUMENTS COLLECTIFS 2002-2

COMMUNICATION INTERNE ET EXTERNE

La vie institutionnelle de l'Institut des Parons repose sur une coordination efficace, des régulations adaptées et une communication fluide. Pour atteindre ces objectifs, plusieurs supports sont mis en place.

Afin de favoriser les échanges entre les professionnels, l'établissement s'appuie sur divers outils numériques tels que l'intranet, la messagerie interne et un serveur numérique sécurisé. Ces plateformes permettent aux salariés d'accéder aux informations essentielles les concernant, notamment les procédures, les notes de service et diverses communications internes. Ce dispositif est complété par l'organisation régulière de réunions planifiées par le directeur et les chefs de service

Le site internet www.parons.org, administré par le Directeur Général de l'Institut des Parons, offre un accès aux informations relatives à l'Association et à ses établissements, notamment les projets d'établissement, les actualités, les comptes rendus du CVS et les menus quotidiens.



SCAN CE QR CODE

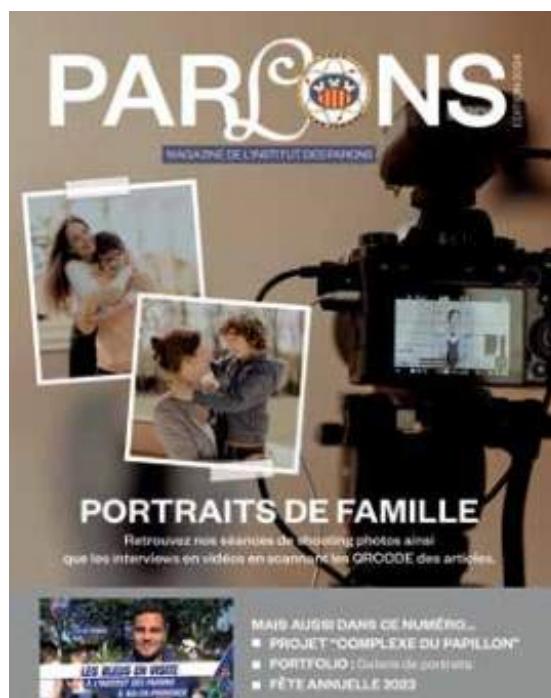
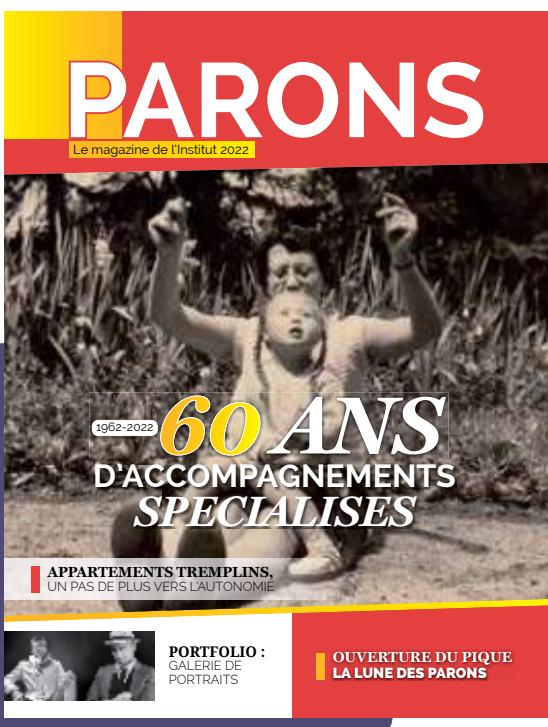
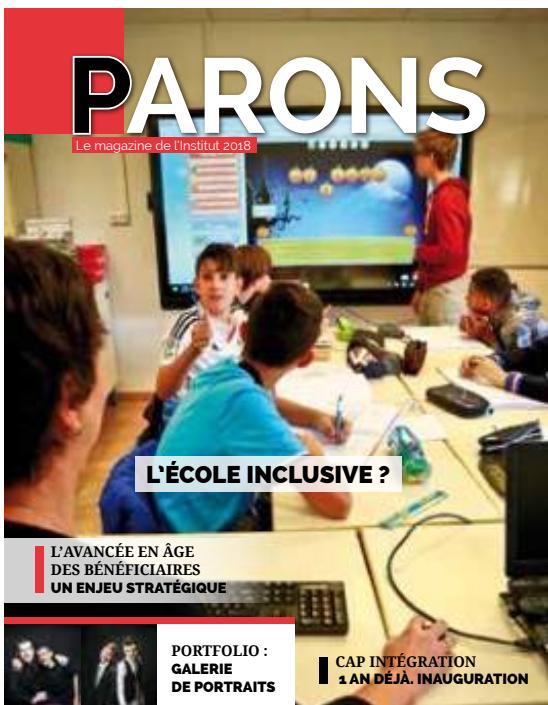
RETRouvez

LE SITE
INTERNET





Par ailleurs, l’Institut des Parons édite un magazine d’information, « LE MAG DES PARONS », qui met en lumière les projets associatifs et les activités menées dans chaque établissement et service. Les articles sont rédigés en interne par l’ensemble de la Direction et les équipes, tandis que la conception graphique et l’édition sont confiées à un prestataire externe. Cet outil contribue à valoriser les actions des professionnels et des bénéficiaires de l’Institut.





GESTION DES STATISTIQUES, CONCEPTION, ÉDITION ET DIFFUSION DES RAPPORTS ANNUELS

L’Institut dispose des ressources nécessaires pour répondre aux enquêtes menées par les organismes compétents (ARS, CD13, Éducation Nationale, INSEE, etc.).

D’autre part, les rapports annuels, tels que la Base de Données Économiques et Sociales (BDES) destinée au CSE ou le Document Unique d’Évaluation des Risques Professionnels (DUERP), sont élaborés sous la responsabilité du Directeur.

CONCEPTION, ÉDITION ET DIFFUSION DES DOCUMENTS COLLECTIFS DE LA LOI 2002-2

Les documents réglementaires issus de la loi 2002-2 (projet d’établissement, livret d’accueil, règlement de fonctionnement, etc.) sont élaborés et mis à jour en collaboration avec l’ensemble de la Direction, les élus du CVS, le personnel, les familles, les ATC. Cette révision intervient à chaque échéance réglementaire (tous les cinq ans pour les projets d’établissement) ou dès qu’une mise à jour est nécessaire (création d’un service, modification d’un article, évolution législative).

Seules la conception graphique et l’édition des projets d’établissement sont externalisées. Les autres documents (livret d’accueil, règlement de fonctionnement) sont réalisés en interne.





(3.1.3.2) GESTION DES DONNÉES DES PERSONNES ACCUEILLIES, SYSTÈME D'INFORMATION, INFORMATIQUE, TIC, ARCHIVAGE INFORMATIQUE DES DONNÉES, GED

Soucieux de répondre aux obligations réglementaires qui s'imposent, mais aussi convaincu que son avenir dépend de sa réactivité et de son dynamisme, l'établissement s'engage à définir et à mettre en œuvre une démarche d'amélioration continue de la sécurité et de la gestion des données à caractère personnel.

LA PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

Le règlement général sur la protection des données (RGPD), qui est entré en application le 25 mai 2018, impose une information concise, transparente, compréhensible et aisément accessible des personnes concernées. Cette obligation de transparence est définie aux articles 12, 13 et 14 du RGPD.

La création et le traitement des données personnelles (nom, adresse, numéros de téléphones, photo, courriel...) sont soumis à des obligations destinées à protéger la vie privée et les libertés individuelles.

Pour utiliser les données personnelles des personnes accueillies, nous leur transmettons un formulaire d'autorisation ainsi qu'une notice informative sur leurs droits. L'autorisation à l'utilisation des données personnelles dans le cadre de leur accompagnement est un préalable indispensable. En cas de refus, nous ne pourrons pas les accompagner.

POLITIQUE DE PROTECTION DES DONNÉES PERSONNELLES A L'INSTITUT DES PARCOURS

1. Vous nous transmettez des données à caractère personnel

Les données personnelles sont précieuses. Nous nous engageons à mettre en œuvre toute la sécurité nécessaire à leur recueil, traitement, accès et archivage.

2. Utilisation de vos données à caractère personnel

En tant qu'établissement médico-social, nous nous engageons à entretenir votre vie. Pour cela, nous avons besoin de vous connaître et de disposer d'informations personnelles vous prises en charge par des prestataires externes. Dans ce document, nous vous expliquons notre politique de confidentialité plus largement à caractère personnel.

3. Vos droits sur vos données à caractère personnel

Tous nos documents établissent l'effectivité de vos droits personnels de manière permanente. Nous disposons également droit à la portabilité de nos données et à la suppression de nos données lorsque nous n'en avons plus besoin dans un format structuré.

4. Informations générales

Tous nos documents établissent l'effectivité de vos droits personnels de manière permanente. Nous disposons également droit à la portabilité de nos données et à la suppression de nos données lorsque nous n'en avons plus besoin dans un format structuré.

Demandez un devis à notre établissement à la protection des données (d@institutdesparcours.ch) ou contactez-nous.

En nous écrivant à l'Institut des Parcours - L'efficacité du délégué de la protection des données M.P. 40000 - 1000 ZURICH PROVINCIAL CANTON SUISSE.



dpo Délégué à la protection des données

Un délégué à la protection des données (DPO) a été nommé à l'Institut des Parons afin de les aider au respect de leurs droits sur leurs données à caractère personnel et de mettre en œuvre les processus nécessaires à l'application de loi informatique et libertés.

Le DPO a en charge le contrôle du respect de la réglementation liée aux données à caractère personnel. Pour cela, il optimise les processus de traitement des données dans sa structure afin d'anticiper et de limiter les risques. Il élabore les supports pour instruire les documents réglementaires et réactualise ces documents. Il recueille des informations par une veille permanente interne et externe afin de :

- Les mettre à disposition et conseiller la Direction, pour une prise de décision éclairée,
- Relever et centraliser les dysfonctionnements afin d'enclencher les processus d'alerte internes et externes
- Garantir la traçabilité des différents processus afférents aux données personnelles
- S'assurer de l'effectivité des droits des personnes
- D'évaluer des risques afférents aux traitements des données dans tous les dispositifs de la structure
- De rendre compte des actions menées dans le rapport annuel DPO et faire des propositions d'actions.

La fonction de DPO est soumise à une déclaration auprès de la Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL).





LE SYSTÈME D'INFORMATION : UN VIRAGE NUMÉRIQUE POUR UN ACCOMPAGNEMENT PARTAGE

Dans le cadre de la réforme du système de santé « Ma santé 2022 », l'objectif est la transformation de nos modalités d'accompagnement qui ne pourra avoir lieu sans un développement massif et cohérent du numérique. Le numérique n'est pas une fin en soi. C'est un moyen pour mieux coordonner les professionnels, pour développer des innovations, pour repositionner le citoyen au cœur du système de santé, bref pour être mieux accompagné.

Dans cette optique, l'Institut des Parcs investit depuis de nombreuses années pour moderniser son réseau filaire par le déploiement de la fibre optique reliant tous les établissements et par la configuration d'un système d'information performant et sécurisé.

Ainsi, nous répondons aux besoins informatiques des professionnels et des usagers, à l'interopérabilité de notre système avec nos partenaires et à la sécurité des données à caractère personnel qui nous sont confiées. Le pilotage par les données corrélé au travail social est un levier stratégique de développement.



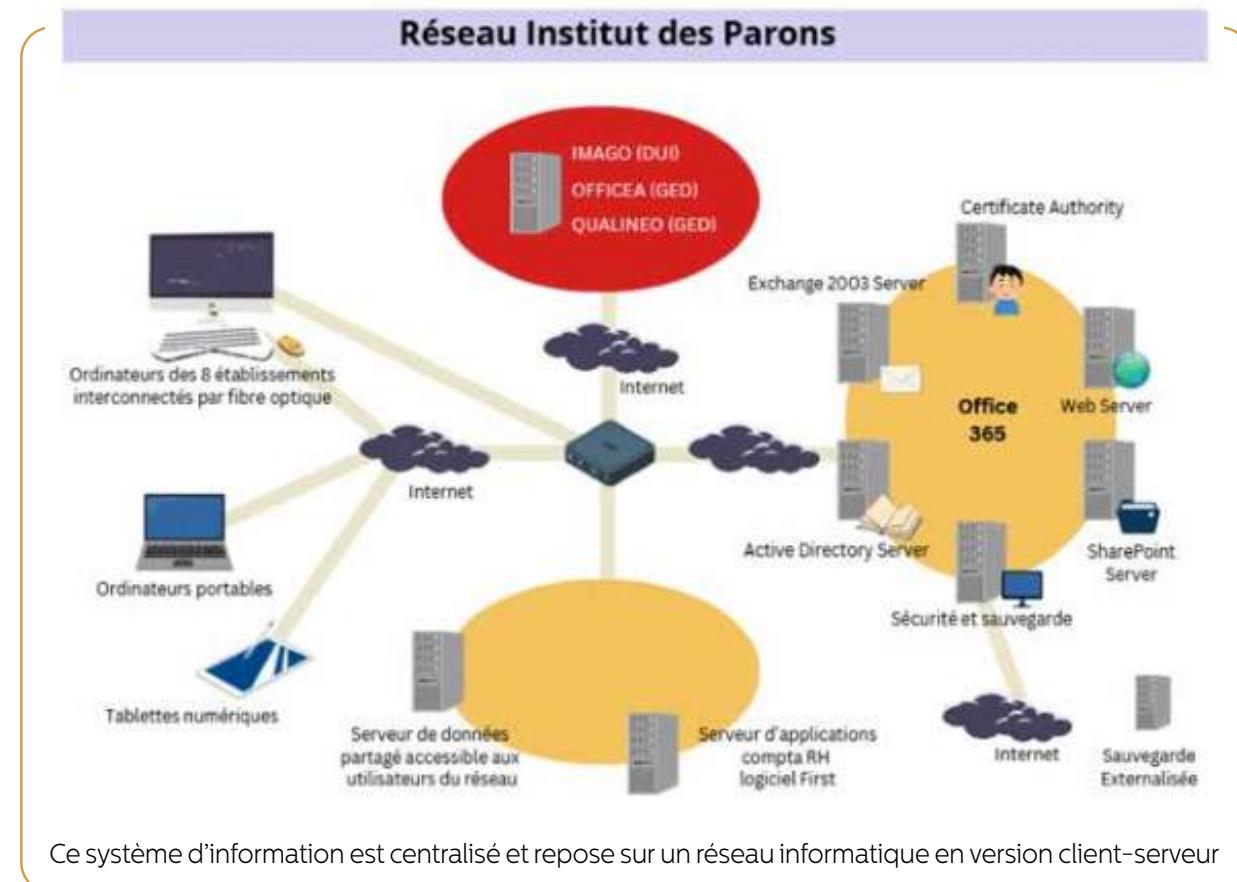


LE SYSTÈME INFORMATIQUE DE L'INSTITUT DES PARONS

Dans le cadre des recommandations de l'ANAP, la configuration de notre système d'information répond à l'ensemble des fonctions préconisées pour le fonctionnement d'un ESMS. L'interactivité générée à travers les différentes applications optimise la qualité de l'accompagnement et la circulation de l'information.



Pour assurer la performance et la sécurité de notre système d'information et une utilisation optimale par nos professionnels, l'architecture du réseau a été configurée de la manière suivante :



Ce système d'information est centralisé et repose sur un réseau informatique en version client-serveur

OFFICEA : LOGICIEL DE GED

Officea AM GED est un logiciel qui simplifie la gestion du courrier entrant et sortant. Son utilisation est spécifiquement orientée vers le suivi et l'archivage des échanges. Chaque courrier, qu'il soit reçu ou expédié, est enregistré dans le logiciel, ce qui garantit une traçabilité rigoureuse, une centralisation efficace des informations et un accès facilité aux documents. Cette démarche participe à une organisation administrative plus fluide, permet un gain de temps pour les agents et renforce la sécurité des échanges.



« IMAGO DU », LE DOSSIER UNIQUE INFORMATISÉ DE L'USAGER À L'INSTITUT DES PARONS

Dans le cadre de son engagement en faveur d'une gestion efficace et sécurisée des données des personnes accompagnées, l'Institut des Parons utilise IMAGO DU, un Dossier Unique Informatisé (DUI). Cet outil centralise l'ensemble des informations administratives, socio-éducatives, médicales et logistiques relatives aux bénéficiaires, garantissant un suivi structuré et sécurisé tout au long de leur parcours.

Un outil intégré au cœur du système d'information

Depuis 2024, l'Institut des Parons a déployé le DUI IMAGO, fourni par Evolucare, afin d'assurer une gestion efficace des données et de structurer le partage d'informations entre les équipes pluridisciplinaires.

Son hébergement sécurisé répond aux normes en vigueur et a fait l'objet des déclarations nécessaires auprès de la CNIL.

Accessible depuis un navigateur web sécurisé, l'interface IMAGO permet aux professionnels d'accéder aux dossiers en fonction de leurs droits d'accès personnalisés (administratif, médical, éducatif, intervenants externes...). Les équipes alimentent quotidiennement la base de données avec des observations et des alertes, garantissant ainsi un suivi en temps réel des bénéficiaires.



Logiciel Imago DU



Une gestion des données conforme aux exigences réglementaires

L'usage du DUI IMAGO répond aux principes fondamentaux du traitement des données des usagers :

- Respect des droits des bénéficiaires : protection des données personnelles, droit d'accès aux informations et confidentialité.
- Sécurisation et partage encadré des informations : diffusion des données pertinentes entre professionnels habilités, dans le respect du secret professionnel et des obligations réglementaires.
- Amélioration continue des pratiques : optimisation du suivi des bénéficiaires pour une meilleure qualité d'accompagnement et une coordination renforcée entre les intervenants.

Un levier pour la coordination et la transparence

IMAGO constitue un véritable espace de connaissance partagée, facilitant la communication entre les différents acteurs de l'accompagnement. Il optimise la transmission des informations essentielles, renforçant ainsi la cohérence des interventions et la sécurité des personnes accueillies.

De plus, un accès dédié aux bénéficiaires et à leurs familles permet de consulter certaines informations du dossier, selon des modalités sécurisées et adaptées :

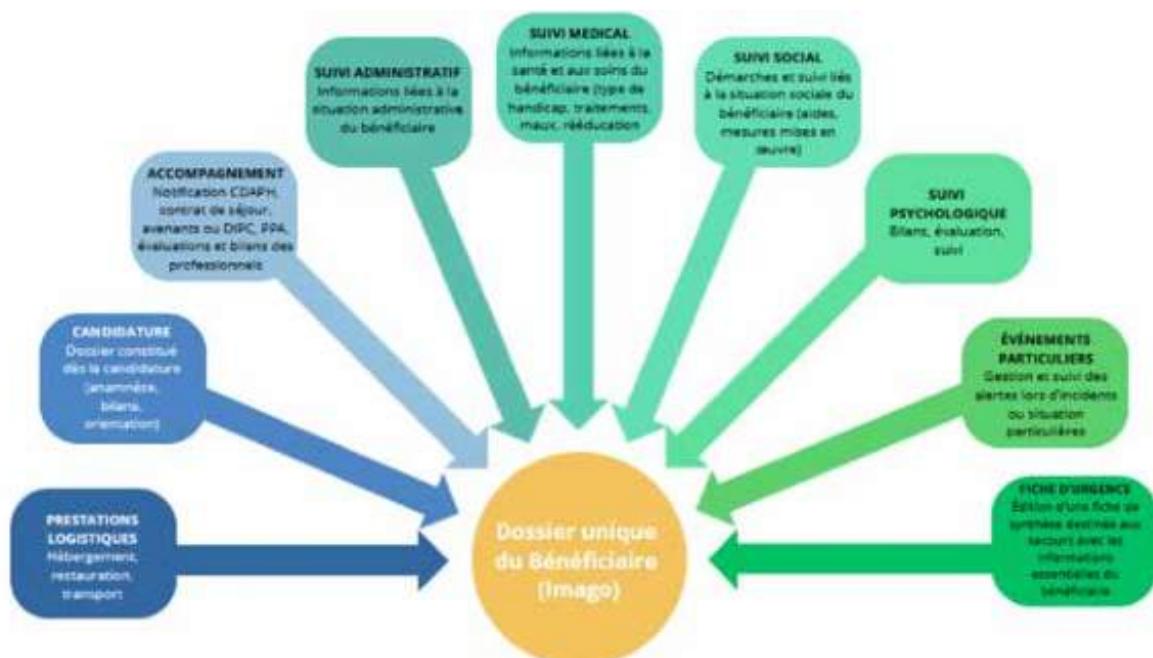
Chaque usager dispose de son identifiant personnel pour accéder à son dossier en ligne.

Les représentants légaux des mineurs bénéficient d'un accès spécifique.

Pour les usagers majeurs, l'accès des familles est soumis à leur consentement préalable, garantissant ainsi le respect de leur autonomie et de leur vie privée.

Un outil évolutif et adapté aux exigences institutionnelles

Grâce à son architecture modulable, IMAGO s'adapte en permanence aux besoins des équipes et aux évolutions réglementaires. Il permet également de produire des données statistiques fiables, facilitant la réponse aux demandes des autorités de tutelle.



IMAGO s'inscrit ainsi pleinement dans la démarche de modernisation et d'optimisation du système d'information de l'Institut des Parcs, en garantissant une gestion efficace, fluide et sécurisée des données des personnes accompagnées.



LA GESTION ELECTRONIQUE

DES DOCUMENTS POUR
UNE TRAÇABILITÉ OPTIMALE

The screenshot shows the Qualineo software interface. At the top, there's a navigation bar with the Qualineo logo and a search bar. Below it, a main menu includes "Accueil", "Gestion documentaire", "Documents", "Archives", "Demande d'approbation", and "Autre". The "Documents" section is active, displaying a list of documents with columns for "Titre" and "Statut". A "Ajouter un document" button is visible at the bottom right of the list area.

Depuis 2024, la gestion documentaire est assurée par le logiciel Qualineo, qui centralise l'ensemble des documents et facilite leur gestion.

Ce système permet l'acquisition (ex. : numérisation de documents papier), l'indexation, le classement, le stockage, l'accès (navigation et recherche) et la diffusion des documents. Qualineo contribue ainsi aux processus de collaboration, de capitalisation et d'échange d'informations, tout en assurant la gestion du cycle de vie des documents, de leur création à leur archivage, en passant par la revue, l'approbation électronique et la gestion des différentes versions.

La GED via Qualinéo présente de nombreux avantages :

- Traçabilité et archivage numérique sécurisé,
- Recherche facilitée grâce à la reconnaissance optique de caractères (ROC) permettant une recherche par mots-clés, chiffres ou dates,
- Consultation simultanée par plusieurs utilisateurs,
- Gain de temps grâce à un classement unique et structuré,
- Réduction des coûts d'impression et de consommation de papier



3.1.4 QUALITÉ ET SÉCURITÉ

(3.1.4.1) DÉMARCHE D'AMÉLIORATION CONTINUE DE LA QUALITÉ

LA DÉMARCHE QUALITÉ

Conformément à l'article L.312-8 du Code de l’Action Sociale et des Familles et en s’appuyant sur les recommandations de bonnes pratiques émises régulièrement par la HAS (Haute Autorité de Santé), l’établissement s’engage à la mise en œuvre effective d’un processus d’amélioration continue de la qualité de ses prestations.

La loi du 2 janvier 2002 a instauré une dynamique d’amélioration continue de la qualité dans les établissements et services médico-sociaux. Cette démarche vise à garantir la qualité de l’accompagnement, la satisfaction des bénéficiaires et la performance globale de nos structures.

Depuis 2022, un nouveau référentiel d’évaluation a été mis en place, publié par la Haute Autorité de Santé (HAS). Ce référentiel soutient la démarche d’amélioration continue de la qualité en permettant aux établissements de réaliser une auto-évaluation et d’identifier les actions à mettre en place pour améliorer leurs services.

Les principales évolutions :

- Un référentiel commun pour tous les établissements et services médico-sociaux, avec des critères adaptés.
- L’auto-évaluation, encouragée par la HAS, qui permet de suivre les progrès et d’améliorer la qualité.
- Une évaluation externe tous les 5 ans, réalisée par un organisme indépendant, habilité et accrédité par la HAS.
- L’élaboration de plans d’actions pour améliorer les pratiques et la qualité des accompagnements.»

L’établissement s’inscrit pleinement dans cette dynamique afin de garantir un accompagnement de qualité, respectueux des droits et besoins des bénéficiaires.

La gestion de la qualité couvre différents champs visant l’efficience et la qualité du travail :



Gestion de la qualité	<ul style="list-style-type: none"> ■ Développer une culture qualité notamment par l'intermédiaire de recommandations de bonnes pratiques professionnelles de l'HAS. ■ Elaborer les projets d'établissement en lien avec la Direction et les services ■ Elaborer et mettre en œuvre le plan d'actions qualité en lien avec la Direction et les services ■ Mettre en œuvre la nomenclature SERAFIN-PH dans les pratiques des établissements ■ Améliorer la communication interne et externe
Effectivité des droits	<ul style="list-style-type: none"> ■ Transcrire les droits des bénéficiaires et de leurs ayants droit ■ Elaborer et diffuser les outils issus de la législation ■ Suivre la satisfaction des usagers à l'aide des enquêtes de satisfaction ; des réclamations
Optimisation de l'organisation et des procédures internes	<ul style="list-style-type: none"> ■ Elaborer les documents nécessaires au fonctionnement et à l'organisation des établissements ■ Mettre en œuvre la traçabilité de la démarche ■ Formaliser les procédures ■ Identifier, évaluer et prévenir les risques ■ Assurer le suivi des dysfonctionnements et
Evaluations externes	<ul style="list-style-type: none"> ■ Mettre en œuvre l'évaluation externe





Les prestations indirectes

**SERAFIN
PH**

Services et Établissements :
Réforme pour une Adéquation
des Financements aux besoins
des Personnes Handicapées

Qu'est-ce que la réforme SERAFIN-PH ?

La réforme SERAFIN-PH concerne les établissements et les services pour les personnes handicapées en France.

L'argent va être donné autrement aux établissements et aux services.



Ce document est écrit en facile à lire et à comprendre.
Le facile à lire et à comprendre est une méthode qui rend les informations accessibles à tous.

Ce document a été réalisé avec Elisabeth Bachelot,
Donatienne Cyr-Lorrain, Salomé Herszberg,
Louis Jurine, Béatrice Picard et Béatrice Santarelli.



Suite de la liste des exemples des accompagnements

Accompagnement pour le logement :

- Trouver un logement adapté à ses besoins et vivre dans ce logement.
- Entretenir le logement.



Accompagnement pour l'éducation, la formation et le travail :

- Accompagnement pour mener sa vie d'élève
- Préparer sa vie professionnelle
- Mener sa vie professionnelle.



Accompagnement pour vivre sa vie :

- Vivre sa vie familiale
Par exemple être parent.
- Vivre sa vie affective et sexuelle.



Accompagnement pour représenter les autres :

- Être un élus
Par exemple dans une association ou dans une mairie.
- Représenter et aider d'autres personnes handicapées.



Les personnes handicapées peuvent bénéficier d'accompagnements.

Voici des exemples de la liste des accompagnements.

Accompagnement pour la santé :

- Recevoir des soins médicaux
- Recevoir des soins infirmiers
- Recevoir une aide psychologique
- Avoir de la rééducation.



Accompagnement pour réfléchir et construire son projet personnalisé



Accompagnement à l'autonomie :

- Dans la vie de tous les jours
Par exemple pour se laver ou s'habiller.
- Pour la communication
Par exemple permettre à une personne d'apprendre la langue des signes.
- Pour prendre des décisions adaptées pour sa sécurité
Par exemple savoir faire attention quand on va sur internet.



Accompagnement pour développer sa vie sociale :

- Gérer les liens avec les proches et les voisins
- Participer aux activités sociales et aux activités de loisir
- Développer son autonomie dans les déplacements.



Accompagnement pour savoir se débrouiller seul :

- Demander une aide, par exemple l'AAH
- Savoir utiliser son argent
- Être informé et conseillé sur les mesures de protection des adultes
Par exemple la tutelle ou la curatelle.



Accompagnement pour exercer ses droits et ses libertés :

- Par exemple voter ou pouvoir pratiquer sa religion
- Par exemple savoir protéger son intimité et l'intimité des autres
Par exemple savoir frapper avant d'entrer dans la chambre d'un résident.





LA GESTION DES RISQUES



Conformément à la législation en vigueur, l’Institut des Parons met en œuvre tous les protocoles destinés à assurer la sécurité des bénéficiaires, des salariés et du public accueilli.

La gestion des risques vise à anticiper, identifier, analyser et traiter les risques afin de minimiser les événements indésirables, qui peuvent entraîner des conséquences graves pour les personnes accueillies. Cette gestion implique plusieurs étapes, avec un focus particulier sur le signalement des événements indésirables.

Les événements indésirables, qu’ils soient liés à la santé des usagers, à des comportements problématiques, à des maltraitances, à des accidents ou des incidents, sont systématiquement signalés.

Le signalement est généralement fait par le professionnel directement témoin de l’événement via le logiciel interne Qualineo.

Après analyse de ces signalements, des actions correctives et préventives sont mises en place.

La gestion des risques à l’institut des parons repose sur un système structuré de prévention, de signalement, d’analyse, d’action corrective et de suivi. Cela permet de garantir un environnement sûr et de qualité pour les usagers tout en améliorant continuellement les pratiques professionnelles.

LE DOCUMENT UNIQUE D’EVALUATION DES RISQUES (DUERP)

Le DUERP est un document qui recense les risques professionnels auxquels peuvent être exposés les collaborateurs. Il a pour objectif de préserver la santé et la sécurité des salariés en identifiant et en évaluant les risques liés à leur travail.

Le DUERP est mis à jour régulièrement (au moins une fois par an ou à chaque fois qu’un changement important intervient dans l’entreprise). Ce document est mis à disposition des salariés du CSSCT, de l’Inspection du travail, de la CARSAT et du Service de Santé au travail.



Il comporte :

- L’identification des risques présents dans l’entreprise (physiques, ergonomiques, psychosociaux, etc.).
- L’évaluation de leur gravité de leur fréquence et de leur niveau de maîtrise.
- Des mesures de prévention ou de protection mises en place pour limiter ces risques.

A l’issue de l’évaluation des risques, un plan d’action est élaboré afin de réduire ou d’éliminer les risques identifiés.



LE PLAN BLEU

Le Plan Bleu est un dispositif obligatoire pour les établissements médico-sociaux, visant à assurer une réponse rapide et coordonnée en cas de situations exceptionnelles, telles que des crises sanitaires ou climatiques.

Le Plan Bleu est activé par le Directeur Général de l'établissement en cas de crise interne ou sur instruction du Préfet de département, notamment lors du déclenchement de dispositifs d'alerte et d'urgence.

Les composantes du Plan Bleu à l'Institut des Parons :

- Désignation d'un référent en situation de crise, assuré par le Directeur Général des Établissements.
- Mise en place d'une convention avec un établissement de santé de proximité, définissant :
 - Les modalités de coopération,
 - Les échanges de bonnes pratiques pour prévenir les hospitalisations,
 - Les règles encadrant les transferts vers un milieu hospitalier lorsque cela est nécessaire.
- Recommandations de bonnes pratiques préventives à destination du personnel en cas de crise sanitaire (canicule, pandémie, etc.).
- Protocole d'organisation interne, précisant les mesures à appliquer en cas de déclenchement d'un plan d'alerte et d'urgence.

Mise en œuvre du Plan Bleu

Le Plan Bleu repose sur une cellule de crise, dont les missions principales sont :

- Évaluer la gravité de la situation et ses impacts,
- Analyser les besoins de l'établissement en fonction des moyens disponibles,
- Déployer les actions nécessaires pour répondre à la crise,
- Assurer un retour d'expérience (RETEX) une fois la crise terminée, afin d'améliorer les procédures futures.

Pour garantir une gestion efficace, la cellule de crise est en contact avec les responsables de tous les services. Par ailleurs, chaque établissement ou fonction centrale dispose de fiches de consignes opérationnelles adaptées aux différents scénarios de crise.

(3.1.4.2) ANALYSE DES PRATIQUES, ESPACES RESSOURCE ET SOUTIEN AUX PERSONNELS

L'ensemble des établissements et services de l'Institut des Parons bénéficie de séances régulières d'Analyse des Pratiques Professionnelles (APP), menées par des psychologues extérieurs spécialisés. Ces séances, organisées sous forme de réunions, constituent un espace d'échange et de réflexion où les professionnels peuvent partager leurs expériences, analyser les situations complexes rencontrées dans leur travail et enrichir leurs pratiques.



Ces temps dédiés permettent :

- Un partage d'expériences entre pairs afin d'identifier collectivement des solutions adaptées,
- Une prise de recul sur les pratiques professionnelles, favorisant un travail de réflexion et d'amélioration continue,
- Un renforcement des compétences par l'intégration de nouvelles approches et perspectives.

En complément, un dispositif de soutien psychologique peut être mis en place pour les salariés confrontés à des situations traumatisantes, telles qu'une agression physique ou un événement impactant survenu dans l'exercice de leurs fonctions. Ce dispositif vise à prévenir les risques psychosociaux, à soutenir les équipes et à leur offrir un accompagnement adapté pour mieux gérer l'impact émotionnel de ces situations.

(3.1.4.3) PRESTATIONS DE SUPERVISION

Dans le cadre de l'amélioration continue des pratiques professionnelles et du soutien aux équipes, l'établissement peut mettre en place des prestations de supervision destinées à accompagner les professionnels dans l'exercice de leurs missions.

À l'Institut des Parons, la supervision est assurée par des intervenants extérieurs spécialisés, formés aux spécificités du secteur médico-social et à l'accompagnement des personnes en situation de handicap. **Elle se déroule sous différentes formes :**

- Séances individuelles pour les professionnels confrontés à des situations spécifiques nécessitant un accompagnement ciblé,
- Séances collectives par équipe, permettant une réflexion commune sur les pratiques et la dynamique de travail,
- Études de cas et mises en situation, pour favoriser l'apprentissage et l'ajustement des postures professionnelles.

Contrairement à l'analyse des pratiques professionnelles qui vise à permettre un échange entre pairs sur les problématiques rencontrées, la supervision est un accompagnement encadré par un expert. Elle vise à soutenir la montée en compétences des professionnels et à offrir des outils concrets pour améliorer leur pratique au quotidien.

Les prestations de supervision permettent aux équipes de :

- Mieux gérer des situations complexes, notamment les interactions avec les bénéficiaires et leurs familles
- Renforcer leurs compétences en s'appuyant sur des méthodologies adaptées,
- Développer une posture professionnelle ajustée, alignée avec les valeurs et les exigences du secteur médico-social
- Favoriser le bien-être au travail, en évitant l'isolement professionnel et en valorisant l'entraide.



3.1.5 RELATIONS AVEC LE TERRITOIRE

Fort de plus de 60 ans d'ancrage dans le secteur associatif et médico-social, l’Institut des Parons joue un rôle actif dans le développement de partenariats stratégiques avec les acteurs du territoire.

Son engagement se traduit par :

- Des collaborations avec les structures locales (établissements médico-sociaux, associations, entreprises, collectivités) afin de favoriser l'inclusion et l'accès aux services adaptés,
- Des conventions avec les institutions et organismes de référence (Conseil Départemental, ARS PACA, Éducation Nationale, hôpitaux, etc.), garantissant une coordination efficace des prises en charge,
- Une implication dans les réseaux et projets territoriaux, contribuant à une approche globale et concertée de l'accompagnement des bénéficiaires.

En renforçant ces synergies territoriales, l’Institut des Parons veille à proposer des parcours fluides, inclusifs et adaptés, répondant aux besoins spécifiques de chaque personne accompagnée.

(3.1.5.1) COOPÉRATION, CONVENTIONS AVEC LES ACTEURS SPÉCIALISÉS ET DU DROIT COMMUN

L’Institut des Parons, à travers ses huit établissements, s’engage activement dans une dynamique de coopération locale avec les acteurs institutionnels des secteurs médico-social, social et sanitaire. Son objectif est de garantir un accueil inclusif et un accompagnement adapté aux personnes en situation de handicap, y compris celles présentant des besoins multiples ou spécifiques.

Afin de proposer des réponses personnalisées et évolutives, l’Institut des Parons :

- Développe des conventions et partenariats avec les structures spécialisées et les dispositifs de droit commun,
- Met en place des solutions innovantes pour les personnes en situation de rupture de parcours ou exclues des dispositifs traditionnels (ex. : accueil temporaire, accompagnement modulable),
- Adapte ses projets d’établissement et ses prestations pour assurer une réponse plurivalente, en fonction des besoins spécifiques des bénéficiaires,
- Veille à proposer des solutions d’accompagnement à toutes les étapes de la vie, en milieu ordinaire ou en établissement, pour favoriser l’insertion sociale, scolaire et professionnelle.

Conscient des enjeux liés aux âges charnières et aux transitions de parcours, l’Institut des Parons privilégie une approche collaborative fondée sur :

- Le travail en réseau avec l’ensemble des partenaires (associations, structures de soins, dispositifs d’insertion, etc.),
- La mutualisation des ressources et des compétences,
- Une coopération renforcée entre les secteurs social, médico-social et sanitaire, pour assurer une prise en charge adaptée et coordonnée.



PARTENARIATS MÉDICO-SOCIAUX ET SANITAIRES

- GCSMS avec l'IME Le Colombier et l'Hôpital Montperrin : Mutualisation des compétences et des ressources pour améliorer la prise en charge des enfants et adultes en situation de handicap.
- Convention avec l'Hôpital d'Aix-en-Provence : Accès aux soins spécialisés et continuité des parcours de santé pour les bénéficiaires.
- Convention avec l'HAD Clara Schumann : Prise en charge à domicile pour assurer une continuité des soins pour les personnes nécessitant un suivi médical particulier.
- Convention avec 2 médecins généralistes d'Aix-en-Provence : Consultations régulières et suivi médical des bénéficiaires directement au sein des établissements.
- Contacts réguliers avec les EHPAD locaux : Facilitation de l'orientation et de la transition des bénéficiaires vers des structures adaptées au vieillissement.
- Collaboration avec le CAMPS d'Aix-en-Provence : Dépistage, suivi et accompagnement des jeunes enfants présentant des troubles du développement.
- Partenariat avec l'Hôpital de Jour d'Aix-en-Provence et l'Hôpital Montperrin : Suivi psychiatrique et accompagnement des bénéficiaires ayant des troubles psychiques associés.

PARTENARIATS ÉDUCATIFS ET PÉDAGOGIQUES

- Convention avec l'Éducation Nationale (5 professeurs des écoles intégrés dans l'établissement) : Accès à l'éducation spécialisée et adaptée aux besoins des enfants en situation de handicap.

Partenariat avec le Collège Campra : Inclusion scolaire et accompagnement des jeunes dans leur parcours éducatif.

- Collaboration avec l'Institut de Formation en Soins Infirmiers d'Aix-en-Provence : Accueil de stagiaires et formation à l'accompagnement des personnes en situation de handicap.
- Partenariat avec l'IRTS, l'IMF et la Croix Rouge : Terrain de stage pour la formation des professionnels du secteur médico-social.

PARTENARIATS CULTURELS ET LOISIRS

- Convention avec la Mairie d'Aix-en-Provence : Accès aux infrastructures et services municipaux, participation aux événements et actions de sensibilisation.
- Convention avec le Grand Théâtre de Provence (Aix-en-Provence) : Accès à des spectacles et ateliers culturels pour favoriser l'inclusion par la culture.
- Convention avec les Mairies de Ventabren, Éguilles et Le Tholonet : Collaboration pour favoriser l'inclusion des bénéficiaires dans la vie locale.
- Partenariat avec la FFSA et Défi-Sport : Accès aux activités sportives adaptées pour les personnes en situation de handicap.
- GEM avec l'Arche Aix-en-Provence (L'association est marraine) : Accompagnement des bénéficiaires dans des espaces de sociabilisation et de partage.
- Partenariat avec OK Vacances : Accès à des séjours adaptés pour les bénéficiaires, favorisant l'inclusion par le tourisme social et solidaire.
- Partenariat avec l'Échappée bête et Zim-Zam pour des séances de cirque adaptée et de médiation animale.



PARTENARIATS ASSOCIATIFS ET HUMANITAIRES

- Partenariat avec l'association DACCOR pour des activités artistiques
- Convention avec l'Association «Les Blouses Roses» : Organisation d'animations et de visites pour améliorer le bien-être des bénéficiaires.

■ Partenariat avec les Maisons de Vincent : Collaboration pour le développement de solutions d'habitat inclusif.

■ Partenariat historique avec le Lions Club International (depuis 1963) : Soutien financier et actions de sensibilisation en faveur des personnes en situation de handicap.

(3.1.5.2) APPUI – RESSOURCES ET PARTENARIATS INSTITUTIONNELS

Cette prestation relève d'un niveau plus institutionnel et stratégique. Elle concerne les engagements de l'association avec les grandes instances et réseaux nationaux ou territoriaux, visant à :

Structurer le secteur médico-social

- Faire évoluer les politiques publiques et défendre les intérêts des personnes accompagnées
- Influencer les dispositifs d'accompagnement au niveau territorial ou national
- Participer à des comités, groupes de travail et plateformes institutionnelles.

Le Conseil d'Administration de l'Institut des Parons regroupe 12 membres bénévoles





L'Association est adhérente à la Fédération Nationale NEXEM, organisation représentative des employeurs du secteur social, médico-social et sanitaire à but non lucratif. Cette adhésion permet de contribuer à l'élaboration d'un cadre conventionnel adapté aux évolutions du secteur, de bénéficier d'une représentation politique forte et d'un appui stratégique auprès des pouvoirs publics, tout en favorisant l'adaptation continue des pratiques aux enjeux sociaux actuels.



L'Institut des Parons est membre actif de Parcours Handicap 13, un collectif territorial œuvrant à la structuration des parcours des personnes en situation de handicap et à la mise en place d'une coordination renforcée entre les acteurs du médico-social et les dispositifs de droit commun.

À travers cette implication, l'Institut des Parons contribue à :

- L'élaboration de solutions adaptées pour garantir un parcours de vie fluide et sans rupture,
- L'amélioration de l'accès aux droits et aux services, en facilitant les interactions entre les établissements médico-sociaux, les collectivités et les institutions,
- La co-construction de réponses concertées, en s'appuyant sur l'expertise de terrain et les réalités locales,
- La promotion de l'inclusion et de la pleine citoyenneté des personnes en situation de handicap,

- L'anticipation des évolutions du secteur médico-social, en participant aux réflexions territoriales sur les besoins émergents.

Cette participation active permet à l'Institut des Parons de jouer un rôle clé dans les dynamiques institutionnelles et territoriales, garantissant ainsi une meilleure prise en charge des personnes accompagnées.



L'Institut des Parons est adhérent à l'UNAPEI, principal mouvement associatif français du secteur du handicap. Il regroupe 550 associations animées par des bénévoles, des parents et des amis de personnes en situation de handicap, et constitue aujourd'hui la première organisation gestionnaire d'établissements et de services médico-sociaux en France, avec plus de 3 000 structures sur l'ensemble du territoire.

Depuis plus de 60 ans, l'UNAPEI agit pour et avec les personnes en situation de handicap, en innovant pour lutter contre l'isolement et l'exclusion sociale et en garantissant un accompagnement de qualité, fondé sur le respect et la dignité des personnes accompagnées. Son identité forte de mouvement parental est au cœur de son engagement. L'UNAPEI agit principalement sur les plans institutionnel et politique. Son rôle est d'influencer les politiques publiques, de structurer l'offre médico-sociale aux niveaux national et territorial, d'assurer la représentation de ses associations adhérentes auprès des pouvoirs publics et de favoriser l'innovation ainsi que la mutualisation des ressources.

Grâce à cette adhésion, l'Institut des Parons bénéficie d'un réseau solide et structurant, propice



Les prestations indirectes

à l'échange de bonnes pratiques et à l'accès à des ressources stratégiques pour renforcer l'accompagnement des personnes accompagnées. L'Institut participe également aux réflexions nationales et territoriales portées par l'UNAPEI pour anticiper les évolutions du secteur médico-social et promouvoir l'inclusion. Cette implication garantit une veille stratégique constante et une adaptation continue des pratiques aux enjeux actuels du secteur.



L'Institut des Parons bénéficie d'une convention de prestations avec le Cabinet Barthélémy à Marseille. Ce partenariat juridique assure un accompagnement expert des établissements dans la gestion de leurs enjeux juridiques et sociaux, garantissant la sécurité et la conformité des pratiques.



L'Institut des Parons est membre de la COOP-SOC, qui agit comme interlocuteur unique auprès des partenaires économiques pour mutualiser les moyens et répondre aux besoins des établissements. Ce regroupement facilite la passation de marchés avec des artisans et petites entreprises, tout en développant des partenariats durables. Cette dynamique permet à des personnes en situation de handicap d'accéder à des métiers différents et de participer à des activités professionnelles valorisantes dans un environnement économique en constante évolution.



Association loi 1901 créée en 1993

L'Institut des Parons est lié par une convention avec le GREPE (Faculté de Psychologie d'Aix-Marseille) pour le déploiement de programmes de remédiation et d'éducation cognitive. Cette collaboration vise à renforcer l'autonomie et les capacités d'adaptation des personnes accompagnées, en s'appuyant sur des approches scientifiques et innovantes.



L'Institut des Parons est également partenaire de la Fédération Française d'Équitation. Ce partenariat permet de développer des activités équestres adaptées, favorisant le bien-être, l'épanouissement et l'inclusion des personnes en situation de handicap. À travers cette collaboration, l'Institut valorise les bienfaits thérapeutiques et éducatifs de la médiation animale au sein de ses accompagnements.



L'ENGAGEMENT DE L'INSTITUT DES PARONS AU SEIN DU GROUPEMENT HANDICAP 13 NORD (GH13)



Dans le cadre de sa mission d'accompagnement des personnes en situation de handicap et de son engagement pour une organisation territoriale concertée et efficiente, l’Institut des Parons est membre actif du GH13, un collectif regroupant les associations médico-sociales du département 13.

Le GH13 constitue un espace de concertation et de coopération inter-associative, visant à structurer et à renforcer l’offre médico-sociale sur le territoire. Il permet aux acteurs du secteur de mutualiser leurs ressources, de co-construire des stratégies adaptées aux évolutions du secteur et d’améliorer la coordination des parcours des bénéficiaires.

En intégrant le GH13, l’Institut des Parons participe activement à :

- L’élaboration de réponses concertées aux enjeux du handicap, afin de garantir un accompagnement adapté et inclusif pour les personnes en situation de handicap
- La structuration de l’offre médico-sociale en coopération avec les autres associations membres et les institutions
- À l’anticipation des évolutions réglementaires et politiques, afin d’adapter ses pratiques aux besoins émergents
- La promotion d’une approche territoriale coordonnée, permettant une meilleure articulation entre les acteurs sociaux, médico-sociaux et sanitaires
- La défense des droits des personnes accompagnées, en portant leur voix auprès des pouvoirs publics et en contribuant aux réflexions stratégiques du secteur

L’implication de l’Institut des Parons au sein du GH13 renforce son rôle d’acteur de référence dans l’accompagnement des personnes en situation de handicap. Cette dynamique partenariale contribue à :

- Fluidifier les parcours des bénéficiaires, en favorisant une meilleure articulation entre les dispositifs existants
- Faciliter l’accès aux ressources et aux solutions adaptées, en s’appuyant sur un réseau structuré
- Favoriser l’innovation sociale et médico-sociale, en participant à l’élaboration de nouvelles pratiques et solutions d’accompagnement
- Renforcer la représentativité du secteur, en participant aux concertations avec les autorités publiques et les instances de gouvernance du médico-social.



(3.1.6) TRANSPORTS LIÉS À GERER, MANAGER, COOPÉRER

Dans le cadre des missions relevant de la gestion, du management et de la coopération, des déplacements peuvent être effectués par les professionnels de direction, d'encadrement ou du personnel administratif.

Ces transports sont mobilisés pour :

- Participer à des réunions avec des partenaires institutionnels ou associatifs
- Représenter l'établissement auprès des autorités de tutelle ou dans des instances extérieures
- Prendre part à des actions de coopérations ou de formation

Ces déplacements sont assurés par :

- Des véhicules appartenant au parc automobile mutualisé de l'Institut des Parons
- Des véhicules personnels (frais de déplacement éventuellement pris en charge)
- Les transports en commun.

3.2.1 LOCAUX ET AUTRES RESSOURCES POUR ACCUEILLIR

(3.2.1.1) LOCAUX ET AUTRES RESSOURCES POUR HEBERGER ET ACCUEILLIR LE JOUR

L'Institut des Parons est implanté dans une propriété située dans les quartiers ouest d'Aix-en-Provence, à quelques minutes en transport du Centre-ville et des accès autoroutiers.

La propriété s'étend sur une surface de plus de 12 hectares et comprend 41 bâtiments dont les usages diffèrent : hébergement, accueil de jour, bureaux, ateliers, classes, salles d'activités, locaux techniques...





INSTITUT MEDICO-EDUCATIF

L'IME des Parons se compose de deux sections : la SEES (Section d'Education et d'Enseignement Spécialisé) et la SIPFP (Section d'Initiation et de Première Formation Professionnelle). Il représente une capacité de 52 bénéficiaires à temps plein ou partiel.

Il dispose pour l'hébergement de 6 foyers, d'une capacité de 52 bénéficiaires à temps plein ou partiel.



LA SECTION D'EDUCATION ET D'ENSEIGNEMENT SPECIALISE

Elle dispose pour l'hébergement de 2 foyers, chaque foyer dispose :

- De chambre collectives et une individuelle,
- De salle de bain collectives,



En plus des foyers des espaces sont aménagés pour répondre aux besoins des enfants et constitués de :

- Bureaux,
- 1 salle de réunion,
- Salles d'activités,
- 1 réfectoire,
- 1 cuisine pédagogique,
- 2 cours de récréation,
- Des bâtiments administratifs
- Une salle d'apaisement (SNOEZELEN)





LA SECTION D'INITIATION ET DE PREMIERE FORMATION PROFESSIONNELLE



Elle dispose pour l'hébergement de 4 foyers, chaque foyer dispose :

- De chambre individuelles et collectives,
- De salle de bain individuelles et collectives,





Certains espaces sont aménagés pour les besoins des adolescents, tel que :

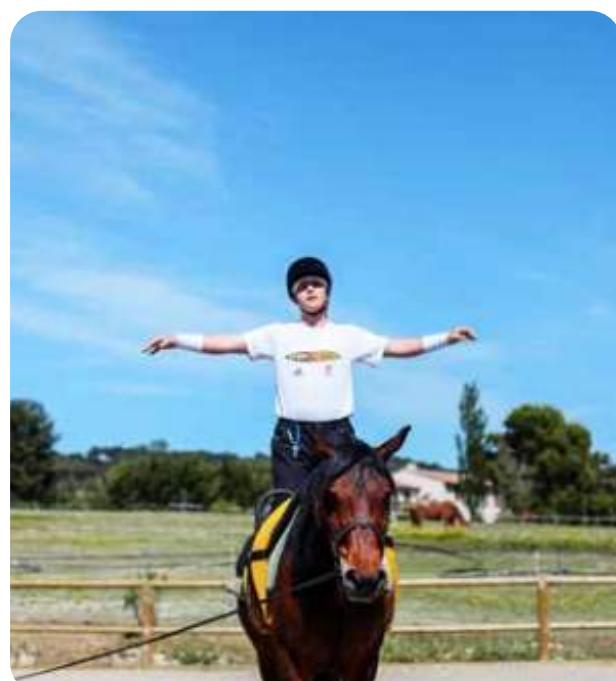
- Des ateliers préprofessionnels,
- 1 salle d'activité,
- 1 réfectoire pour les repas,
- Des bâtiments administratifs



Des infrastructures communes sont utilisées par les deux sections, à savoir :

- 1 piscine couverte,
- 1 gymnase,
- 1 centre équestre avec manège
- 1 salle d'apaisement







ESAT ETABLISSEMENT ET SERVICE D'ACCOMPAGNEMENT PAR LE TRAVAIL (ESAT)



L'ensemble des bâtiments de l'ESAT représente 680 m².

Ces espaces sont constitués :

- De bureaux,
- D'ateliers,
- D'espaces de stockage,
- D'une salle de réunion
- D'une salle de formation
- D'un réfectoire.





ETABLISSEMENT D'ACCUEIL

NON MÉDICALISÉ (EANM) CEZANNE

L'EANM Cézanne représente 1 200 m². Le projet architectural de l'établissement a été pensé pour s'adapter aux besoins spécifiques des résidents. L'EANM est implanté dans un bâtiment de plain-pied de 1 200 m².



Ses espaces s'articulent autour de :

- 22 chambres individuelles avec salle de bain privative et terrasse extérieure,
- De salles d'activités,
- 1 buanderie,
- 1 cuisine pédagogique,
- 1 salle à manger
- 1 salon,
- 1 salle informatique
- 9 appartements tremplins dans la cité
- D'un appartement partagé inclusif pour 2 bénéficiaires EANM





Les prestations indirectes



EANM LEON MARTIN





L'EANM Léon Martin dispose, pour l'hébergement et l'accueil de jour, de 58 places :

- 44 chambres en hébergement permanent dont une chambre d'accueil temporaire (limitée à 90 jours/an/bénéficiaire).
- 17 places en accueil de jour

Les chambres sont réparties dans 6 unités de vie, dont chacune dispose :

- D'une kitchenette
- D'une salle à manger
- D'un salon TV
- De chambres individuelles avec sanitaires

Au sein de l'EANM Léon Martin, tous les résidents bénéficient d'espaces dédiés :

- Salles d'activités socio-éducatives,
- 1 grand salon pour les activités collectives et festives,
- 1 buanderie, lingerie,
- 1 salle de soins,
- 1 réfectoire avec plusieurs pôles d'activités dédiés à l'accueil des externes,
- 1 salle d'apaisement,
- 1 terrasse extérieure
- 1 jardin arboré et fleuri

Par ailleurs, les résidents bénéficient des infrastructures de l'Institut des Parons : piscine couverte, gymnase, centre équestre, terrain multisport, sentiers de randonnée.



EANM CAP INTEGRATION



Le service de Cap Intégration a ouvert en septembre 2017. Il dispose d'une capacité de 17 places en accueil de jour. Il accueille des bénéficiaires de 20 à 30 ans. Le service CAP INTEGRATION dispose de 5 chambres individuelles toutes équipées de sanitaires.

Les locaux ont été aménagés en plusieurs espaces :

- 1 vestiaire,
- 1 salon,
- 1 salle à manger
- 1 cuisine et buanderie pédagogique,
- 1 studio d'apprentissage
- 1 salle d'apaisement,
- 1 salle Informatique,
- 1 salle image de soi,
- 1 salle d'activités manuelles,
- 1 terrasse extérieure,
- 1 jardin arboré et fleuri

Par ailleurs, les résidents bénéficient des infrastructures de l'Institut des Parons : piscine couverte, gymnase, centre équestre, terrain multisport, sentiers de randonnée.



EANM LA VILLA



En outre, elle permet d'accompagner les résidents grâce à :

- 1 salle d'activité,
- 1 séjour,
- 1 salle de bain pour les externes
- 1 vestiaire
- 1 salle à manger
- 1 cuisine pédagogique
- 1 terrasse extérieure
- 1 jardin arboré et fleuri

La VILLA des Parons est un service dédié aux personnes en situation de handicap vieillissantes. Cette maison provençale de plain-pied, d'une surface de 330 m², est conçue pour offrir un cadre de vie adapté et confortable. Chaque résident dispose d'une chambre individuelle avec salle de bain privative, qu'il peut personnaliser avec ses propres meubles et effets personnels. La VILLA propose 6 places en hébergement permanent et 2 places en accueil de jour.



EANM PIQUE LA LUNE



Le service « Pique la lune » est installé dans une maison individuelle réaménagée pour les besoins de la structure. Le bâtiment, conforme aux normes de sécurité et d'accessibilité en vigueur présente une superficie d'environ 250 m², sur deux niveaux, ainsi qu'un jardin aménagé avec une piscine couverte et sécurisée (non accessible au public).

Situé à proximité des Parons (une minute en voiture), les personnes accueillies à Pique La lune pourront bénéficier du parc arboré des Parons de 15 hectares, du centre équestre, du gymnase, de la piscine chauffée et du terrain multisports en fonction de leurs emplois du temps.



Conformément aux recommandations pour l'accompagnement des personnes avec TSA, les locaux ont été aménagés en espaces distincts, chacun dédié à une fonction précise.

- Un hall avec vestiaires individuels pour l'accueil des bénéficiaires,
- Des espaces de travail collectifs pour des petits groupes de 2 ou 3 personnes,
- Des espaces de travail individuel,
- Une salle d'eau pour travailler l'autonomie personnelle,
- Une salle équipée en appareils électroménagers pour travailler l'autonomie domestique,
- Un espace de retour au calme,
- 1 salle d'apaisement,
- Un jardin sécurisé et aménagé pour les activités corporelles ou et/ou fonctionnelles.



Afin de prendre en compte les particularités de traitement de l'information sensorielle des personnes avec autisme, une société extérieure a réalisé des aménagements spécifiques pour améliorer l'acoustique des pièces, également des variateurs de lumière ont été privilégiés dans les salles où cela était possible.



(3.2.1.2) LOCAUX ET AUTRES RESSOURCES POUR REALISER LES PRESTATIONS DE SOINS, DE MAINTIEN ET DE DEVELOPPEMENT DES CAPACITES FONCTIONNELLES

INSTITUT MEDICO-EDUCATIF

L'IME dispose pour réaliser ses prestations de soins et de réadaptation :

- 1 infirmerie
- 1 salle pour accueillir des prestations paramédicales (kiné...)
- 2 bureaux pour les médecins psychiatre
- 2 bureaux pour les orthophonistes
- 3 bureaux pour les psychologues
- 2 salles de psychomotricité

ESAT

L'ESAT dispose d'un bureau de médecin psychiatre pour réaliser ses prestations de soins.

AUTRES SERVICES

Les autres services de l'Institut des Parons, disposent de salles pour accueillir des prestations paramédicales (kiné...) et permettre un suivi des bénéficiaires.

- 1 infirmerie centrale à la bastide





(3.2.1.3) LOCAUX ET AUTRES RESSOURCES POUR GERER, MANAGER, COOPERER



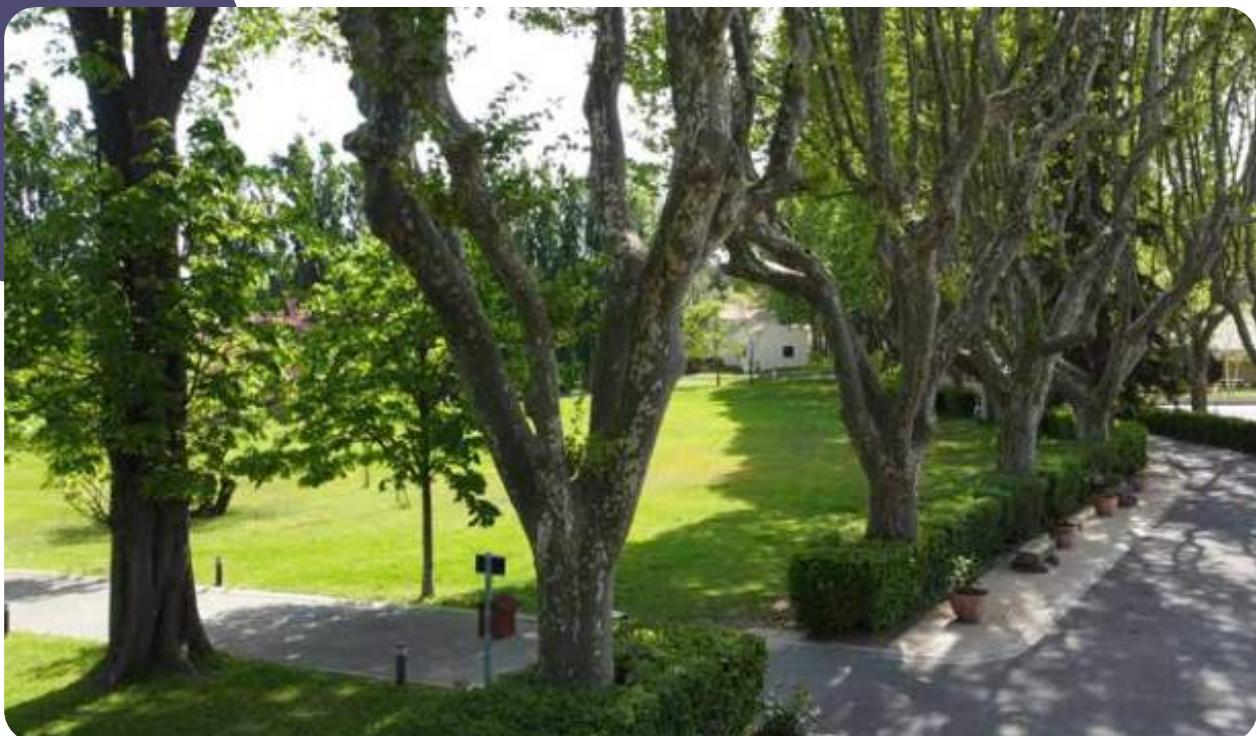
L’Institut des Parons dispose d’un bâtiment administratif, regroupant la salle du conseil d’administration, le secrétariat, le bureau du directeur Général, le service Ressources Humaines, le Service Comptabilité, le Service Qualité, le service Economat.

Il dispose également d’une Salle de Formation située dans le bâtiment 26 de l’ESAT équipée de matériel informatique (ordinateurs portables et tableau blanc interactif). Cette salle est une infrastructure utilisée par les différents services de l’Institut pour des formations de salariés.

L’institut des Parons s’engage dans l’amélioration des techniques pédagogiques et éducatives par l’installation d’un comité scientifique, composé de matériel informatique et de logiciel d’analyse des comportements.



(3.2.1.4) HYGIENE, ENTRETIEN, SECURITE DES LOCAUX, ESPACES EXTERIEURS



Dans le secteur Enfant, l'entretien des locaux est confié à la société ONET, spécialisée dans les services de propreté. Sur le secteur Adulte, ce sont des Agents de Service Intérieur (ASI), salariés de l'établissement, qui garantissent un environnement propre, sain et sécurisé pour les usagers et le personnel. Par ailleurs, l'ESAT propose également des prestations de ménage, favorisant ainsi l'insertion professionnelle des collaborateurs en situation de handicap.

Une équipe d'agents techniques polyvalents, sous la supervision d'un responsable technique et sécurité, est chargée de l'entretien courant des bâtiments et des espaces extérieurs, assurant ainsi leur bon état et leur durabilité.

L'entretien du linge de l'Institut des Parons est effectué par une lingerie centrale sous la supervision d'un salarié des Parons et d'un Moniteur éducateur et avec le concours de collaborateurs ESAT.

Les opérations de maintenance des installations techniques (chauffage, climatisation, ventilation et systèmes de sécurité incendie) sont externalisées auprès de prestataires spécialisés, assurant un suivi rigoureux et conforme aux normes en vigueur.

Conformément aux exigences réglementaires, l'ensemble des installations techniques fait l'objet de contrôles périodiques obligatoires, réalisés par des organismes agréés. Chaque intervention est consignée dans le registre de sécurité, et des inspections régulières sont menées par la Commission Communale de Sécurité afin de garantir le respect des normes de sûreté et de prévention des risques.



3.2.2 FOURNIR DES REPAS

L'alimentation joue un rôle fondamental dans le bien-être, la santé et le plaisir des bénéficiaires. Offrir des repas de qualité, équilibrés et adaptés aux besoins de chacun est une priorité pour l'Institut des Parons.

Une Cuisine Centrale aux Normes pour une Production Quotidienne

L'Institut des Parons dispose d'une cuisine centrale équipée, respectant les normes strictes de sécurité alimentaire HACCP. Elle fonctionne 365 jours par an, assurant ainsi la fourniture des repas pour l'ensemble des bénéficiaires et des salariés en charge de leur accompagnement.

L'équipe de restauration est composée de :

- Cuisiniers et agents de restauration qualifiés, formés aux normes HACCP
- Un chef de cuisine, salarié de la société SOGERES, prestataire de service en charge de la restauration, qui supervise l'ensemble du processus de production.

Des Menus Équilibrés et Adaptés grâce à la Commission Menu

Tous les repas sont préparés chaque jour à partir de produits frais, selon des menus élaborés par une diététicienne et validés par la Commission Menu.

Cette commission, réunie régulièrement, est composée de :

- La responsable du service Économat
- Des chefs des services
- Le chef de cuisine
- Représentant des salariés
- 1 représentant bénéficiaire de chaque service

Elle veille à :

- Recueillir et analyser les retours des bénéficiaires et des équipes, afin d'ajuster et d'améliorer la qualité des repas,
- Assurer une diversité des plats et une prise en compte des régimes spécifiques, pour répondre aux besoins et préférences alimentaires de chacun.

Un Système de Gestion Optimisé pour Réduire le Gaspillage

Pour assurer une gestion efficace des repas et limiter le gaspillage alimentaire, les effectifs des bénéficiaires et du personnel déjeunant sur place sont mis à jour quotidiennement sur le logiciel Imago.



**Ce système permet également :**

- L'édition de feuilles de distribution des repas, afin d'identifier précisément les bénéficiaires ayant des allergies alimentaires ou des régimes médicaux spécifiques,
- L'adaptation des repas aux besoins individuels, garantissant sécurité et personnalisation de l'alimentation.

Pour assurer un contrôle constant de la qualité et de l'hygiène, plusieurs niveaux de surveillance sont mis en place :

- Audits réguliers réalisés par la société SO-GERES, avec mise en œuvre de plans d'actions correctifs si nécessaire
- Inspections des Services Vétérinaires, garantissant la conformité aux normes sanitaires en vigueur.

Une Livraison en Liaison Chaude et un Suivi Rigoureux des Normes d'Hygiène

Les repas sont livrés en liaison chaude vers les différents points de restauration de l'Institut dans un camion spécialisé, garantissant la traçabilité et la sécurité alimentaire jusqu'à la distribution.

Un Engagement Quotidien pour une Alimentation Saine et Adaptée

Grâce à cette organisation rigoureuse, l'Institut des Paroisses veille à offrir une restauration saine, équilibrée et adaptée, contribuant ainsi au bien-être et au plaisir alimentaire des bénéficiaires.

3.2.3 ENTREtenir le linge

L'IME des Paroises dispose d'une lingerie centrale, équipée pour assurer le traitement du linge des bénéficiaires et des six internats. Cette activité est réalisée par deux salariés à temps plein, garantissant une gestion efficace et rigoureuse du linge.

Pour assurer la collecte et la distribution du linge sur les différents sites du complexe, la lingerie est dotée d'un véhicule dédié, facilitant le transport et optimisant l'organisation logistique.

Dans le secteur adulte, l'entretien du linge est réalisé en interne, permettant une prise en charge adaptée aux besoins spécifiques des bénéficiaires.





3.2.4 TRANSPORTS LIÉS AU PROJET INDIVIDUEL

L’Institut des Parons met à disposition un parc de véhicules mutualisés, permettant de répondre aux besoins de déplacements extérieurs liés aux projets individuels des bénéficiaires. Ces véhicules sont utilisés pour divers trajets tels que les courses, les réunions, les rendez-vous médicaux, les sorties éducatives, les visites à domicile ou encore les chantiers extérieurs.

Le renouvellement du parc est effectué lorsque cela est nécessaire, afin de garantir un service de transport sécurisé et adapté aux besoins des usagers.

L’entretien des véhicules est supervisé par le responsable technique et sécurité et confié à des prestataires spécialisés. Un planning d’utilisation, mis à jour par le service économat, permet d’optimiser la gestion et la disponibilité des véhicules.

Chaque établissement de l’Institut dispose de véhicules adaptés à leurs activités spécifiques :

- Véhicules légers et utilitaires pour les courses et déplacements quotidiens,
- Camions pour les activités nécessitant un transport de matériel,
- Véhicules aménagés pour les Personnes à Mobilité Réduite (PMR), garantissant un transport inclusif et sécurisé.

Ce dispositif permet d’assurer une mobilité fluide et adaptée aux besoins des bénéficiaires, en cohérence avec leurs projets individualisés.

(3.2.4.1) TRANSPORTS LIÉS À ACCUEILLIR

L’IME des Parons assure le transport des bénéficiaires entre leur domicile et l’établissement grâce à un partenariat avec la société «Les Cars du Pays d’Aix». Dans ce cadre, six trajets quotidiens sont mis en place pour garantir un transport sécurisé et adapté aux besoins des usagers.

Pour assurer un accompagnement de qualité, l’IME mobilise six salariés à temps partiel, chargés de superviser les trajets, d’assurer le lien entre les familles et les éducateurs, et de veiller au bien-être et à la sécurité des bénéficiaires durant le transport.

Dans le secteur adulte, les bénéficiaires se rendent dans leur établissement par leurs propres moyens, en fonction de leur niveau d’autonomie et de leurs capacités :

- Transports en commun (bus de ville, tramway, etc.)
- Accompagnement par leur famille
- Taxi ou transport adapté en fonction des besoins spécifiques.



(3.2.4.2) TRANSPORTS LIÉS AUX PRESTATIONS DE SOINS, DE MAINTIEN ET DE DEVELOPPEMENT DES CAPACITÉS FONCTIONNELLES

Dans le cadre de l'accompagnement global proposé aux bénéficiaires, des transports peuvent être organisés afin de leur permettre d'accéder à des prestations de soins externes, lorsqu'aucune alternative ne peut être envisagée au sein de la structure.

Ces transports sont principalement liés à des rendez-vous médicaux (consultations spécialisées, bilans de santé, soins paramédicaux, etc.), à des séances de rééducation (orthophonie, kinésithérapie, ergothérapie...), ou encore à des actes nécessaires au maintien et à l'évolution des capacités fonctionnelles du bénéficiaire.

L'organisation de ces déplacements repose sur une évaluation individualisée des besoins dans le cadre du projet personnalisé. Lorsqu'un accompagnement est nécessaire, il peut être assuré par un professionnel de l'équipe pluridisciplinaire, en lien avec les partenaires médicaux ou paramédicaux concernés.

Les modalités de transport varient selon la situation du bénéficiaire :

- Véhicule de service de l'établissement avec accompagnement si besoin ;
- Transport sanitaire (ambulance, VSL ou taxi conventionné), prescrit médicalement ;
- Transports en commun, pour les bénéficiaires les plus autonomes, avec ou sans accompagnement ;
- Famille ou représentant légal, lorsqu'ils assurent eux-mêmes le déplacement.





(3.2.4.3) TRANSPORTS LIÉS A L'AUTONOMIE ET A LA PARTICIPATION SOCIALE

Dans le cadre de l'accompagnement socio-éducatif des bénéficiaires, des transports peuvent être organisés pour favoriser le développement de l'autonomie, l'inclusion sociale, et la participation à la vie citoyenne, culturelle ou professionnelle.

Ces déplacements sont en lien direct avec les objectifs définis dans le projet personnalisé de chaque bénéficiaire, et peuvent concerner une grande diversité de situations :

- Participation à des activités de loisirs ou culturelles (sorties collectives, visites, spectacles, événements sportifs, etc.) ;
- Réalisation de démarches administratives ou personnelles (banque, préfecture, rendez-vous divers) ;
- Accès à des structures d'insertion ou d'accompagnement professionnel (ESAT, stages, dispositifs d'insertion, etc.) ;
- Activités favorisant le développement de l'autonomie dans les actes de la vie quotidienne (courses, déplacements en autonomie, repérage urbain...).

L'organisation de ces transports dépend des besoins spécifiques du bénéficiaire, de son niveau d'autonomie, et des ressources disponibles dans la structure.

Les moyens mobilisés peuvent être :

- Un véhicule de l'établissement
- Des transports en commun, utilisés seuls ou avec un accompagnateur, dans une logique d'apprentissage de l'autonomie

Ces actions visent à favoriser la mobilité des bénéficiaires, en tant que levier d'émancipation, d'accès aux droits et de participation à la vie sociale. Elles s'inscrivent pleinement dans la dynamique inclusive portée par l'établissement.



3.2.5 TRANSPORTS DES BIENS ET MATERIELS LIÉS À LA RESTAURATION ET À L'ENTRETIEN DU LINGE

Dans le cadre de l'organisation logistique de la restauration, l'Institut des Paroisses met à disposition un véhicule spécifiquement affecté au transport et à la livraison des repas destinés aux établissements du site.

Ce véhicule est aménagé pour répondre aux exigences d'hygiène et de sécurité relatives au transport de denrées alimentaires. Il permet notamment le maintien en température des plats pendant le trajet, garantissant ainsi le respect de la chaîne du froid et la qualité des repas livrés.

Ce moyen de transport fait partie intégrante du parc automobile mutualisé de l'Institut, ce qui permet une gestion centralisée et optimisée des ressources logistiques. La planification des livraisons est assurée en lien avec les équipes de restauration, afin de répondre aux besoins spécifiques de chaque structure, tout en veillant à la ponctualité et à la conformité des prestations fournies.

Concernant l'entretien du linge, l'organisation varie selon les secteurs :

- SIPFP : le linge propre est transporté vers les internats à l'aide d'un conteneur désinfecté, dans le respect des protocoles d'hygiène. Ce mode de fonctionnement limite les manipulations et sécurise le transfert entre les espaces de lavage et d'hébergement.
- SEES : le linge est acheminé par des collaborateurs de l'ESAT, soit à pied, soit à l'aide d'un véhicule dédié, selon les possibilités logistiques et la distance à parcourir.
- Secteur adulte : les établissements sont équipés de lingeries internes, ce qui permet un traitement sur place du linge. Ce fonctionnement favorise l'autonomie organisationnelle de chaque structure et réduit les besoins en transport.



**SOMMAIRE**

Le Cadre Juridique

LE CADRE JURIDIQUE DU PROJET D'ÉTABLISSEMENT.....	201
MISSIONS ETAT	201
■ Autorités de tarification.....	201
■ Cadre réglementaire	202
• Introduction.....	202
• Évolution Juridique et Renforcement de la Bientraitance.....	203
• Protection Contre la Maltraitance.....	203
• Un Cadre International pour la Protection des Droits	204
• Renforcement des Droits et Prévention des Violences.....	204
• Rôle de la Haute Autorité de Santé dans l'Amélioration Continue des Pratiques	204
• Une Nouvelle Structuration des Établissements Médico-sociaux	205
• Plan de transformation des ESAT	205
• La loi Plein Emploi et ses implications pour les travailleurs en ESAT	207
• Un Engagement Renforcé pour un Accompagnement Éthique et Sécurisé	207





I / LE CADRE JURIDIQUE du Projet D'ÉTABLISSEMENT



Missions ETAT

Autorité
DE TARIFICATION



L'autorité de tarification pour l'IME et l'ESAT est **l'Agence Régionale de Santé PACA**. Les dépenses d'exploitation de ces établissements sont prises en charge par l'ARS sous forme de prix de journée ou dans le cadre d'un CPOM



L'autorité de tarification pour l'EANM des Parons est le **Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône**. Les dépenses d'exploitation du service sont prises en charge par l'Aide Sociale départementale dans le cadre d'un CPOM



Cadre RÈGLEMENTAIRE



→ INTRODUCTION

Ce projet est établi en référence à la **loi du 2 janvier 2002** pour ce qui concerne entre autres la définition des objectifs en matière de coordination, de coopération et d'évaluation des besoins et de la qualité des prestations délivrées, ainsi que des modalités d'organisation et de fonctionnement.

Notre démarche vise à apporter une réponse adaptée aux préoccupations des personnes concernées, en tenant compte de leurs besoins sociaux et personnels identifiés à ce jour, tant par les pouvoirs publics que par les groupes constitués, comme les parents. Elle s'inscrit à l'intersection des orientations actuelles de la politique en faveur des personnes en situation de handicap et de l'évolution des attentes du public visé.

Les finalités poursuivies s'appuient sur les valeurs portées par le projet associatif de l'Association «Institut des Parons».

SA DYNAMIQUE S'ARTICULE AUTOUR DES GRANDS ITEMS SUIVANTS :

- Connaître le bénéficiaire : capacités, compétences, potentialités, habitudes, projet
- Respecter les choix et les liens du bénéficiaire ainsi que ses droits
- Proposer des prestations ajustées à ses besoins et à ses aspirations
- Répondre aux besoins du bénéficiaire par un accompagnement ajusté
- Coordonner le parcours de vie de nos bénéficiaires avec ses proches et nos partenaires



CE PROJET SE RÉFÈRE À UN DOUBLE CADRE INSTITUTIONNEL :

- Les évolutions règlementaires et législatives qui traversent la politique en faveur des personnes handicapées
- Les axes constitutifs du projet associatif stratégique de l’Institut des Parons.

La loi 2002-2 du 2 janvier 2002 rénovant l’action sociale et médico-sociale fait évoluer les règles de fonctionnement des établissements accueillant notamment des personnes en situation de handicap vers une meilleure reconnaissance de leurs droits et une adaptation de l’offre de service aux besoins de la personne.

L’affirmation nationale d’une politique en faveur des personnes handicapées est parachevée par la **loi du 11 février 2005** pour l’égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées. Ce nouveau texte marque un tournant décisif dans la conception de la place accordée aux personnes en situation de handicap dans la société.

L’égalité des chances, la participation et la citoyenneté des personnes en situation de handicap s’opèrent par la concrétisation du droit à la compensation qu’instaure la **loi 2005-102**. Le parcours du bénéficiaire est au cœur de notre accompagnement. C’est ainsi que l’Institut des Parons s’ouvre pleinement à la politique d’inclusion en faveur des personnes en situation de handicap, en permettant aux personnes accompagnées de disposer des services et des ressources nécessaires pour participer activement à la vie économique, sociale et culturelle.

→ ÉVOLUTION JURIDIQUE ET RENFORCEMENT DE LA BIENTRAITANCE

Dans cette dynamique centrée sur les droits des personnes accueillies, l’évolution du cadre juridique a joué un rôle crucial en renforçant les mécanismes de prévention et de lutte contre la maltraitance.

Depuis les premières initiatives législatives, comme la loi du 2 janvier 2002, jusqu’aux réformes les plus récentes, chaque texte a contribué à structurer une approche globale de bientraitance. Ces mesures visent à protéger les bénéficiaires, garantir la qualité des services et inscrire leurs droits dans une démarche d’amélioration continue.

→ PROTECTION CONTRE LA MALTRAITANCE

Une première avancée significative est apportée par la **circulaire 2001-306 du 3 juillet 2001**, qui instaure des mesures de vigilance renforcée pour prévenir les violences et les maltraitances, au sein des établissements accueillant des mineurs et des personnes vulnérables. Dans son prolongement, la **circulaire 2002-280 du 3 mai 2002** cible plus spécifiquement la prévention et la lutte contre la maltraitance des adultes, en précisant des actions concrètes pour détecter et anticiper les situations à risque dans les structures médico-sociales.



→ UN CADRE INTERNATIONAL POUR LA PROTECTION DES DROITS

Sur le plan international, la Convention des Nations Unies relative aux droits des personnes handicapées (CDPH, 2006) marque une avancée majeure en consacrant le principe de l'égalité des droits et des chances pour les personnes en situation de handicap. Elle met en avant leur participation active à la société et insiste sur la nécessité d'un accompagnement respectueux de leur dignité et de leur autonomie. Cette approche est au cœur des pratiques mises en place à l'Institut des Parons, qui veille à offrir un cadre favorisant l'autodétermination et l'inclusion sociale.

→ RENFORCEMENT DES DROITS ET PRÉVENTION DES VIOLENCES

À l'échelle nationale, plusieurs réformes viennent consolider ces principes. La loi n° 2019-222 du 23 mars 2019 réaffirme la nécessité de protéger les droits des personnes vulnérables en renforçant les dispositifs de lutte contre la maltraitance et en introduisant des moyens d'action plus efficaces. Dans cette même dynamique, la circulaire N DGCS/SDB/2021/147 du 5 juillet 2021 met un accent particulier sur le respect de l'intimité dans les établissements sociaux et médico-sociaux, tout en renforçant les mesures de prévention des violences. L'Institut des Parons applique ces principes à travers des pratiques favorisant le respect de l'intimité et de la vie affective des usagers.

Plus récemment, le décret n° 2024-166 du 29 février 2024 vient consolider ces dispositifs en instaurant un cadre réglementaire plus strict. Il précise les obligations en matière de formation des professionnels, la mise en place de protocoles de détection des situations à risque et l'amélioration des conditions de vie des personnes accompagnées. Ce texte contribue également à renforcer les pratiques d'évaluation régulière et les procédures visant à garantir la sécurité et le respect des droits des usagers.

En complément de ces textes, le Code de l'Action Sociale et des Familles (CASF), notamment l'article 311-8, établit des principes fondamentaux pour garantir un accompagnement personnalisé et respectueux des besoins et des attentes des personnes. Il met l'accent sur la participation active des usagers dans leur parcours de vie, favorisant ainsi une approche centrée sur l'individu.

→ RÔLE DE LA HAUTE AUTORITÉ DE SANTÉ DANS L'AMÉLIORATION CONTINUE DES PRATIQUES

Enfin, la Haute Autorité de Santé (HAS) joue un rôle clé dans la régulation et l'amélioration continue des pratiques au sein des établissements médico-sociaux. Par ses recommandations et réformes, elle veille à assurer un accompagnement de qualité et une protection renforcée des personnes accompagnées. La loi du 24 juillet 2019 relative à l'organisation et à la transformation du système de santé a confié à la HAS la mission de définir et de piloter le nouveau dispositif d'évaluation. Depuis le 1er janvier 2023, les ESSMS doivent se conformer à un nouveau référentiel d'évaluation HAS, qui remplace le précédent système d'évaluation interne/externe.



→ UNE NOUVELLE STRUCTURATION DES ÉTABLISSEMENTS MÉDICO-SOCIAUX

Au-delà de ces dispositifs de protection, une autre évolution majeure a concerné la structuration des établissements médico-sociaux. Dans cet objectif, le **décret n°2017-982 du 9 mai 2017** a modifié leur classification, instaurant une nouvelle nomenclature pour harmoniser et rendre plus lisible l'organisation de ces structures. Depuis 2024, le Foyer d'Hébergement Cézanne, le Foyer de Vie Léon Martin et ses extensions (Cap Intégration, Pique La Lune et la Villa des Parons) adoptent une nouvelle dénomination. Ils sont désormais désignés comme **Établissements d'Accueil Non Médicalisé (EANM)**. Par ailleurs, les Foyers d'Accueil Médicalisé (FAM) et les Maisons d'Accueil Spécialisées (MAS) sont regroupés sous l'appellation d'**Établissements d'Accueil Médicalisé (EAM)**. Les EAM prennent en charge des adultes dépendants nécessitant des soins médicaux continus, tandis que les EANM regroupent les structures ne proposant pas de soins médicaux. Ces nouvelles appellations ont été officiellement entérinées par **l'arrêté du 29 mai 2024**.

Cette évolution favorise une organisation plus cohérente du parcours des personnes, en garantissant un cadre d'accueil mieux défini.

→ PLAN DE TRANSFORMATION DES ESAT

Le Plan de Transformation des ESAT, lancé en 2022, fait partie d'une initiative visant à moderniser les pratiques et à améliorer l'inclusion des travailleurs handicapés dans le monde du travail ordinaire. Ce plan a pour objectif de renforcer l'autonomie des travailleurs en ESAT et de favoriser une transition fluide vers le travail en milieu ordinaire, tout en garantissant un accompagnement personnalisé et adapté.

Voici les principales mesures du Plan de Transformation des ESAT :

Renforcer les droits des travailleurs : Le renforcement des droits des travailleurs en ESAT a pour but d'assurer une équité avec les droits des salariés dans le milieu ordinaire. Cela permet de respecter la dignité des travailleurs handicapés et de favoriser leur pleine inclusion professionnelle.

■ GARANTIR DES DROITS ÉQUIVALENTS À CEUX DES SALARIÉS :

- Congés exceptionnels : Les travailleurs en ESAT auront droit aux mêmes congés exceptionnels que les salariés ordinaires, comme pour un événement familial ou une urgence.
- Rémunération des jours fériés et dimanches : Comme les autres salariés, les travailleurs en ESAT seront rémunérés lorsqu'ils travaillent les jours fériés ou dimanches.
- Élection d'un délégué des travailleurs : Un délégué des travailleurs pourra être élu pour représenter les travailleurs en ESAT et défendre leurs droits, comme dans les entreprises classiques. Son mandat est d'une durée de 3 ans.



■ FAVORISER LA DYNAMIQUE DE PARCOURS DES TRAVAILLEURS :

La dynamique de parcours vise à offrir des trajectoires professionnelles fluides et diversifiées, tant au sein des ESAT qu'au-delà, vers le milieu ordinaire.

- Le carnet de parcours et de compétences offre à chaque travailleur la possibilité de suivre son évolution professionnelle, d'évaluer ses progrès et de mieux gérer ses compétences pour progresser dans son parcours professionnel.
- Les travailleurs en ESAT peuvent désormais bénéficier de parcours professionnels qui leur permettent de se former, d'évoluer au sein de l'ESAT, et de se réorienter vers le milieu ordinaire s'ils en ont le projet.
- Les travailleurs peuvent désormais cumuler une activité en ESAT avec un emploi à temps partiel dans une entreprise ordinaire ou démarrer une activité indépendante. Cette possibilité de cumul permet aux travailleurs de tester leur capacité à travailler dans un environnement ordinaire tout en bénéficiant d'un soutien adapté dans l'ESAT.

Renforcer l'accompagnement pour la sortie d'ESAT : Un suivi renforcé est mis en place pour aider les travailleurs en ESAT à faire la transition vers un emploi en milieu ordinaire, en garantissant un soutien adapté à chaque parcours individuel.

■ PARCOURS D'ACCOMPAGNEMENT PROFESSIONNEL ET MÉDICO-SOCIAL :

Après la sortie de l'ESAT, un accompagnement professionnel et médico-social peut être assuré pour favoriser un maintien dans l'emploi dans le cadre d'une convention d'appui, tripartite entre le travailleur, l'établissement d'origine et l'entreprise. Cette convention est fixée pour une durée d'un an, renouvelable deux fois.

■ DROIT AU RETOUR EN ESAT :

La personne pourra faire des insertions en milieu ordinaire en ayant l'assurance, en cas de rupture durant la période d'orientation en ESAT (notification MDPH en cours), de pouvoir retrouver sa place en établissement.



→ LA LOI PLEIN EMPLOI ET SES IMPLICATIONS POUR LES TRAVAILLEURS EN ESAT

Par son volet handicap, la loi pour le plein emploi, promulguée le 18 décembre 2023, poursuit l'objectif d'inclusion des personnes handicapées dans la société via le travail. Visant à concrétiser l'objectif de réduire le chômage d'ici 2027, cette loi comporte plusieurs mesures destinées à faciliter l'emploi des personnes en situation de handicap et à leur ouvrir de nouveaux droits :

- Le droit de grève
- Le droit d'adhérer à un syndicat
- La prise en charge partielle des frais de transport par l'ESAT
- À partir du 1er juillet 2024, la complémentaire santé devient obligatoire pour tous les travailleurs en ESAT.

Sous l'impulsion de la loi Plein-emploi, Pôle emploi est devenu France Travail le 1er janvier 2024.

France Travail se dote de nouvelles missions pour mieux accompagner les personnes en situation de handicap en recherche d'emploi, les aider à trouver une formation, améliorer l'orientation professionnelle et les mettre en relation avec les entreprises en recherche de candidats.

→ UN ENGAGEMENT RENFORCÉ POUR UN ACCOMPAGNEMENT ÉTHIQUE ET SÉCURISÉ

L'ensemble de ces évolutions législatives et réglementaires traduit une volonté forte de mieux protéger les bénéficiaires, en faisant de la bientraitance et du respect des droits des priorités essentielles. En s'inscrivant dans cette démarche, l'Institut des Parons met en œuvre des actions concrètes pour prévenir les violences, garantir un accompagnement de qualité et promouvoir l'autonomie des personnes accompagnées.

Grâce à une approche intégrant prévention, protection et amélioration continue, l'Établissement favorise un accompagnement personnalisé et éthique, fondé sur l'écoute, l'adaptation et la co-construction avec l'ensemble des parties prenantes.

